Conto corrente con la Posta

Anno 77° — Numero 95

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

PARTE PRIMA

Roma - Venerdì, 24 aprile 1936 - Anno XIV

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA – UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI — TELEFONI: 50-107 – 50-033 – 53-914

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1936

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 26 marzo 1936-XIV, n. 603.
Approvazione della Convenzione consolare fra l'Italia e la Lituania stipulata in Kaunas il 13 luglio 1935.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1. — Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione consolare stipulata fra l'Italia e la Lituania in Kaunas il 13 luglio 1935.

Art. 2. — La presente legge entrerà in vigore alle condizioni e nei termini di cui all'art. 40 della Convenzione anzidetta.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 26 marzo 1936 - Anno XIV

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — SOLMI — DI REVEL.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.

Convention consulaire

entre le Royaume d'Italie et la République de Lithuanie.

Sa Majesté le Roi d'Italie et *le Président de la République de Lithuanie*, ayant résolu de conclure une convention consulaire, ont nommé à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Monsieur le Commandeur GIOVANNI AMADORI, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire d'Italie en Lithuanie,

Le Président de la République de Lithuanie:

Monsieur JUOZAS TUBELIS, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères a. i.,

lesquels, ayant reconnu leurs pleins pouvoirs, en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE I.

FONCTIONNAIRES CONSULAIRES.

Art. 1. — Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans les ports, villes et localités du territoire de l'autre Partie, excepté dans les localités où cette Partie jugerait convenable de ne pas admettre l'établissement de tels agents, sous condition que toute exception à ce sujet soit également appliquée à toute autre Puissance.

L'étendue de chaque circonscription consulaire sera fixée par la Partie qui aura nommé les fonctionnaires susindiqués et sera communiquée à l'autre Partie. Il en sera de même pour toute modification ultérieure à apporter aux circonscriptions consulaires précédemment fixées.

Art. 2. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront être de carrière ou honoraires.

Au cas où les dits fonctionnaires honoraires seraient ressortissants du Pays où ils devraient exercer leurs fonctions, on devra, avant leur nomination, obtenir par la voie diplomatique l'assentiment du Gouvernement de ce Pays.

Art. 3. — Les consuls généraux, consuls et vice-consuls, sur la présentation, par la voie protocolaire de leurs lettres de provision, seront réciproquement admis et reconnus selon les règles et formalités établies dans l'Etat de leur résidence, et dès lors ils pourront exercer les fonctions dans leur circonscription.

En cas d'urgence, sur la requête de leur Gouvernement, ils pourront être admis à exercer leurs fonctions à titre provisoire.

Si l'une des Parties estime que l'*exequatur* (ou autre admission) ne peut pas être accordée ou qu'elle doit être rétirée, elle en donnera communication à l'autre Partie les motifs dont elle aura seule l'appréciation et, dans le second cas, avant le retrait de l'*exequatur* (ou autre admission).

Art. 4. — Les consuls généraux et les consuls pourront nommer des agents consulaires dans les localités de leurs circonscriptions consulaires respectives.

Les agents seront munis d'un brevet, qui sera délivré par le consul qui les aura nommés et devra être transmis pour l'*exequatur* ou autre admission aux autorités compétentes.

Art. 5. — Les consuls généraux, consuls et vice-consuls de carrière, ainsi que tout autre fonctionnaire de carrière, seront munis par les autorités du Pays où ils exercent leurs fonctions d'une carte spéciale d'identité, portant la photographie et la signature du titulaire, établissant sa qualité officielle et le recommandant à la protection des autorités locales.

Art. 6. — En cas d'empêchement, d'absence ou de décès d'un consul général, consul ou vice-consul, le fonctionnaire adjoint sera autorisé à exercer, *par interim*, les fonctions du titulaire, sous condition que sa qualité ait été portée à la connaissance des autorités locales compétentes.

CHAPITRE II.

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DES FONCTIONNAIRES CONSULAIRES.

Art. 7. — Les consuls généraux, consuls et vice-consuls pourront apposer, à la maison où se trouvent leurs bureaux ou chancelleries, l'écusson de l'Etat qui les a nommés, avec une inscription qui en désigne le caractère officiel. Ils pourront également arborer le pavillon national sur ladite maison, aux jours des sollennités publiques de leur Pays, ainsi que dans d'autres circonstances d'usage, étant bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile; elles serviront à désigner la maison consulaire. Ils pourront également arborer le pavillon de leur Pays sur les bateaux à bord desquels ils pourraient s'embarquer pour l'exercice de leurs foctions.

Ils auront droit aux honneurs dûs à leur position officielle dans toutes les circonstances où ils exercent leur fonctions.

Art. 8. — L'ensemble des pièces à l'usage des bureaux pour le service officiel consulaire et les locaux spécialement affectés au dépôt des archives consulaires sont en tout temps inviolables. Ces pièces et ces locaux doivent être distincts des pièces servant à l'habitation personnelle du fonctionnaire consulaire et ne peuvent être affectés à d'autres usages. Ils ne peuvent dans aucun cas servir de lieu d'asile. Les autorités locales ne peuvent sous aucun motif visiter ou saisir les papiers qui font partie desdites archives. Ces papiers seront complètement séparés des papiers personnels du titulaire ainsi que des livres et papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que l'agent honoraire pourrait exercer.

Art. 9. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls de carrière, ainsi que tout autre fonctionnaire de carrière, jouiront de l'exemption de toute réquisition, prestation, ou logement militaires. Cette exemption ne s'étendra pas aux immeubles appartenant aux fonctionnaires susvisés dans le Pays de leur résidence, à moins que les bâtiments qui s'y trouvent ne soient affectés au service consulaire ou ne servent de logement aux dits fonctionnaires.

En outre, lesdits fonctionnaires seront exempts de toutes contributions mobilières au somptuaires, prélevées directement auprès des contribuables, qui sont imposées par l'Etat ou par un autre corps constitué d'après le droit public du Pays, à moins qu'elles ne soient imposées à raison de la possession de biens immeubles ou sur les intérêts d'un capital engagé dans le Pays de résidence desdits fonctionnaires.

Les fonctionnaires consulaires honoraires, quelle que soit leur nationalité seront exempts seulement des réquisitions et logements militaires pour les locaux affectés aux bureaux de la Chancellerie et aux archives.

Art. 10. — Les consuls généraux, consuls et vice-consuls de carrière, ainsi que tout autre fonctionnaire de carrière, sont autorisés, lorsqu'ils rejoignent pour la première fois leur poste, ou dans les six mois suivants, à faire entrer, en franchise, le mobilier, les vêtements, les effets et les ustensiles de ménage appartenant à eux et à leur famille, sous condition de les faire visiter.

Cette exemption ne s'applique pas aux articles de consommation.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage, en outre, à autoriser l'entrée en franchise de tous meubles et objets de première installation ou destinés à l'usage officiel des bureaux consulaires, ainsi que de tous drapeaux, uniformes, écussons, registres, papiers à entête, cahiers à souche, passeports, certificats, timbres, documents publics et toute autre fourniture de bureau, y compris les coffresforts et les machines à écrire.

Art. 11. — Les bâtiments ou locaux affectés à la résidence consulaire et qui sont de propriété de l'une des Hautes Parties contractantes sont exemptés des impôts établis par l'Etat ou par un autre corps constitué d'après le droit public du Pays sur les immeubles ou leur revenu.

Art. 12. — Les consuls généraux, consuls et vice-consuls, ainsi que les agents du service consulaire, quelle que soit leur nationalité, ne sont pas justiciables des tribunaux du Pays de leur résidence en raison des actes de leurs fonctions.

Au cas où cette exemption serait invoquée devant une autorité de l'Etat de résidence, celle-ci devra s'abstenir de statuer, toutes les difficultés de cette nature devant toujours être réglées par la voie diplomatique.

Art. 13. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de carrière ne pourront être mis en état d'arrestation préventive que s'il s'agit d'une infraction punissable d'après la législation locale d'un emprisonnement de deux ans au minimum.

Si l'un des fonctionnaires précités sera mis en état d'arrestation ou poursuivi autrement, l'agent diplomatique de son Pays en sera prévenu immédiatement.

En matière civile ou commerciale la contrainte par corps ne pourra pas être prononcée, soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure conservatoire, contre les fonctionnaires consulaires de carrière.

Art. 14. — Les fonctionnaires consulaires seront tenus, sur l'invitation des autorités judiciaires du Pays où ils exercent leurs fonctions, de répondre comme témoins en justice. Les chefs des offices consulaires de carrière pourront, en cas d'empêchement résultant des nécessités de service, déposer aux sièges des consulats, dans le délai fixé par l'autorité judiciaire.

Dans ce cas l'interrogatoire aura lieu d'après les formes prévues par les lois locales.

Les fonctionnaires consulaires pourront refuser de déposer sur tous les faits qui ont trait à l'exercice de leurs fonctions.

Art 15 — Sous réserve des privilèges et immunités mentionnés dans la présente Convention, les fonctionnaires consulaires seront soumis dans les mêmes conditions que les nationaux, tant en matière civile qu'en matière criminelle, à la juridiction des tribunaux de l'Etat de leur résidence

Art. 16. — Les gérants des consulats généraux, consulats et vice-consulats jouiront, pendant leur gestion intérimaire, des privilèges et immunités reconnus aux titulaires.

CHAPITRE III.

TITRE PREMIER. — *Attributions consulaires.*

Art. 17. — Les consuls généraux, consuls et vice-consuls sont admis à protéger les ressortissants de l'Etat qui les a nommés et a défendre, en vertu du droit et des usages internationaux, tous droits et intérêts de ces ressortissants

A cet effet, ils pourront s'adresser à toutes les autorités de leur circonscription pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre les deux Parties et contre tout abus dont leurs nationaux pourraient avoir à se plaindre.

Art. 18. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et chanceliers auront le droit pour autant qu'ils y sont autorisés par la législation de leur Pays:

1. — de recevoir, soit dans leurs bureaux, chancelleries, ou domiciles, soit aux domiciles des intéressés ou à bord des navires de commerce ou des aéronefs de leur nation, les déclarations que pour-

ront avoir à faire les ressortissants de la Partie qui les a nommés, les capitaines (comandanti), les membres de l'équipage ou les passagers de ces navires ou aéronefs;

2. — de recevoir, de dresser et de légaliser les dispositions testamentaires de leurs nationaux et tous les autres actes dans lesquels leurs nationaux seraient seuls parties;

3. — de recevoir, de dresser et de légaliser les actes, quelle que soit la nationalité des personnes qui y sont parties, pourvu que ces actes aient rapport exclusivement à des biens situés, à des affaires à traiter ou à des droits à faire valoir sur le territoire de l'Etat qui les a nommés;

4. — de recevoir, de dresser et de légaliser tous actes dans lesquels un ou plusieurs de leurs nationaux seraient parties, pourvu que ces actes aient rapport à des biens situés, à des affaires à traiter ou à des droits à faire valoirs hors du territoire du Pays de leur résidence;

5. — de recevoir, de dresser et d'enregistrer les contrats concernant la vente de navires ou d'aéronefs nationaux, les prêts à la grosse, la gage ou hypothèque et l'enrôlement, ainsi que tout autre contrat nécessaire à l'exercice de la navigation maritime ou aérienne nationale;

6. — d'enregistrer les contrats d'achat des navires ou de aéronefs, pourvu qu'une des parties contractantes soit ressortissante de l'Etat dont relève le consul;

7. — de délivrer et de viser, conformément aux prescriptions de l'Etat qui les a nommés, les passeports et tous autres documents officiels;

8. — de traduire et de légaliser les traductions de toute espèce d'actes et de documents émanant des autorités ou fonctionnaires de leur Pays.

Tous ces actes et contrats dressés, certifiés authentiques ou légalisés par les consuls généraux, consuls et vice-consuls et scellés de leurs sceaux, ainsi que leurs copies, extraits ou traductions certifiés conformes par lesdits fonctionnaires consulaires sous leurs sceaux, auront dans le Pays où résident ces fonctionnaires, le caractère de documents authentiques et la même valeur et la même force probante qui s'ils avaient été dressés, certifiés authentiques ou conformes, ou légalisés par un officier public de ce Pays. Toutefois, en tant que ces actes ou autres documents visent des affaires devant recevoir leurs exécution dans ledit Pays, ils seront soumis aux droits de timbre et autres taxes établis par les lois du Pays ainsi qu'à toutes formalités y régissant la matière.

Dans le cas où un doute s'élèverait sur l'authenticité et l'expédition d'un acte public enregistré à la chancellerie d'un des Consulats respectifs, ou sur l'authenticité, et l'exactitude de copies, extraits ou traductions susmentionnés, on ne pourra en refuser la confrontation avec l'original à l'intéressé qui en fera la demande et qui pourra assister à cette collation s'il le juge nécessaire.

Les fonctionnaires consulaires auront aussi la faculté de faire tous les actes se rapportant au service militaire et à la visite sanitaire des conscrits ressortissants de l'Etat qui les a nommés.

Art. 19. — Les consuls généraux, consuls et vice-consuls seront reconnus comme représentants de droit de leurs nationaux se trouvant hors du pays de leur résidence, à l'effet de pouvoir faire auprès des autorités compétentes de ce pays les actes de procédure nécessaires à sauvegardes les droits desdits nationaux en matière de réparation d'accidents du travail.

Ils seront également autorisés à recevoir le payement des rentes ou indemnités dues à leurs nationaux pour réparation d'accidents du travail ou par application des lois d'assurances sociales du pays de leurs résidence si ces bénéficiaires se trouvent hors de ce pays.

Les sociétés ou instituts d'assurances et autres intéressés effectuant le payement de rentes ou indemnités susvisées entre les mains des fonctionnaires consulaires de l'Etat dont le bénéficiaire est ressortissant, seront libérés par les quittances délivrées par lesdits fonctionnaires.

Art. 20. — Les consuls généraux, consuls et vice-consuls pourront célébrer les mariages de leurs nationaux s'ils y son autorisés par la législation de leur Pays.

Cette disposition n'est pas applicable aux mariages dont l'un des futurs époux est ressortissant de l'autre Partie.

Les fonctionnaires consulaires et les représentants diplomatiques précités devront le plus tôt possible porter les mariages susvisés à la connaissance des autorités du Pays où ils résident.

TITRE II. — *Tutelle et Curatelle.*

Art. 21. — Les consuls généraux, consuls et vice-consuls pourront organiser des tutelles et curatelles pour les ressortissants de leur Pays ayant leur résidence sur le territoire de l'autre Partie, ainsi que de surveiller l'administration de ces tutelles et curatelles, conformément aux lois de l'Etat qui les a nommés.

Art. 22. — S'il se produit, sur le territoire de l'une des Parties à l'égard d'un ressortissant de l'autre, des circonstances, qui, d'après les lois de cette dernière Partie, rendent nécessaire l'organisation d'une tutelle ou d'une curatelle, les autorités locales en informeront sans retard le fonctionnaire consulaire.

Art. 23. — Dans les six mois à dater du jour où le fonctionnaire consulaire a reçu l'avis prévu à l'art. 22, il organisera la tutelle ou la curatelle conformément à la loi de la Partie qui l'a nommé et fera connaître à l'autorité locale le tuteur ou le curateur choisi. S'il s'agit d'une tutelle ou d'une curatelle à organiser à cause d'interdiction, le délai sera d'une année et, dans ce délai, la décision do la juridiction nationale devra être produite à l'autorité locale.

Si le fonctionnaire consulaire ne s'est pas conformé aux dispositions de l'alinéa 1 dans les délais y mentionnés, ou s'il déclare qu'il n'organisera pas la tutelle ou la curatelle, l'autorité locale pourra procéder elle-même à l'organisation, à l'administration et à la surveillance de la tutelle ou de la curatelle conformément à ses propres lois.

Art 24. — L'exercice de la tutelle ou de la curatelle organisée par le fonctionnaire consulaire s'étend, de plein droit, à l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers du mineur ou de l'incapable.

Art. 25. — Dans le délai nécessaire pour organiser la tutelle ou la curatelle, le fonctionnaire consulaire pourra, provisoirement, remplir lui-même les fonctions de tuteur ou de curateur touchant la personne et l'ensemble des biens du mineur ou de l'incapable.

Art. 26. — Le fonctionnaire consulaire pourvoira à l'accomplissement des mesures de publicité prescrites par la loi territoriale en cas d'organisation d'uno tutelle ou d'une curatelle de sa compétence.

TITRE III. — *Succession.*

Art. 27. — En cas de décès d'un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, l'autorité locale compétente devra en donner avis immédiatement au fonctionnaire consulaire.

Les fonctionnaires consulaires de leur côté devront donner le même avis aux autorités locales lorsqu'ils seront informés les premiers du décès.

L'autorité locale compétente devra transmettre dans le plus bref délai au fonctionnaire consulaire une expédition sans frais de l'acte de décès et lui faire connaître ce qu'elle sait au sujet des ayants droit à la succession, de leur résidence, de l'existence de dispositions testamentaires et des biens du défunt.

Art. 28. — Si un italien laisse des biens en Lithuanie ou si un lithuanen laisse des biens en Italie et que les ayants droit à sa succession ou certains d'entre eux soient inconnus ou absents, les consuls généraux, consuls, vice-consuls, et agents consulaires auront qualité pour requérir l'apposition des scellés sur les effets, papiers et autres biens mobiliers du défunt, et assister à l'accomplissement de cette formalité. Ils veilleront à ce que l'autorité compétente recherche s'il y a un testament, et recevront communication de tous renseignements et documents qui leur permettront de retrouver les ayants droit. Ils pourront requérir la confection d'un inventaire et auront, en tous cas, le droit d'y assister. Ils pourront, en outre, s'ils le jugent utile, provoquer la nomination par l'autorité locale compétente d'un administrateur ou curateur de la succession qui sera choisi sur leur présentation parmi les personnes désignées, par la loi ou par l'usage, pour remplir cette fonction.

L'administrateur ou curateur, toutes les fois qu'il en sera requis, devra communiquer au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire tous renseignements concernant la liquidation de la succession.

L'intervention consulaire ne sera pas admise dès qu'il aura été constaté qu'il n'y pas d'ayants droit de la nationalité de l'Etat qui a nommé l'agent ou que tous les héritiers sont présents ou représentés.

Art. 29. — Les dispositions de l'article 28 seront applicables lorsque des ressortissants de l'un des Etats contractants, absents ou incapables, et non représentés, seront intéressés dans une succession ouverte sur le territoire de l'autre Etat, quelle que soit la nationalité de *de cuius*. Mais l'intervention consulaire ne sera plus admise dès que tous les ayants droit de la nationalité de l'Etat qui a nommé l'agent seront présents ou représentés.

Art. 30. — Si un italien laisse des biens en Lithuanie ou si un lithuanen laisse des biens en Italie et que l'autorité territoriale estime la valeur de ces biens inférieure:

en Italie à 1000 lire,

en Lithuanie à 500 litas;

le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire pourra se faire remettre ces biens. Il sera seul chargé de la succession, mais il ne pourra en transmettre le produit hors du territoire de l'Etat de résidence qu'après le règlement du passif et le payement de toutes taxes qui pourraient être dues.

TITRE IV. — *Navigation maritime e aérienne.*

Art. 31. — Les consuls généraux, consuls et vice-consuls pourront, en se conformant aux règlements du port où se trouvent les fonctionnaires consulaires susmentionnés, faciliter l'entrée et l'ex-

pédition des navires battant leur pavillon national et leur prêter leur appui, pendant la durée du séjour dans la circonscription consulaire

A cet effet ils pourront se rendre personnellement ou envoyer des délégués à bord desdits navires dès que ceux-ci auront été admis en libre pratique, interroger les capitaines, les membres de l'équipage et recueillir des renseignements des passagers, examiner les papiers de bord, dresser des manifestes, recevoir, conformément à l'art. 18, des déclarations sur le voyage, la destination et les incidents de la traversée et autres déclarations des membres de l'équipage et des passagers, procéder aussi par tous experts de leur confiance à toute vérification, en cas d'avarie, ou à toute requête, en cas de sinistre, prévue par leur loi netionale.

Art. 32. — Les consuls généraux, consuls et vice-consuls seront exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce battant leur pavillon national.

Les contestations de toute nature entre le capitaine, les officiers et les autres membres de l'équipage et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproques contractés, seront résolues par les fonctionnaires susvisés, en tant qu'ils y sont qualifiés d'après les lois de l'Etat dont ils relèvent.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port; ou lorsque des personnes ayant la nationalité du Pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouveraient mêlées. Dans tous les autres cas de désordres à bord, les autorités locales se borneront à prêter leur appui aux fonctionnaires consulaires ou aux capitaines, en cas d'absence du consul, s'ils en font la demande. En particulier elles auront à ramener à bord tout individu inscrit sur le rôle de l'équipage et à l'arrêter, à moins qu'il ne s'agisse dans le dernier cas, d'un sujet du Pays. La mise en état d'arrestation aura lieu sur demande écrite adressée aux autorités locales et accompagnée d'un extrait authentique du rôle de l'équipage et sera maintenue pendant deux mois. Si le navire reste plus longtemps dans le port, le détenu doit être ramené à bord jusqu'au départ du navire.

Les frais de l'arrestation et de la détention seront à la charge de l'Etat dont relève le fonctionnaire consulaire.

Art. 33. — Les consuls généraux, consuls et vice-consul pourront faire arrêter et renvoyer à bord les marins et toute autre personne faisant, à quelque titre que ce soit, partie de l'équipage des navires battant le pavillon national, qui auraient deserté.

A cet effet ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, au moyen de la présentation des registres du navire ou du rôle de l'équipage, ou en produisant une copie authentique de ces documents, que le personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. Dans les localités où il n'existe pas de fonctionnaire consulaire, la demande susindiquée pourra être faite par le capitaine lui-même aux mêmes conditions. Sur cette demande ainsi justifiée on donnera aux dits fonctionnaires consultaires et capitaines tout concours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs afin de les conduire à bord.

Toutefois, au cas où le déserteur aurait commis quelque crime ou délit à terre, l'autorité locale pourrait surseoir à la remise jusqu'à ce que le tribunal ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que les marins ou tout autre individu de l'équipage sujet du Pays dans lequel s'effectuerait la désertion sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 34. — Lorsqu'un navire battant le pavillon d'une des deux Hautes Parties contractantes fera naufrage ou échouera sur les côtes de l'autre Haute Partie contractante, les autorités locales devront porter le fait à la connaissance du consul général, consul ou vice-consul.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée du fonctionnaire consulaire ou de la personne qu'il déléguerait à cet effet, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

Toutes les operations relatives au sauvetage des navires de l'une des Hautes Parties contractantes qui feraient naufrage ou échoueraient sur les côtés de l'autre Partie, seront dirigées par les consuls généraux, consuls et vice-consuls du Pays dont le navire bat le pavillon.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu que pour assister les fonctionnaires consulaires, ou leurs délégués, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées, et pour sauvegarder les intérêts généraux de la navigation.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas ne donnera lieu à la perception de droits d'aucune espèce, hors de ceux qui nécessiteront les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés ainsi que ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les navires nationaux.

Les marchandises et les effets sauvés ne seront soumis au payement d'aucun droit de douane à moins qu'ils ne soient destinés à la consommation intérieure.

Art. 35. — A moins d'arrangements contraires entre les parties intéressées au navire et à la cargaison, l'avarie subie en route par le navire d'une des Hautes Parties contractantes sera réglée par les consuls généraux, consuls et vice-consuls de cette Partie, si le navire fait relâche dans un port de leur circonscription.

Toutefois, l'avarie sera réglée par les autorités du Pays si un sujet du Pays ou d'une tierce Puissance est intéressé et qu'il n'y ait pas eu moyen de régler l'affaire à l'amiable.

Art. 36. — Les consuls généraux, consuls et vice-consuls pourront exercer en outre, en matière de navigation, les autres fonctions de caractère purement administratif, comptable ou technique qui leur sont confiées par les lois du Pays dont ils relèvent.

Art. 37. — Les dispositions du présent titre s'appliquent, en tant que possible, à la navigation aérienne.

TITRE V. — *Dispositions générales et finales.*

Art. 38. — Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accorder à l'autre Haute Partie le traitement de la nation la plus favorisée en matière d'établissement consulaire ainsi qu'en tout ce qui concerne les attributions, pouvoirs, droits, privilèges et immunités consulaires.

Toutefois aucune des Parties contractantes ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée pour réclamer en faveur de ses fonctionnaires consulaires des droits, privilèges et immunités autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux fonctionnaires consulaires de l'autre Partie.

Art. 39. — Les Hautes Parties contractantes se réservent de procéder d'un commun accord, par échange de notes, à l'application du présent traité à leurs colonies, ou possessions.

Art. 40. — La présente Convention sera ratifiés dans le plus bref délai possible et les ratifications en seront échangées à Rome aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications. Elle demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la dénonciation notifiée par l'une ou l'autre Partie contractante.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont munie de leurs sceaux.

Fait à Kaunas, le 13 juillet 1935 en deux exemplaires, dont un sera remis à chacun des Etats signataires.

pour *l'Italie*: G. AMADORI

pour la *Lithuanie*: J. TUBELIS

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. *Il Ministro per gli affari esteri*:
SUVICH.

LEGGE 26 marzo 1936-XIV, n. **604**.

Approvazione del Trattato di estradizione e di assistenza giudiziaria in materia penale, stipulato fra l'Italia e l'Estonia in Roma il 10 agosto 1935.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1. — Piena ed intera esecuzione è data al Trattato di estradizione e di assistenza giudiziaria in materia penale, stipulato fra l'Italia e l'Estonia in Roma il 10 agosto 1935.

Art. 2. — La presente legge entrerà in vigore nelle condizioni e nei termini di cui all'art. 33 del Trattato anzidetto.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 26 marzo 1936 - Anno XIV

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — SOLMI — DI REVEL.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.

Traité d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale entre le Royaume d'Italie et la République d'Estonie.

Sa Majesté le Roi d'Italie et *le Président de la République d'Estonie*, désireux de régler les questions qui ont trait à l'extradition des malfaiteurs et à l'assistance judiciaire en matière pénale et de conclure un Traité à cet effet, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires:

Sa Majésté le Roi d'Italie:

S. E. BENITO MUSSOLINI, Chef du Gouvernement, Ministre des affaires étrangères;

Le Président de la République d'Estonie:

M. TAAVET JANSON, Chargé d'Affaires a. i. de la République d'Estonie à Rome,

lesquels, ayant reconnu leurs pleins pouvoir en bonne e due forme, sont convenu des dispositions suivantes:

CHAPITRE I. — *Extradition.*

Article 1. — Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, sur demande, les individus qui se trouvant sur le territoire de la Partie requise sont poursuivis ou condamnés par les autorités judiciaires de la Partie requérante comme auteurs ou complices pour un des délits indiqués à l'article suivant.

Elles pourront également se livrer réciproquement, sur demande, les individus poursuivis ou condamnés pour des infractions autres que celles indiquées dans l'article suivant.

Article 2. — L'engagement, dont il est question à l'article précédent, concerne les délits qui d'après les lois des deux Etats — ne fussent elles applicables que dans quelque partie du territoire — peuvent entrainer une peine privative de liberté d'une année au moins ou une peine plus grave, ou si l'individu reclamé a été condamnée pour le même fait à une peine privative de liberté de six mois au moins ou à une peine plus grave.

L'extradition sera également accordée pour la tentative dans les mêmes conditions que celles prévues à l'alinéa précédent.

Article 3. — L'engagement dont à l'article 1 s'étend aussi à l'extradition des ressortissants de la Partie requérante auxquels soient appliquées par décision de l'autorité judiciaire des mesures de sûreté privatives de la liberté personnelle en considération de leur qualité de délinquants habituels, professionnels ou par tendance.

Article 4. — L'extradition ne sera pas accordée:

a) pour les infractions prévues exclusivement dans les lois sur la presse;

b) pour les infractions d'ordre exclusivement militaires lorsque le fait ne serait autrement punissable que par les lois militaires;

c) pour les délits politiques ou connexes à de tels délits, sauf le cas où le délit politique constitue essentiellement un attentat à la vie ou à l'incolumité personnelle, ou un attentat à la propriété commis par des moyens qui constituent un danger pour la sécurité publique;

d) pour les infractions aux lois de douanes, d'impôts et autres lois financières.

Dans les cas prévus dans le présent article toute appréciation sur la nature des faits est exclusivement réservée aux autorités de l'Etat requis.

Article 5. — L'extradition peut être refusée:

a) si les autorités de l'Etat requis sont, d'après les lois de celui-ci, compétentes à juger le délit;

b) si le fait a été commis sur le territoire d'un Etat tiers et les lois de la Partie requise n'admettent pas la poursuite pour un pareil fait commis à l'étranger;

c) si, d'après la loi de la Partie requise, l'action pénale ou la condamnation prononcée est considérée comme prescrite au moment où la demande d'extradition a été présentée;

d) s'il s'agit d'infractions dont la poursuite ne peut avoir lieu que sur plainte de la partie lésée et peut être arrêtée par son renoncement.

Si les renseignements résultants des pièces produites ne suffisent pas pour prendre une décision d'après les lois de la Partie requise, ils seront complétés sur demande.

Article 6. — Les Hautes Parties Contractantes n'extradent pas leurs propres ressortissants sauf dans le cas où ils aient obtenu la nationalité de la Partie requise après avoir commis le délit.

Article 7. — L'extradition n'aura pas lieu lorsque l'individu réclamé est poursuivi dans le Pays requis pour la même infraction ou lorsqu'il a déjà été mis hors de cause ou amnistié, condamné ou acquitté pour le même fait, à moins que la législation de ce Pays ne permette la reprise de la procédure pénale.

Article 8. — L'individu livré par l'une des Hautes Parties Contractantes à l'autre pourra être jugé pour toute autre infraction connexe avec celle qui a motivé sa remise, pourvu qu'une des dispositions de l'article 4 ne s'y oppose.

S'il s'agit de délits non connexes, l'Etat auquel a été accordée l'extradition pourra demander à l'autre Etat d'étendre les effets de cette extradition aux faits qu'il entend poursuivre.

Article 9. — L'extradé ne pourra être livré à un Etat tiers, à raison d'une infraction commise antérieurement à l'extradition et autre que celle pour laquelle l'extradition a été accordée, que si la Partie qui l'a livré n'y consent.

Article 10. — Les limitations de la poursuite ou de la condamnation de l'individu extradé prévues aux articles 8 et 9 n'ont pas lieu si l'individu extradé n'a pas quitté le territorire de l'autre Partie dans les trente iours qui suivent son élargissement définitif ou s'il y revient, ou s'il y est extradé de nouveau après avoir quitté le susdit territoire ou si l'individu extradé avant sa première extradition a déclaré aux autorités compétentes de la Partie requise qu'il consent à être extradé à l'Etat tiers avant l'accomplissement de la formalité de l'extradition.

Article 11. — Si l'individu réclamé est poursuivi ou s'il a été condamné par les autorités de la Partie requise pour un fait autre que celui pour lequel l'extradition est demandée, l'extradition, sans préjudice de la décision à prendre immédiatement à l'égard de la demande, pourra être differée jusqu'à ce que la procédure pénale soit terminée et que la peine prononcée soit exécutée ou remise.

Toutefois si, d'après la législation de l'Etat requérant, la prescription de l'action pénale est proche de se produire ou si le retard dans l'extradition peut préjuger la procédure, l'extradition temporaire sera accordée, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous condition de restituer l'extradé après l'accomplissement de la procédure dans le Pays requérant.

Article 12. — La demande d'extradition sera présentée par voie diplomatique.

L'extradition sera accordée à la suite d'un jugement de condamnation ou d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte équivalent au mandat, qui devra indiquer la nature du fait imputé et les dispositions de la loi pénale appliquées ou applicables.

Les documents susdits seront dressés dans la forme prescrite par les lois de la Partie requérante et seront remis avec une copie du texte des lois appliquées ou applicables, et, s'il est possible, avec le signalement de la personne réclamée, sa photographie et toute autre indication apte à en constater l'identité.

La demande et les documents seront rédigés dans la langue officielle de la Partie requérante. Ils seront accompagnés d'une traduction soit dans la langue de la Partie requise, soit dans la langue française, faite ou attestée conforme par un interprète assermenté, qui les munira de sa signature et de son cachet, ou par un interprète officiel de la Partie requérante.

Article 13. — Dès que la demande d'extradition aura été faite seront prises les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution. La personne arrêtée sera detenue jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande d'extradition, et, au cas où l'extradition serait accordée, jusqu'à son exécution.

En cas d'urgence, on pourra accorder l'arrestation provisoire à la suite d'une déclaration, même par télégraphe, de l'existence d'un des documents indiqués dans le deuxième alinéa de l'article précédent ou à la suite d'une signalation faite dans le Bulletin des recherches des criminels.

Les autorités judiciaires et les agents diplomatiques et consulaires de la Partie requérante sont autorisés à faire cette déclaration directement au Ministère de la Justice ou à l'autorité judiciaire compétente de l'Etat requis.

L'individu arrêté provisoirement sera remis en liberté, si dans un délai d'un mois à compter de son arrestation ne sont pas parvenus à la Partie requise la demande d'extradition et les documents nécessaires. Ce délai pourra être porté à deux mois dans le cas où l'individu à extrader serait signalé comme criminel dangereux ou l'arrestation aurait été faite uniquement à la suite d'une signalation dans le Bulletin des recherches des criminels. La remise en liberté n'empêche pas que l'individu soit extradé après l'envoi de la demande et des documents nécessaires par la Partie requérante.

Article 14. — Si l'extradition d'un individu est demandée pour des délits différents par plusieurs Etats, parmi lesquels se trouve l'une des Hautes Parties Contractantes, l'extradition ne sera accordée à cette Partie contractante que si le délit commis sur le territoire de celle-ci est considéré comme le plus grave d'après la législation de la Partie requise.

Article 15. — Lorsque l'extradition d'un individu est demandée par plusieurs Etats pour la même infraction, sera préférée, en principe, la demande de l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise.

Article 16. — Lorsque l'extradition est accordée, l'individu à extrader, s'il doit être transporté par terre hors du territoire de la

Partie requise, sera amené au point-frontière fixé par un accord préalable avec l'Etat tiers qui se charge du transit, dès que la réception y sera assurée. Si le transport doit être effectué par mer, l'extradé sera amené au port de la Partie requise où l'embarquement doit avoir lieu.

Si l'Etat requérant ne pourvoit pas, pour ce qui le concerne, à l'execution de l'extradition dans le délai de trois mois à partir du jour de la notification de la concession de l'extradition, l'individu dont il a demandé l'extradition est remis en liberté.

Article 17. — L'argent et les objets en possession de l'individu recherché au moment de l'arrestation seront sequestrés et consignés à l'Etat requérant. La remise comprendra tous les objets qui peuvent servir pour la preuve du délit et aura lieu même si l'extradition n'a pu être effectuée à cause de la fuite ou de la mort du criminel.

Sont réservés les droits des tiers sur les choses séquestrées qui devront leur être restituées sans frais à la fin du procès.

Article 18. — Le permis de transit sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes d'un individu livré par un Etat tiers à l'autre Partie sera accordé sur simple demande présentée selon la procédure indiquée à l'article 12 par les autorités du Pays qui a demandé l'extradition, à condition que l'individu dont il s'agit ne soit ressortissant du Pays de transit.

Le permis de transit sera donnè par le Ministère compétent du Pays auquel le transit est demandé, toute formalité judiciaire omise, pourvu qu'il ne s'agisse pas d'un des délits dont à l'art. 5 et que de graves motifs d'ordre public ne s'y opposent. Le transfert du détenu sera effectué par les moyens les plus rapides sous la surveillance d'agents du Pays requis pour le transit.

Le détenu n'est pas admis en principe à pénétrer dans le Pays requis pour le transit jusqu'à ce que le permis de transit ne soit accordé.

Article 19. — Les frais d'arrestation, de détention et d'entretien de l'individu dont l'extradition ou l'arrestation provisoire aura été demandée et les frais de transport de l'individu à la station frontière d'un Etat tiers désigné pour sa réception ou jusqu'à son embarquement sont à la charge de la Partie requise. Il en est de même des frais de saisie et de conservation des objets saisis au moment de l'arrestation et des frais d'expédition des objets à remettre avec l'individu réclamé.

S'il s'agit d'une extradition par voie de transit, les frais de détention d'entretien et de transport de l'individu et ceux de transport des objets qui seront remis avec lui seront romboursés par le Partie requérante.

CHAPITRE II. — *Assistance judiciaire en matière pénale.*

Article 20. — Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, l'autorité judiciaire d'une des Hautes Parties Contractantes jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre Etat ou l'accomplissement ou l'exécution de tout autre acte d'instruction, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet et il y sera donné suite conformément aux lois du Pays.

En cas d'urgence, les commissions rogatoires peuvent être objet de communications directes entre les autorités judiciaires des deux Etats.

La même procédure sera suivie:

a) pour la saisie des objets constituant le corps du délit, aussi à la suite d'un jugement qui ait ordonné la saisie, sauf en tout cas les droits de tiers;

b) dans les enquêtes judiciaires nécessaires pour l'application des mesures de sûreté.

Article 21. — L'exécution d'une commission rogatoire ne pourra être refusée que si dans l'Etat requis l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions des juges.

En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même Etat suivant les règles établies par la législation de celui-ci.

Article 22. — Lorsque la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à une personne qui se trouve sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes paraitra nécessaire, la pièce, sous réserve des dispositions particulières qui suivent, sera signifiée sur requête de l'autorité compétente par les soins du fonctionnaire compétent.

La Partie requise renverra à l'autre Partie l'original constatant la notification.

Article 23. — Lorsque, dans un procès pénal instruit dans l'une des Hautes Parties Contractantes l'autorité judiciaire juge nécessaire la communication de pièces à conviction, ou de documents se trouvant entre les mains des autorités de l'autre Partie Contractante, il sera donné suite à la demande, sous l'obligation pour la Partie requérante de renvoyer les pièces et documents dans le plus bref délai.

Les dispositions du précédent alinéa s'appliquent aussi dans le cas où le procès pénal concerne un fait pour lequel l'autorité judiciaire de la Partie requise ait jugé la personne soumise à la nouvelle procédure, ou qu'il s'agisse d'une procédure pour l'application d'une peine accessoire ou d'une mesure de sûreté.

Article 24. — Si dans un procès pénal la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert est nécessaire, la Partie sur le territoire de laquelle se trouve le témoin ou l'expert, saisie de la citation, leur fera notifier la citation.

L'acte de citation devra indiquer la somme qui sera payée à titre de frais de voyage et de séjour, ainsi que le montant de l'anticipation sur la somme totale que l'Etat requis pourra faire au témoin ou à l'expert, quitte à se faire rembourser par l'Etat requérant.

Le témoin ou l'expert ne pourra être poursuivi ou arrêté ni pour des faits et condamnations antérieurs, ni à aucun titre pour participation aux faits qui forment l'objet du procès dans lequel a été ordonné son témoignage ou son expertise, pendant le temps nécessaire à cet effet et à réjoindre son pays.

Article 25. — Lorsque dans un procès pénal instruit dans l'un des deux Pays la confrontation d'individus détenus dans l'autre Pays sera jugée utile, la Partie requise donnera suite à la demande, à moins de considérations spéciales, notamment si le détenu cité s'y oppose expréssement, et sous l'obligation de renvoyer celui-ci dans le plus bref délai.

Article 26. — Si un ressortissant d'une des Hautes Parties Contractantes est condamné ou acquitté pour un délit puni de peine réstrictive de la liberté personnelle dans le territoire de l'autre Partie, celle-ci s'engage à communiquer, dans le plus bref délai, l'extrait de la décision judiciaire au Pays auquel appartient le condamné, sauf à envoyer, sur demande, le texte complet de la décision.

La communication doit porter toutes les indications permettant l'identification complète de la personne condamnée, le lieu et la date du fait, les articles des lois appliquées et, s'il y a lieu, l'exécution de la peine.

Article 27. — Lorsque l'autorité judiciaire d'une des Hautes Parties Contractantes jugera nécessaire d'avoir des informations sur le droit en vigueur ou de connaître le texte d'une loi de l'autre Partie Contractante, elle pourra demander les informations ou la communication desdits textes de loi.

Article 28. — Toute demande prévue dans le présent chapitre et toute autre demande concernant des affaires de justice pénale seront envoyées directement par le Ministère de la Justice de la Partie requérante à celui de la Partie requise.

La demande et les documents seront rédigés selon les dispositions du dernier alinéa de l'article 12.

Article 29. — La Partie requise donnera suite à la demande, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent ou qu'elle la juge de nature à porter atteinte à l'ordre ou au droit public intérieur.

Les jugements de condamnation, ainsi que les citations à connaître comme inculpé émis par les tribunaux de l'une des Hautes Parties Contractantes contre des ressortissants de l'autre Partie ne seront toutefois pas signifiés à ces derniers. De même, un ressortissant de l'une des Parties Contractantes ne pourra, sur la demande de l'autre Partie, être soumis à un interrogatoire comme inculpé.

Article 30. — Chacune des Hautes Parties Contractantes renonce à toute réclamation de frais résultant de l'exécution des demandes prévues dans le présent chapitre, sauf le cas où il s'agisse d'expertises dont les frais seront à la charge de la Partie requérante.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales.*

Article 31. — Les Hautes Parties Contractantes se réservent de procéder d'un commun accord, par simple échange de notes, à l'application du présent Traité à leurs colonies ou à tous autres territoires soumis à leur souveraineté.

Article 32. — Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Tallinn aussitôt que possible.

Article 33. — Le présent Traité entrera en viguer trois mois après l'échange des ratification et restera en vigueur six mois après le jour de la dénonciation de la part d'une des Hautes Parties Contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité et l'ont muni de leur sceau.

Fait à Rome, le 10 août 1935, en deux exemplaires, dont un sera remis à chacun des Etats signataires.

(*L. S.*) MUSSOLINI. (*L. S.*) T. JANSON.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:
p. *Il Ministro per gli affari esteri*:
SUVICH.

LEGGE 26 marzo 1936-XIV, n. 605.
Approvazione del Trattato di estradizione e di assistenza giudiziaria in materia penale, stipulato fra l'Italia e la Lituania in Kaunas il 13 luglio 1935.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1. — Piena ed intera esecuzione è data al Trattato di estradizione e di assistenza giudiziaria in materia penale, stipulato fra l'Italia e la Lituania in Kaunas il 13 luglio 1935.

Art. 2. — La presente legge entrerà in vigore nelle condizioni e nei termini di cui all'art. 32 del Trattato anzidetto.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 26 marzo 1936 - Anno XIV

VITTORIO EMANUELE.
MUSSOLINI — SOLMI — DI REVEL.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.

Traité d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale entre le Royaume d'Italie et la République de Lithuanie.

Sa Majesté le Roi d'Italie et *le Président de la République de Lithuanie*, désireux de régler les questions qui ont trait à l'extradition des malfaiteurs et à l'assistance judiciaire en matière pénale et de conclure un Traité à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Monsieur le Commandeur Giovanni AMADORI, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire d'Italie en Lithuanie,

Le Président de la République de Lithuanie:

Monsieur Juozas TUBELIS, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères a. i.,

lesquels, ayant reconnu leurs pleins pouvoirs en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE I. — *Extradition.*

Art. 1. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, sur demande, les individus qui, se trouvant sur le territoire de la Partie requise, sont poursuivis ou condamnés par les autorités judiciaires de la Partie requérante comme auteurs ou complices pour un des délits indiqués à l'articles suivant.

Elles pourront également se livrer réciproquement, sur demande, les individus poursuivis ou condamnés pour des infractions autres que celles indiquées dans l'article suivant.

Art. 2. — L'engagement, dont il est question à l'article précédent, concerne les délits pour lesquels une peine restrictive de la liberté personnelle non inférieure à six mois a été appliquée ou pour lesquels, selon la loi de l'Etat requérant, peut être appliquée une peine restrictive de la liberté personnelle non inférieure à un an.

Le fait doit être considéré comme délit d'après les lois de l'Etat requérant et de l'Etat requis.

Art. 3. — L'engagement dont à l'art. 1 s'étend aussi à l'extradition des ressortissants de la Partie requérante auxquels soient appliquées par décision de l'autorité judiciaire des mesures de sûreté privatives de la liberté personnelle en considération de leur qualité de délinquants habituels, professionels ou par tendance.

Art. 4. — L'extradition peut être refusée:

a) pour les infractions prévues exclusivement dans les lois sur la presse;

b) pour les infractions d'ordre exclusivement militaires, lorsque le fait ne serait autrement punissable que par les lois militaires;

c) pour les délits politiques ou connexes à de tels délits, sauf le cas où le délit politique constitue essentiellement un attentat à la vie ou à l'incolumité personnelle, ou un attentat à la propriété commis par des moyens qui constituent un danger pour la sécurité publique.

Dans les cas prévus dans les numéros précédents toute appréciation sur la nature des faits est exclusivement réservée aux autorités de l'Etat requis.

Art. 5. — L'extradition peut être refusée:

a) si les autorités de l'Etat requis sont, d'après les lois de celui-ci, compétentes à juger le délit;

b) si le fait a été commis sur le territoire d'un Etat tiers et les lois de la Partie requise n'admettent pas la poursuite pour un pareil fait commis à l'étranger;

c) si, d'après la loi de la Partie requise, l'action pénale ou la condamnation prononcée est considérée comme prescrite au moment où la demande d'extradition a été présentée.

Si les renseignements résultant des pièces produites ne suffisent pas pour prendre une décision d'après les lois de la Partie requise, ils seront complétés sur demande.

Art. 6. — Les Hautes Parties contractantes n'extradent pas leurs propres ressortissants, sauf dans le cas où ils aient obtenu la nationalité de la Partie requise après avoir commis le délit.

Art. 7. — L'extradition n'aura pas lieu si, d'après une procédure pour le même fait devant les autorités de la Partie requise, le prévenu a été mis hors de cause ou si la procédure a abouti à un jugement définitif.

Art. 8. — La personne dont l'extradition a été concédée pourra être jugée pour toute autre infraction connexe avec celle qui a motivé sa remise pourvu qu'à ce fait ne s'oppose pas une des dispositions de l'article 4.

S'il s'agit de délits non connexes, l'Etat auquel l'extradition a été accordée pourra demander à l'autre Etat d'étendre les effets de cette extradition aux faits qu'il entend poursuivre.

Art. 9. — L'extradé ne pourra être livré à un Etat tiers, à raison d'une infraction commise antérieurement à l'extradition et autre que celle pour laquelle l'extradition a été accordée, que si la Partie qui l'a livré y consent.

Art. 10. — Les limitations de la poursuite ou de la condamnation de l'individu extradé prévues aux articles 13 et 16, n'ont pas lieu, si l'individu extradé n'a pas quitté le territoire de l'autre Partie dans les trente jours qui suivent son élargissement définitif ou s'il y revient, ou s'il y est extradé de nouveau après avoir quitté le susdit territoire ou si l'individu extradé avant sa première extradition a déclaré aux autorités compétentes de la Partie requise qu'il consent à être extradé à l'Etat tiers avant l'accomplissement de la formalité de l'extradition.

Art. 11. — Si l'individu réclamé est poursuivi ou s'il a été condamné par les autorités de la Partie requise pour un fait autre que celui pour lequel l'extradition est demandée, l'extradition, sans préjudice de la decision à prendre immédiatement à l'égard de la demande, pourra être différée jusqu'à ce que la procédure pénale soit terminée et que la peine prononcée soit exécutée ou remise.

Toutefois si, d'après la législation de l'Etat requérant, la prescription de l'action pénale est proche de se produire ou si le retard dans l'extradition peut préjuger la procédure, l'extradition temporaire sera accordée, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous condition de restituer l'extradé dès l'accomplissement de la procédure en cours dans le dit Etat.

Art. 12. — La demande d'extradition sera présentée directement par le Ministère de la Justice de l'Etat requérant à celui de l'Etat requis.

L'extradition sera accordée à la suite d'un jugement de condamnation ou d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte équivalent au mandat, qui devra indiquer la nature du fait imputé et les dispositions de la loi pénale appliquées ou applicables.

Les document susdits seront dressés dans la forme prescrite par les lois de la Partie requérante et seront remis avec une copie du texte des lois appliquées ou applicables, et, s'il est possible, avec le signalement de la personne réclamée, sa photographie et toute autre indication apte à en constater l'identité.

La demande et les documents seront rédigés dans la langue officielle de la Partie requérante, mais ils pourront être accompagnés d'une traduction dans la langue de la Partie requise, certifiée conforme par le Ministère de la Justice de la Partie requérante.

Art. 13. — Dès que la demande d'extraditions aura été faite, les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution seront prises. La personne arrêtée sera detenue jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande d'extradition, et, au cas où l'extradition serait accordée, jusqu'à son exécution.

En cas d'urgence on pourra accorder l'arrestation provisoire à la suite d'une déclaration, même par télégraphe, de l'existence d'un des documents indiqués dans le deuxième alinéa de l'article précédent ou à la suite d'une signalation faite dans le Bulletin des recherches des criminels.

Les autorités judiciaires et les agents diplomatiques et consulaires de la Partie requérante sont autorisés à faire cette déclaration directement au Ministère de la Justice ou à l'autorité judiciaire compétente de l'Etat requis.

L'individu arrêté provisoirement sera remis en liberté, si dans un délai d'un mois à compter de son arrestation la demande et les documents nécessaires ne sont pas parvenus à la Partie requise. Ce délai pourra être porté à deux mois dans le cas où l'individu à extrader serait signalé comme criminel dangereux ou l'arrestation aurait été faite uniquement à la suite d'une signalation dans le Bulletin des recherches des criminels. La remise en liberté n'empêche pas que l'individu soit extradé après que la demande et les documents nécessaires seront parvenus à la Partie requise.

Art. 14. — Si un individu est poursuivi par plusieurs Etats pour des infractions commises dans leur territoire, l'extradition sera accordée à l'Etat sur le territoire duquel a été commis le délit qui, d'après la loi de la Partie requise, doit être considéré comme le plus grave. Si ledit Etat est celui dont l'individu est ressortissant l'extradition sera accordée à condition que, d'après sa législation, l'extradé pourra être poursuivi pour les autres infractions.

Art. 15. — Lorsque l'extradition d'un individu est demandée par plusieurs Etats pour la même infraction, sera préférée, en principe, la demande de l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise.

Art. 16. — Lorsque l'extradition est accordée, l'individu à extrader, s'il doit être transporté par terre hors du territoire de la Partie requise, sera amené au point-frontière, fixé par un accord préalable avec l'Etat tiers qui se charge du transit, dès que la réception y sera assurée. Si le transport doit être effectué par mer, l'extradé sera amené au port de la Partie requise où l'embarquement doit avoir lieu.

Si l'Etat requérant ne pourvoit pas, pour ce qui le concerne, à l'exécution de l'extradition dans le délai de trois mois à partir du jour de la notification de la concession de l'extradition, l'individu dont il a demandé l'extradition est remis en liberté.

Art. 17. — L'argent et les objets en possession de la personne recherchée au moment de l'arrestation seront saisis et consignés à l'Etat requérant. La remise comprendra tous les objets qui peuvent servir pour la preuve du délit et aura lieu même si l'extradition n'à pu être effectuée a cause de la fuite ou de la mort du criminel.

Sont réservés les droits des tiers sur les choses saisies qui devront leur être restituées sans frais à la fin du procès.

Art. 18. — Le permis de transit sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes d'une personne livrée par un Etat tiers à l'autre Partie sera accordé sur simple demande présentée en vertu de l'article 7 du présent Traité sous réserve que la personne dont il s'agit ne soit ressortissante du Pays de transit.

Le permis de transit sera donné par le Ministère compétent du Pays auquel le transit est demandé, toute formalité judiciaire omise, pourvu qu'il ne s'agisse pas d'un des délits visés à l'art. 5 et que de graves motifs d'ordre public ne s'y opposent. Le transfert du détenu sera effectué par les moyens les plus rapides sous la surveillance d'agents du Pays requis pour le transit.

Le détenu n'est pas admis en principe à pénétrer dans le Pays requis pour le transit jusqu'à ce que le permis de transit ne soit accordé.

Art. 19. — Les frais d'arrestation, de détention et d'entretien de l'individu dont l'extradition ou l'arrestation provisoire aura été demandée et les frais de transport de l'individu à la station frontière d'un Etat tiers désigné pour sa réception ou jusqu'à son embarquement sont à la charge de la Partie requise. Il en est de même des frais de saisie et de conservation des objets saisis au moment de l'arrestation et des frais de l'expédition des objets à remettre avec l'individu réclamé.

S'il s'agit d'une extradition par voie de transit, les frais de détention, d'entretien et de transport de l'individu et ceux de transport des objets qui seront remis avec lui seront remboursés par la Partie requérante.

CHAPITRE II. — *Assistance judiciaire en matière pénale.*

Art. 20. — Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, l'autorité judiciaire d'une des Hautes Parties contractantes jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre Etat ou l'accomplissement ou l'exécution de tout autre acte d'instruction, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet et il y sera donné suite conformément aux lois du Pays.

En cas d'urgence, les commissions rogatoires peuvent être objet de communications directes entre les autorités judiciaires des deux Etats.

La même procédure sera suivie:

a) pour la saisie des objets constituant le corps du délit, même dans le cas où elle a été ordonnée par un jugement; les droits des tiers restant, en tous cas, sauvegardés;

b) dans les enquêtes judiciaires nécessaires pour l'application des mesures de sûreté.

Art. 21. — L'exécution d'une commission rogatoire ne pourra être refusée que si dans l'Etat requis l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions des juges.

En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même Etat suivant les règles établies par la législation de celui ci.

Art. 22. — Lorsque la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à une personne qui se trouve sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes paraîtra nécessaire, la pièce sera signifiée sur requête de l'autorité compétente par les soins du fonctionnaire compétent.

La Partie requise renverra à l'autre Partie l'original constatant la notification, dont les effets seront les mêmes que si elle avait eu lieu dans le Pays d'où émane l'acte ou le jugement.

Art. 23. — Lorsque, dans un procès pénal instruit dans l'une des Hautes Parties contractantes, l'autorité judiciaire juge nécessaire la communication de pièces à convinction, ou de documents se trouvant entre les mains des autorités de l'autre Haute Partie contractante, il sera donné suite à la demande, sous l'obligation pour la Partie requérante de renvoyer les pièces et documents dans le plus bref délai.

Les dispositions du précédent alinéa s'appliquent aussi dans le cas où le procès pénal concerne un fait pour lequel l'autorité judiciaire de la Partie requise ait jugé la personne soumise à la nouvelle procédure, ou qu'il s'agisse d'une procédure pour l'application d'une peine accessoire ou d'une mesure de sureté.

Art. 24. — Si dans un procès pénal la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert est nécessaire, la Partie sur le territoire de laquelle la personne ou l'expert se trouve, saisie de la citation, l'engage à se rendre à la citation qui lui est adressée.

L'acte de citation devrà indiquer la somme qui sera payée à titre de frais de voyage et de séjour, ainsi que le montant de l'anticipation sur la somme totale que l'Etat requis pourra faire au témoin ou à l'expert, quitte à se faire rembourser par l'Etat requérant.

Le témoin ou l'expert ne pourra être poursuivi ou arreté ni pour des faits et condamnations antérieurs, ni à aucun titre pour participation aux faits qui forment l'objet du procès dans lequel son témoignage ou son expertise a été ordonnée pendant le temps nécessaire à cet effet et à réjoindre son pays.

Art. 25. — Lorsque dans un procès pénal, instruit dans l'un des deux Pays, la confrontation d'individus détenus dans l'autre Pays sera jugée utile, la Partie requise donnera suite à la demande sous l'obligation de renvoyer les détenus dans le plus bref délai.

Art. 26. — Si un ressortissant d'une des Hautres Parties contractantes est condamné ou acquitté pour un délit puni de peine restrictive de la liberté personnelle dans le territoire de l'autre Partie, celle-ci s'engage à communiquer, dans un délai d'un mois à compter de la date de la chose jugée, l'extrait de la decision judiciaire au Pays auquel le condamné appartient et à envoyer, sur demande, le texte complet de la décision.

La communication doit porter toutes les indications permettant l'identification complète de la personne condamnée, le lieu et la date du fait, les articles des lois appliquées ainsi que les indications relatives, le cas echéant, à l'exécution de la peine.

Art. 27. — Lorsque l'autorité judiciaire de l'une des Hautes Parties contractantes jugera nécessaire d'avoir des informations sur le droit en vigueur ou de connaitre le texte d'une loi de l'autre Haute Partie contractante elle pourra demander les informations ou la communication desdits textes de loi.

Art. 28. — Toute demande prévue dans le présent chapitre et toute autre demande concernant des affaires de justice pénale seront envoyées directement par le Ministère de la Justice de la Partie requérante à celui de la Partie requise.

La demande et les documents seront rédigés selon les dispositions du dernier alinéa de l'article 12.

La Partie requise donnera suite à la demande, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent ou qu'elle la juge de nature à porter atteinte à l'ordre public ou au droit public intérieur.

Art. 29. — Chacune des Hautes Parties contractantes renonce à toute réclamation de frais résultant de l'exécution des demandes

prévues dans le présent chapitre, sauf le cas où il s'agisse d'expertises, dont les frais seront à la charge de la Partie requérante.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales.*

Art. 30. — Les Hautes Parties contractantes se réservent de procéder d'un commun accord, par simple échange de notes, à l'application du présent Traité à leurs colonies, protectorats, possessions ou à tous autres territoires soumis à leur souveraineté, autorité, ou suzeraineté.

Art. 31. — Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Rome aussitôt que possible.

Art. 32. — Le présent Traité entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur six mois après le jour de la dénonciation de la part d'une des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et l'ont muni de leur sceau.

Fait à Kaunas, le 13 juillet 1935 en deux exemplaires, dont un sera remis à chacun des Etats signataires.

pour l'*Italie*: G. AMADORI.

pour la *Lithuanie*: J. TUBELIS.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. *Il Ministro per gli affari esteri*: SUVICH.

LEGGE 30 marzo 1936-XIV, n. 606.

Approvazione del piano di risanamento del quartiere San Tommaso e Santa Caterina, in Terni.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

APPROVAZIONE DEL PIANO DI RISANAMENTO DEL QUARTIERE SAN TOMMASO E SANTA CATERINA, IN TERNI.

Art. 1. — È approvato il piano regolatore edilizio e di risanamento del quartiere San Tommaso e Santa Caterina, nella città di Terni, secondo il progetto esaminato dal Consiglio superiore dei lavori pubblici con voto n. 2182 del 14 dicembre 1934, da ritenersi per ogni conseguente effetto piano particolareggiato esecutivo.

Un esemplare di questo piano, costituito da una planimetria generale in iscala 1:1000, da un piano parcellare in iscala 1:1000 e da un elenco dei beni da espropriarsi, vistati dal Ministro per i lavori pubblici, sarà depositato all'archivio di Stato.

Art. 2. — Nessuno avrà diritto ad indennità per la risoluzione dei contratti di locazione conseguente alle espropriazioni da eseguirsi a norma della presente legge.

L'indennità dovuta ai proprietari degli immobili espropriati sarà determinata sulla media del valore venale e dell'imponibile netto capitalizzato ad un tasso dal tre e cinquanta per cento al sette per cento a seconda delle condizioni dell'edificio e della località.

Nel determinare l'indennità, per quanto riguarda i miglioramenti e le spese fatte dopo la pubblicazione del piano, i periti dovranno attenersi alle norme dell'art. 9.

Nella determinazione dell'indennità di espropriazione dovrà tenersi conto del puro valore dell'immobile considerato indipendentemente dalla maggiore edificabilità del terreno sul quale esso insiste, derivante dal presente piano, e dovrà essere escluso qualsiasi coefficiente di valore in più o in meno che direttamente od indirettamente, mediatamente od immediatamente, dipenda o consegua dall'adozione, approvazione ed esecuzione totale o parziale del presente piano.

Art. 3. — Per l'esecuzione delle espropriazioni dei beni compresi nell'elenco come sopra approvato, il comune di Terni potrà, a suo insindacabile giudizio, seguire o la procedura normale stabilita dalla legge sulle espropriazioni per causa di pubblica utilità 25 giugno 1865, n. 2359, oppure seguire la procedura speciale abbreviata di cui al successivo articolo.

Qualora il Comune scelga di seguire la procedura normale, i termini stabiliti dalla legge 25 giugno 1865, n. 2359, potranno essere abbreviati con decreto del Prefetto da pubblicarsi nei modi di legge.

Art. 4. — Per la procedura abbreviata si seguiranno le seguenti norme:

a) il prefetto della Provincia, su richiesta del Comune, disporrà perchè in contraddittorio col Comune stesso e coi rispettivi espropriandi, venga formato lo stato di consistenza dei beni da espropriarsi e sulle risultanze di detto stato di consistenza nonchè in base ai criteri di valutazione indicati nell'art. 2 della presente legge, sentito, ove occorra, un tecnico da lui scelto nell'albo degli ingegneri della provincia di Terni, determinerà la somma che dovrà essere depositata alla Cassa depositi e prestiti quale indennità di espropriazione unica ed inscindibile per ogni proprietà a tacitazione di tutti i diritti reali inerenti alla proprietà stessa. Tale provvedimento sarà notificato agli espropriandi nelle forme delle citazioni;

b) nel decreto di determinazione delle indennità il Prefetto deve pure stabilire i termini entro i quali l'espropriante deve eseguire il deposito presso la Cassa depositi e prestiti dell'importo dell'indennità di cui sopra;

c) effettuato il deposito, l'espropriante deve richiedere al Prefetto il decreto di trasferimento di proprietà e di immissione in possesso degli stabili contemplati nello stato di consistenza dei beni di cui al comma *a*);

d) tale decreto del Prefetto deve essere, a cura dell'espropriante, trascritto all'ufficio delle ipoteche e successivamente notificato agli interessati. La notifica del decreto tiene luogo di presa di possesso dei beni espropriati;

e) nei trenta giorni successivi alla notifica suddetta gli interessati possono proporre avanti l'Autorità giudiziaria competente le loro opposizioni relativamente alla misura della indennità come sopra determinata;

f) trascorsi i trenta giorni dalla notifica di cui al comma *d*) senza che sia stata prodotta opposizione, l'indennità come sopra determinata e depositata diviene definitiva;

g) le opposizioni di cui al comma *e*) del presente articolo sono trattate con la procedura stabilita dall'art. 51 della legge sulle espropriazioni per causa di pubblica utilità 25 giugno 1865, n. 2359, ma per l'eventuale nuova valutazione devono applicarsi i criteri ed i riferimenti stabiliti con l'art. 2 della presente legge.

Art. 5. — La tassa di registro e di trascrizione ipotecaria sui soli trapassi di proprietà al comune di Terni per l'esproprio e l'acquisto dei fabbricati da demolirsi per l'esecuzione delle opere previste nel progetto, sarà stabilita nella somma di lire dieci per ogni atto ed ogni trascrizione.

Art. 6. — La costruzione degli edifici nell'area che risulterà dalle demolizioni (se sarà compiuta entro il termine di anni otto dalla pubblicazione della presente legge) godrà della esenzione venticinquennale dall'imposta e dalle sovraimposte comunale e provinciale sui fabbricati.

La stessa esenzione è concessa per le sopraelevazioni e per i nuovi vani aggiunti che saranno eseguiti, entro il suddetto termine di anni otto, dai proprietari degli edifici che verranno ad avere le fronti sui piazzali che risulteranno in seguito alle demolizioni, come pure godranno della esenzione i fabbricati che saranno radicalmente trasformati ed in massima parte ricostruiti con completo o parziale rifacimento dei muri perimetrali oppure col completo svuotamento interno e con la ricostruzione dei diversi quartini con relativi muri divisori, pavimenti e soffitti.

Art. 7. — Tanto i proprietari degli edifici costruiti nell'area risultata dalle demolizioni quanto quelli che avranno eseguiti importanti restauri alle fronti dei loro fabbricati venuti a trovarsi sui nuovi piazzali, saranno esonerati dai contributi di cui agli articoli 236 e seguenti del testo unico 14 settembre 1931, n. 1175, sulla Finanza locale.

Art. 8. — Per quanto non è previsto o modificato dalla presente legge, hanno vigore, se applicabili, le norme della legge 25 giugno 1865, n. 2359, e successive modificazioni.

Art. 9. — Per l'esecuzione del piano approvato con la presente legge è assegnato al comune di Terni il termine di anni tre a decorrere dalla data di pubblicazione della presente legge, salvo proroga nei casi e con le modalità previste dall'art. 14 della legge 25 giugno 1865, n. 2359.

Fermo restando il predetto termine di tre anni e fermo il disposto dell'art. 89 della legge 25 giugno 1865, n. 2359, nella deliberazione podestarile che determina l'esecuzione delle singole parti del piano, deve essere indicato il termine entro il quale devono completarsi le espropriazioni.

Prima della deliberazione podestarile di cui sopra è consentita ai proprietari degli stabili colpiti dal piano, l'esecuzione delle opere di conservazione e manutenzione dei loro immobili.

Il Comune potrà anche consentire opere che eccedano la conservazione e manutenzione a suo esclusivo giudizio. In tal caso, delle opere eseguite sarà tenuto conto nel computo delle indennità di esproprio, deducendone le quote di deprezzamento.

Art. 10. — Le varianti al piano che si rendessero necessarie durante l'esecuzione di esso saranno approvate con R. decreto, previe le pubblicazioni a norma della legge 25 giugno 1865, n. 2359, e sentito il parere del Consiglio superiore dei lavori pubblici.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta, nella raccola ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 30 marzo 1936 - Anno XIV

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — COBOLLI-GIGLI — SOLMI — DI REVEL.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.

LEGGE 2 aprile 1936-XIV, n. 607.

Conversione in legge del R. decreto-legge 19 dicembre 1935-XIV, n. 2121, riguardante la composizione del Gran Consiglio del Fascismo.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico. — È convertito in legge il R. decreto-legge 19 dicembre 1935-XIV, n. 2121, riguardante la composizione del Gran Consiglio del Fascismo.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 aprile 1936 - Anno XIV

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.

REGIO DECRETO-LEGGE 26 marzo 1936-XIV, n. 608.

Istituzione del libretto personale di valutazione dello stato fisico e della preparazione militare del cittadino.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Vista la legge 31 dicembre 1934-XIII, n. 2150, con la quale è regolata l'istruzione premilitare;

Vista la legge 31 dicembre 1934-XIII, n. 2151, concernente l'istituzione dell'istruzione postmilitare;

Vista la legge 31 dicembre 1934-XIII, n. 2152, che istituisce i corsi di cultura militare nelle Scuole del Regno;

Vista la legge 13 giugno 1935-XIII, n. 1067, circa l'assoggettamento alla legge penale militare ed alla giurisdizione militare degli obbligati al servizio premilitare e postmilitare;

Vista la legge 10 gennaio 1935-XIII, n. 112, sull'istituzione del libretto del lavoro;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926-IV, n. 100;

Ritenuta urgente ed assoluta la necessità di provvedere;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro Segretario di Stato per l'interno, per le colonie, per la guerra, per la marina, per l'aeronautica e per le corporazioni, di concerto coi Ministri per la grazia e giustizia, per le finanze, per l'educazione nazionale e per le comunicazioni;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. — E' approvato l'annesso libretto personale di valutazione dello stato fisico e della preparazione militare del cittadino, firmato, d'ordine Nostro, dal Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato.

Art. 2. — Il libretto personale di valutazione dello stato fisico e della preparazione militare viene distribuito a tutti i cittadini (maschi) residenti nel Regno, al compimento dell'11° anno di età.

La spesa del libretto è a carico del titolare. Sono esonerati dal pagamento gli iscritti nell'elenco comunale dei poveri.

Art. 3. — Il cittadino è obbligato alla conservazione del libretto, che dovrà essere esibito o consegnato a qualsiasi richiesta delle Autorità interessate alla preparazione premilitare, militare e postmilitare della Nazione.

Art. 4. — Sul libretto di lavoro previsto per ciascun prestatore d'opera dalla legge 10 gennaio 1935-XIII, n. 112, dovrà essere indicato il numero distintivo del relativo libretto di valutazione dello stato fisico.

Art. 5. — In caso di smarrimento del libretto personale l'interessato dovrà inviare subito apposita motivata domanda di rinnovazione all'Autorità dalla quale dipende nei riguardi degli obblighi militari. Le spese sono a carico dell'interessato.

Art. 6. — Il cittadino che non consegni o non esibisca all'Autorità richiedente il libretto di cui all'art. 1, o che, avendolo smarrito non faccia denunzia dello smarrimento ai fini della rinnovazione del libretto stesso, è punito con l'ammenda da L. 10 a L. 500 ed è tenuto a corrispondere la somma occorrente per la rinnovazione del libretto.

Agli effetti dell'applicazione delle suddette pene, i cittadini obbligati al servizio premilitare di età superiore ai 18 anni ed i cittadini obbligati al servizio postmilitare sono soggetti alla giurisdizione militare ai sensi della legge 13 giugno 1935-XIII, n. 1067.

Art. 7. — Non è punibile colui che abbia presentato la domanda di rinnovo del suo libretto personale prima che la restituzione o la esibizione di esso gli sia stata richiesta da una delle Autorità competenti.

Art. 8. — Quando il titolare del libretto sia minore e se obbligato al servizio premilitare non abbia raggiunto gli anni 18, gli obblighi di cui agli articoli 2, 3, 5 e 6 spettano a colui che ne ha la rappresentanza legale, il quale è altresì soggetto alla pena stabilita nello art. 6, qualora non esibisca o non consegni il libretto all'Autorità richiedente.

Art. 9. — La prima distribuzione del libretto sarà effettuata in occasione della Leva Fascista dell'anno XIV.

A cura della M.V.S.N. e dei FF.GG.CC. saranno distribuiti i libretti personali ai giovani delle classi 1916-1917-1918. A cura dell'O.N.B. ai ragazzi delle classi 1919-1924.

Art. 10. — Nelle registrazioni sui libretti di cui all'articolo 9, non si terrà conto degli anni precedenti.

Art. 11. — Il presente decreto entrerà in vigore dal giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, e sarà presentato al Parlamento per la sua conversione in legge. Il Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, proponente, è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 26 marzo 1936 - Anno XIV

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — SOLMI — DI REVEL — DE VECCHI DI VAL CISMON — BENNI.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.

Registrato alla Corte dei conti, addì 22 aprile 1936 - *Anno XIV*
Atti del Governo, registro 371, *foglio* 81. — MANCINI.

" Cittadini e soldati, siate un esercito solo! "
(il Re Vittorioso, 10 novembre 1917)

LIBRETTO PERSONALE

di valutazione dello stato fisico e della preparazione militare

di ______________________

della classe __________

(1ª *pagina della copertina*)

DECALOGO DEL CITTADINO-SOLDATO

Dovere: sia la tua divisa e la guida di ogni tua azione.

Impara ad amare ed onorare sopra ogni cosa la Patria.

Sia la tua fede pura come gemma, salda come roccia, ardente come sole.

Chiedi a Dio la *forza* e il *coraggio* per divenire ogni giorno migliore: scolaro - soldato - cittadino.

I tuoi pensieri, come i tuoi atti, siano sempre degni del compito che ti è affidato.

Per la Patria, per il Re, per il Duce sacrifica la vita.

L'avvenire è nelle tue mani: la speranza di tutti nella tua giovinezza.

Il migliore compenso al tuo lavoro sia la coscienza di averlo bene compiuto.

Non dimenticare che la *disciplina* è la prima virtù del soldato e del cittadino.

A te la gloria, se la saprai meritare.

(4ª *pagina della copertina*)

SPECCHIO MOD. 1.

REGNO D'ITALIA

LIBRETTO PERSONALE DI VALUTAZIONE DELLO STATO FISICO E DELLA PREPARAZIONE MILITARE

N. . . . . .

di . . . .

figlio . . . . e di . . . .

nato il . . . . 19 . . . nel comune di . . . .

RILASCIATO

da (1) . . . .

. . . .

(2) . . . . li . . . . 19 . . . a . . . . con N. (3) . . . . .

(1) Ente che rilascia il documento.
(2) Località
(3) N. del libretto rilasciato dall'Ente di cui alla nota (1).

Norme generali per la compilazione e conservazione del Libretto Personale di valutazione dello Stato fisico e della preparazione militare.

1° Il libretto personale di valutazione *dello stato fisico e della preparazione militare* serve come documento constatante lo sviluppo fisico del titolare, l'attività fisica ed intellettuale da lui svolta e l'adempimento dei suoi doveri premilitari, militari e postmilitari dall'11° al 32° anno di età.

2° E' documento fondamentale militare del cittadino. Sostituisce le varie schede di valutazione in uso presso talune organizzazioni giovanili. Integra i documenti personali matricolari regolamentari presso le varie Forze Armate.

3° Viene distribuito a tutti gli italiani residenti nel Regno al compimento dell'11° anno di età, a cura dell'O.N.B.

4° A cura dell'Ente al quale il titolare risulta iscritto nei riguardi degli obblighi militari, vengono nel libretto apportate le seguenti annotazioni:

a) all'atto dell'impianto del libretto ed allo scadere dei prescritti periodi, le annotazioni fisiologiche ed antropometriche;

b) annualmente, le annotazioni disciplinari, di constatazione delle attività svolte e di valutazione complessiva.

5° Le annotazioni di cui al precedente n. 4 saranno, a cura dei vari Enti, conservate in appositi schedari annuali, che dovranno essere conservati fino all'estinzione degli obblighi postmilitari di ciascuna classe.

6° Il libretto personale è, di norma, conservato dal titolare (dai genitori o da chi ne fa le veci nella minorità). Può essere ritirato per le registrazioni, o verifiche, e la temporanea custodia, dall'ente al quale il titolare è iscritto.

7° Deve essere presentato a qualsiasi richiesta dell'Autorità militare o degli Enti ai quali è affidata, dalla legge, l'istruzione premilitare e postmilitare.

8° Il libretto personale di valutazione dello stato fisico e della preparazione militare può essere considerato chiuso soltanto in seguito ad una dichiarazione regolare di riforma. Dovrà però essere ugualmente conservato dal titolare.

9° Dopo il 32° anno di età, il cittadino dovrà sempre, dietro richiesta, consegnare il suo libretto personale all'Autorità militare.

10° Lo smarrimento del libretto personale è punito con l'ammenda da L. 10 a L. 500 ai sensi dell'art. 6 del R. decreto-legge che approva il presente libretto. Parimenti saranno imputate all'interessato le spese per la rinnovazione di cui al seguente n. 11.

11° A coloro che per qualsiasi motivo rimarranno sprovvisti del libretto personale dovrà esserne immediatamente fornito un altro dall'Ente competente. L'Autorità che procede alla rinnovazione dovrà compilare anche i quadri degli anni precedenti, chiedendo i dati necessari agli altri vari enti ai quali i titolari hanno appartenuto.

12° Sul libretto di lavoro di ciascun prestatore d'opera (legge 10 gennaio 1935 - Anno XIII, n. 112) dovrà essere indicato il numero distintivo del relativo libretto personale di valutazione fisica.

Norme per gli esami fisiologici e antropometrici e per le relative registrazioni.

1° *L'anamnesi familiare* e individuale può essere raccolta da persona ben preparata, anche se non da un medico, riempiendo gli spazi vuoti. Se morto si dirà « morto per . . . . » aggiungendo il nome della malattia che ha determinata la morte.

2° Nell'*esame obiettivo*: sottolineare il dato corrispondente già riportato nello specchio o aggiungere poche parole, nettamente indicanti ciò che si vuole far risaltare, per quegli esami (linfoghiandole-adenoidi-polmoni ecc.) che sono stati lasciati in bianco.

3° L'*esame antropometrico* può essere eseguito in qualsiasi piccolo paese. Per la *statura* si può utilizzare un nastro metrico comune fissato al muro verticalmente, a partire da 50 centimetri dal suolo. Con una larga squadra di legno ad angolo retto, posta con uno dei lati sul vertice del capo, coll'altro contro la parete, si verifica l'altezza aggiungendo ai cm. segnati dal metro i 50 centimetri misurati dal suolo.

4° Il *perimetro toracico* va preso sempre passando il metro sotto l'angolo scapolare e sotto i capezzoli in posizione di respiro normale, a braccia pendenti lungo i fianchi, mentre il soggetto respira, e senza stringere il metro.

5° Il *perimetro del braccio* va preso passando il metro orizzontalmente a livello dell'inserzione del deltoide, a braccio abbandonato lungo il tronco coi muscoli rilasciati.

6° Il *perimetro della coscia*, passando il metro orizzontalmente al livello della piega glutea a muscoli rilasciati. Mai stringere il metro, ma applicarlo aderente.

7° Il *perimetro addominale medio*: passando il metro dall'insellatura lombare orizzontalmente in avanti verso l'ombelico.

8° La *lunghezza degli arti inferiori*: applicando l'estremità del metro sul margine superiore del pube e misurando la distanza di questo dal centro della base di sostegno posta fra i piedi divaricati in posizione di attenti. Il margine superiore del pube corrisponde esattamente all'interlinea dell'articolazione coxofemorale. Questa misura va sottratta dall'altezza in piedi e dà lo sviluppo degli arti inferiori in contrapposto allo sviluppo del busto.

9° Il peso corporeo con una comune bilancia. Il rapporto fra peso e statura è dato dalla tavola annessa.

Le misure dei perimetri vari danno un'idea della proporzione di sviluppo e della simmetria o asimmetria fra le parti nei diversi periodi della vita, tenuto conto che, in media, simmetria è sinonimo di robustezza.

MEDIE PER ORIENTAMENTO DI MASSIMA PER GIUDIZI DI SVILUPPO FISICO

(Medie di normalità)

ETÀ	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18 - 20				
Statura	1,18	1,26	1,28	1,34	1,37	1,40	1,45	1,47	1,52	1,57	1,60	1,64	1,71	1,78	1,80	1,90
Peso	19	24	26	28	31	36	38	39	43	48	51	61	66	71	73	80
Perimetro toracico medio	58	60	62	63	65	67	68	73	75	78	80	85	91	94	97	100
Lunghezza arti inferiori	57	—	60	—	65	—	—	70	—	80	82	83	88	91	94	98
Perimetro braccio destro	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24,5	26	27	28	30
Perimetro coscia destra	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	47	50	52	54	56

PER ADULTI

Statura	Peso norm.
1,48	48,6
1,49	49,4
1,50	50,1
1,51	50,9
1,52	51,7
1,53	52,5
1,54	53,2
1,55	54,0
1,56	54,8
1,57	55,5
1,58	56,3
1,59	57,1
1,60	57,8
1,61	58,6
1,62	59,4
1,63	60,2
1,64	60,9
1,65	61,7
1,66	62,5
1,67	63,2
1,68	64,0

PER ADULTI

Statura	Peso norm.
1,69	64,8
1,70	65,5
1,71	66,3
1,72	67,1
1,73	67,9
1,74	68,6
1,75	69,4
1,76	70,2
1,77	70,9
1,78	71,7
1,79	72,5
1,80	73,2
1,81	74,0
1,82	74,8
1,83	75,6
1,84	76,3
1,85	77,1
1,86	77,9
1,87	78,6
1,88	79,4

" LIBRO E MOSCHETTO FASCISTA PERFETTO "

PARTE I

BALILLA MOSCHETTIERE

dall'11° al 13° anno di età

SPECCHIO MOD. 2.

ANNO 19 . . . . - X . . .

BALILLA MOSCHETTIERE

(11° anno di età).

(1ª visita obbligatoria).

ANAMNESI.

Cognome . . . . Nome . . . . Domicilio . . . .

(1) . . . . . genito su (2) . . . . . figli (. . . . . vivi . . . . . morti).

Padre: . . . . . Età . . . Mestiere . . . Salute: buona - medioc. - cattiva.

Madre: . . . . . Età . . . Mestiere . . . Salute: buona - medioc. - cattiva.

Malattie sofferte dalla nascita ad oggi (postumi eventuali) . . . .

. . . .

Vaccinazioni - esito . . . .

Note . . . .

ESAME OBBIETTIVO.

Condizioni generali (deficienti - mediocri - buone - ottime) . . . .

sviluppo fisico (deficiente - normale - eccedente)

pannicolo adiposo (deficiente - normale - eccedente) . . . .

scheletro (normale - anormale) . . . .

sistema linfoghiandole . . . .

dentizione (segnare schema denti mancanti, con l'indicazione di una lineetta (—) e quelli cariati con l'indicazione (x)

tonsille (normali - ipertrofiche - asportate)

adenoidi . . . .

sist. muscolare (volume: minimo - medio - eccedente) (tonicità: scarsa - normale - eccedente)

polmoni: sani . . . .

cuore: sano . . . .

addome: normale . . . .

app. genitale (criptorchia destra - sinistra - ipospadia - ernia - idrocele, ecc.)

esame urine (albumina 3) . . . .

vista . . . .

udito . . . .

(1) Primo, secondo, ecc.
(2) Numero dei figli, **numero dei vivi e dei morti.**
(3) Ove necessario.

Segue SPECCHIO MOD. 2.

ESAME ANTROPOMETRICO.

Statura in piedi (nudo) . . . . m. . . . .

Perimetro toracico medio . . . . » . . . .

» addominale medio . . . . . . » . . . .

» braccio destro . . . . » . . . .

» braccio sinistro . . . . » . . . .

» coscia destra . . . . » . . . .

» coscia sinistra . . . . » . . . .

Lunghezza arti inferiori . . . . » . . . .

Peso corporeo (nudo) . . . . kg. . . . .

Giudizio generico di robustezza:

. . . .

. . . .

. . . .

Consigli dati e note . . . .

. . . .

. . . .

. . . .

Data visita . . . . li . . . . 19 . . . E. F.

Il Sanitario:

. . . .

Segue SPECCHIO MOD. 2.

Iscritto all'O. N. B. . . . .

. . . .

. . . . (1)

Tessera N. . . . . . .

Corsi di studi regolari frequentati nell'anno . . . .

. . . .

. . . . (2)

Attività ginnica svolta nell'anno . . . .

. . . .

. . . .

Campeggi effettuati . . . .

. . . .

Colonie . . . .

Resistenza fisica: mediocre - buona - ottima (3)

Attitudini ginniche: mediocri - buone - spiccate (3)

Attitudini di comando: mediocri - buone - spiccate (3)

Gradi conseguiti . . . . Premi o encomi . . . .

. . . .

Giudizio complessivo . . . .

. . . .

. . . .

. . . . li . . . . . . 19 . . (5)

Il . . . . (4)

---

(1) Reparto cui è iscritto.
(2) Istituto scolastico cui è iscritto; classe frequentata.
(3) Depennare le diciture non adeguate.
(4) Firma dell'ufficiale addetto al reparto.
(5) Data.

SPECCHIO MOD. 3.

ANNO 19 . . . . - X . . .

Iscritto all'O. N. B. . . . .
. . . .
. . . . (1)
Tessera N. . . . . .

Corsi di studi regolari frequentati nell'anno . . . .
. . . . (2)
. . . .

Attività ginnica svolta nell'anno . . . .
. . . .
. . . .

Campeggi effettuati . . . .
. . . .
Colonie . . . .

Resistenza fisica: mediocre - buona - ottima (3)
Attitudini ginniche: mediocri - buone - spiccate (3)
Attitudini di comando: mediocri - buone - spiccate (3)
Gradi conseguiti . . . . Premi o encomi . . . .
. . . .

Giudizio complessivo . . . .
. . . .
. . . .

. . . . lì . . . . . . 19 . . . (5)

Il . . . . (4)

---

(1) Reparto cui è iscritto.
(2) Istituto scolastico cui è iscritto; classe frequentata.
(3) Depennare le diciture non adeguate.
(4) Firma dell'ufficiale addetto al reparto.
(5) Data.

Segue SPECCHIO MOD. 3.

ANNO 19 . . . . - X . . .

Iscritto all'O. N. B. . . . .
. . . .
. . . . (1)
Tessera N. . . . . .

Corsi di studi regolari frequentati nell'anno . . . .
. . . .
. . . . (2)

Attività ginnica svolta nell'anno . . . .
. . . .
. . . .

Campeggi effettuati . . . .
. . . .
Colonie . . . .

Resistenza fisica: mediocre - buona - ottima (3)
Attitudini ginniche: mediocri - buone - spiccate (3)
Attitudini di comando: mediocri - buone - spiccate (3)
Gradi conseguiti . . . . Premi o encomi . . . .
. . . .

Giudizio complessivo . . . .
. . . .
. . . .

. . . . lì . . . . . . 19 . . . (5)

Il . . . . (4)

---

(1) Reparto cui è iscritto.
(2) Istituto scolastico cui è iscritto; classe frequentata.
(3) Depennare le diciture non adeguate.
(4) Firma dell'ufficiale addetto al reparto.
(5) Data.

"Fa, o gioventù italiana di tutte le scuole e di tutti i cantieri, che la Patria non manchi al suo radioso avvenire, fa che il ventesimo secolo veda Roma centro della civiltà latina, dominatrice del Mediterraneo, faro di luce per tutte le Genti"

MUSSOLINI

PARTE II

AVANGUARDISTA

dal 14° al 17° anno di età

SPECCHIO MOD. 4.

ANNO 19 . . . . - X . . .

AVANGUARDISTA

(14° anno di età).
(2ª visita obbligatoria).

ANAMNESI.

Eventuali **dati famigliari** (malattie o morte dei genitori, fratelli, ecc.) . . . . . .
cause . . . .

Malattie e **traumi** sofferti dagli 11 anni ad oggi - esiti - disturbi della crescenza
. . . .

Cure ambulatorie . . . .
. . . .

Degenze ospedaliere . . . .
. . . .

ESAME OBBIETTIVO.

Condizioni generali (deficienti - mediocri - buone - ottime)

sviluppo fisico (deficiente - normale - eccedente)

pannicolo adiposo (deficiente - normale - eccedente)

eventuali imperfezioni scheletriche o fisiche . .

linfoghiandole . . . .

dentizione (segnare schema denti mancanti, con l'indicazione di una lineetta (—) e quelli cariati con l'indicazione (x)

tonsille (normali - ipertrofiche)

adenoidi . . . .

muscoli (volume: minimo - medio - eccedente) (tonicità: scarsa - normale - eccedente)

polmoni: sani . . . .

cuore: sano . . . .

addome: normale . . . .

app. genitale (criptorchia destra - sinistra - ipospadia - ernia - idrocele, ecc.)
. . . .

esame urine (albumina) . . . . (1)

vista . . . .

udito . . . .

(1) Ove necessario.

Segue SPECCHIO MOD. 4.

ESAME ANTROPOMETRICO.

Statura in piedi (nudo) . . . . m. . . . .
Perimetro toracico medio . . . . » . . . .
» addominale medio . . . . . » . . . .
» braccio destro . . . . » . . . .
» braccio sinistro . . . . » . . . .
» coscia destra . . . . » . . . .
» coscia sinistra . . . . » . . . .
Lunghezza arti inferiori . . . . » . . . .
Peso corporeo (nudo) . . . . kg. . . . .

Giudizio generico di robustezza:

. . . .
. . . .
. . . .

Consigli dati e note . . . .
. . . .
. . . .
. . . .

Data visita . . . . li . . . . 19 . . . E. F.

Il Sanitario:

. . . .

Segue SPECCHIO MOD. 4.

Iscritto all'O. N. B. . . . .
. . . .
. . . . (1)
Tessera N. . . . . . .

Corsi di studi regolari frequentati nell'anno . . . .
. . . .
. . . . (2)

Attività ginnica svolta nell'anno . . . .
. . . .
. . . .

Campeggi effettuati . . . .
. . . .
Colonie . . . .

Resistenza fisica: mediocre - buona - ottima (3)
Attitudini ginniche: mediocri - buone - spiccate (3)
Attitudini di comando: mediocri - buone - spiccate (3)
Gradi conseguiti . . . . Premi o encomi . . . .
. . . .

Giudizio complessivo . . . .
. . . .
. . . .

. . . . li . . . . . 19 . . . (5)

Il . . . . (4)

(1) Reparto cui è iscritto.
(2) Istituto scolastico cui è iscritto: classe frequentata.
(3) Depennare le diciture non adeguate.
(4) Firma dell'ufficiale addetto al reparto.
(5) Data.

Segue Specchio Mod. 4.

ANNO 19 . . . . - X . . .

Iscritto all'O. N. B. . . . .
. . . .
. . . . (1)
Tessera N. . . . . .

Corsi di studi regolari frequentati nell'anno . . . .
. . . .
. . . . (2)

Attività ginnica svolta nell'anno . . . .
. . . .
. . . .

Campeggi effettuati . . . .
. . . .
Colonie . . . .

Resistenza fisica: mediocre - buona - ottima (3)
Attitudini ginniche: mediocri - buone - spiccate (3)
Attitudini di comando: mediocri - buone - spiccate (3)
Gradi conseguiti . . . . Premi o encomi . . . .
. . . .

Giudizio complessivo . . . .
. . . .
. . . .
. . . . li . . . . . 19 . . . (5)

Il . . . . (4)

---

(1) Reparto cui è iscritto.
(2) Istituto scolastico cui è iscritto: classe frequentata.
(3) Depennare le diciture non adeguate.
(4) Firma dell'ufficiale addetto al reparto.
(5) Data.

Segue Specchio Mod. 4.

ANNO 19 . . . . - X . . .

Iscritto all'O. N. B. . . . .
. . . .
. . . . (1)
Tessera N. . . . . .

Corsi di studi regolari frequentati nell'anno . . . .
. . . .
. . . . (2)

Attività ginnica svolta nell'anno . . . .
. . . .
. . . .

Campeggi effettuati . . . .
. . . .
Colonie . . . .

Resistenza fisica: mediocre - buona - ottima (3)
Attitudini ginniche: mediocri - buone - spiccate (3)
Attitudini di comando: mediocri - buone - spiccate (3)
Gradi conseguiti . . . . Premi o encomi . . . .
. . . .

Giudizio complessivo . . . .
. . . .
. . . .
. . . . li . . . . . 19 . . . (5)

Il . . . . (4)

---

(1) Reparto cui è iscritto.
(2) Istituto scolastico cui è iscritto: classe frequentata.
(3) Depennare le diciture non adeguate
(4) Firma dell'ufficiale addetto al reparto.
(5) Data

Segue SPECCHIO MOD. 4.

ANNO 19 . . . . - X . . .

Iscritto all'O. N. B. . . . .
. . . .
. . . . (1)
Tessera N. . . . . . .

Corsi di studi regolari frequentati nell'anno . . . .
. . . .
. . . . (2)

Attività ginnica svolta nell'anno . . . .
. . . .
. . . .

Campeggi effettuati . . . .
. . . .
Colonie . . . .

Resistenza fisica: mediocre - buona - ottima (3)
Attitudini ginniche: mediocri - buone - spiccate (3)
Attitudini di comando: mediocri - buone - spiccate (3)
Gradi conseguiti . . . . Premi o encomi . . . .
. . . .

Giudizio complessivo . . . .
. . . .
. . . .
. . . . li . . . . . . 19 . . . (5)

Il . . . . (4)

(1) Reparto cui è iscritto.
(2) Istituto scolastico cui è iscritto: classe frequentata.
(3) Depennare le diciture non adeguate.
(4) Firma dell'ufficiale addetto al reparto.
(5) Data.

" Fate che le glorie del passato siano superate dalle glorie dell'avvenire "
MUSSOLINI

PARTE III

PREMILITARE

dal 18° al 21° anno di età

" CREDERE - OBBEDIRE - COMBATTERE "

SPECCHIO MOD. 5.

ANNO 19 . . . . - X . . .

PREMILITARE

18° anno di età.
(3ª visita obbligatoria).

ANAMNESI.

Eventuali dati famigliari . . . .

. . . .

Mestiere . . . .

. . . .

Malattie sofferte dai 14 anni. Traumi - esiti . . . .

. . . .

Cure ambulatorie . . . .

. . . .

Degenze ospedaliere . . . .

. . . .

ESAME OBBIETTIVO.

Condizioni generali (deficienti - mediocri - buone - ottime).

sviluppo fisico (deficiente - normale - eccedente).

persistenza imperfezione scheletrica o fisica . . . .

. . . .

linfoghiandole . . . .

dentizione (segnare schema denti mancanti, con l'indicazione di una lineetta (—) e quelli cariati con l'indicazione (x)

tonsille (normali - ipertrofiche)

adenoidi . . . .

muscoli (volume: minimo - medio - eccedente tonicità: scarsa - normale - eccedente)

polmoni: sani . . . .

cuore: sano . . . .

addome: normale . . . .

app. genitale (criptorchia destra - sinistra - ernia inguinale - idrocele, ecc.)

esame urine (albunima) (1) . . . .

vista . . . .

udito . . . .

(1) Ove necessario.

Segue: SPECCHIO MOD. 5.

ESAME ANTROPOMETRICO.

Statura in piedi nudo . . . . m. . . . . .

Perimetro toracico insp. massima . . . » . . . . . .

Perimetro toracico espirazione minima . » . . . . . .

Perimetro toracico medio . . . . . . » . . . . . .

Escursione respiratoria . . . . » . . . . . .

Perimetro addominale medio . . . . . . » . . . . . .

Perimetro braccio destro . . . . » . . . . . .

Perimetro braccio sinistro . . . . . . » . . . . . .

Perimetro coscia destra . . . . » . . . . . .

Perimetro coscia sinistra . . . . . . » . . . . . .

Lunghezza arti inferiori . . . . » . . . . . .

Peso corporeo nudo . . . . Kg. . . . . . .

Giudizio generico sul grado di robustezza (meno robusto - robusto - molto robusto)

. . . .

Consigli dati e note . . . .

. . . .

. . . .

DICHIARAZIONE EVENTUALE DI ESENZIONE PER INFERMITÀ.

. . . .

. . . .

. . . .

. . . .

Data visita . . . . . . li . . . . 19 . . . X . . . E. F.

Il Sanitario:

. . . .

Segue SPECCHIO MOD. 5.

Eventuale dichiarazione . . . .

. . . .

. . . . . li . . . . 19 . . X . . .

Il Comandante:

. . . . (1)

Ammogliato con . . . .

ATTIVITA' POLITICA.

Inscritto al Fascio Giovanile di . . . .

. . . . (2)

Tessera n. . . . .

ATTIVITA' INTELLETTUALE O MESTIERE.

. . . .

. . . . (3)

ATTIVITA' GINNICO-SPORTIVA.

Inscritto . . . .

Tessera N. . . . .

Competizioni . . . .

Attitudini . . . . (4)

Resistenza fisica: mediocre - buona - cattiva . . . . (6)

ATTIVITA' MILITARE.

Corso . . . . (5)

Specializzazione . . . .

Esito esami . . . .

Attitudini: nulle - mediocri - spiccate (6).

(1) Comandante della Legione M.V.S.N. competente.
(2) Organizzazione cui appartiene.
(3) Corso regolare di studi, impiego, mestiere. ecc.
(4) Società sportiva cui appartiene.
(5) Reparto presso il quale il titolare riceve l'istruzione premilitare.
(6) Depennare le diciture non adeguate.

Segue SPECCHIO MOD. 5.

ATTIVITÀ MILITARE

RISULTATO DELLE LEZIONI DI TIRO

Tiro col . . . . (1)

Data	Bersagli impiegati	Punti	Bersagli	Somma punti bersagli	Note
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .

Tiro col . . . . (1)

Data	Bersagli impiegati	Punti	Bersagli	Somma punti e bersagli	Note
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .

Tiro col . . . . (1)

Data	Bersagli impiegati	Punti	Bersagli	Somma punti e bersagli	Note
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .

Giudizio complessivo sull'attività militare svolta . . . .

. . . .

. . . . li . . . . 19 . . -X . . .

Il . . . . (2)

(1) Fucile, moschetto, mitragliatrice leggera o pesante.
(2) Comandante del reparto presso il quale il titolare effettua l'istruzione premilitare.

SPECCHIO MOD. 6.

ANNO 19 . . . . - X . . .

Ammogliato con . . . .

ATTIVITA' POLITICA.

Iscritto a . . . . (1)

. . . . Tessera N. . . . .

Cariche eventuali . . . .

ATTIVITA' INTELLETTUALE O MESTIERE.

. . . .

. . . .

. . . . (2)

ATTIVITA' MILITARE.

Corso . . . . (3)

Specializzazione . . . .

Esito esami . . . .

Attitudini: nulle - mediocri - buone - spiccate (5).

ATTIVITA' GINNICO-SPORTIVA.

Iscritto . . . . (4)

Tessera N. . . . .

Competizioni . . . .

Attitudini: nulle - mediocri - buone - spiccate (5).

Ricompense . . . .

Resistenza fisica: mediocre - buona - ottima (5).

Giudizio complessivo . . . .

. . . .

. . . .

. . . . li . . . . . 19 . . . X . . .

Il . . . .

(1) Organizzazione cui appartiene.
(2) Corso regolare di studi; impiego, mestiere ecc.
(3) Reparto presso il quale il titolare riceve l'istruzione premilitare.
(4) Società sportiva cui appartiene.
(5) Depennare le diciture non adeguate.

Segue SPECCHIO MOD. 6.

ATTIVITÀ MILITARE

RISULTATO DELLE LEZIONI DI TIRO

Tiro col . . . . (1)

Data	Bersagli impiegati	Punti	Bersagli	Somma punti e bersagli	*Note*
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .

Tiro col . . . . (1)

Data	Bersagli impiegati	Punti	Bersagli	Somma punti e bersagli	*Note*
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .

Tiro col . . . . (1)

Data	Bersagli impiegati	Punti	Bersagli	Somma punti e bersagli	*Note*
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .

Giudizio complessivo sull'attività militare svolta . . . .

. . . .

. . . . li . . . . 19 . . -X . . .

Il . . . . (2)

(1) Fucile, moschetto, mitragliatrice leggera o pesante.
(2) Comandante del reparto presso il quale il titolare effettua l'istruzione premilitare

Segue SPECCHIO MOD. 6.

ANNO 19 . . . . . - X . . .

Ammogliato con . . . .

ATTIVITA' POLITICA.

Iscritto a . . . . (1)

. . . . Tessera N. . . . .

Cariche eventuali . . . .

ATTIVITA' INTELLETTUALE O MESTIERE.

. . . . (2)

. . . .

. . . .

ATTIVITA' MILITARE.

Corso . . . . (3)

Specializzazione . . . .

Esito esami . . . .

Attitudini: nulle - mediocri - buone - spiccate (5).

ATTIVITA' GINNICO SPORTIVA.

Iscritto . . . . (4)

Tessera N. . . . .

Competizioni . . . .

Attitudini: nulle - mediocri - buone - spiccate (5).

Ricompense . . . .

Resistenza fisica: mediocre - buona - ottima (5).

Giudizio complessivo: . . . .

. . . .

. . . .

. . . . li . . . . . 19 . . . X . . .

Il . . . .

(1) Organizzazione cui appartiene.
(2) Corso regolare di studi; impiego, mestiere, ecc.;
(3) Reparto presso il quale il titolare riceve l'istruzione premilitare.
(4) Società sportiva cui appartiene.
(5) Depennare le diciture non adeguate.

Segue SPECCHIO MOD. 6.

ATTIVITÀ MILITARE

RISULTATO DELLE LEZIONI DI TIRO

Tiro col . . . . (1)

Data	Bersagli impiegati	Punti	Bersagli	Somma punti e bersagli	*Note*
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .

Tiro col . . . . (1)

Data	Bersagli impiegati	Punti	Bersagli	Somma punti e bersagli	*Note*
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .

Tiro col . . . . (1)

Data	Bersagli impiegati	Punti	Bersagli	Somma punti e bersagli	*Note*
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .

Giudizio complessivo sull'attività militare svolta . . . .

. . . .

. . . . li . . . . 19 . .-X . . .

Il . . . . (2)

(1) Fucile, moschetto, mitragliatrice leggera o pesante.
(2) Comandante del reparto presso il quale il titolare effettua l'istruzione premilitare.

"Stiamo diventando e diventeremo sempre più, perchè lo vogliamo, una « nazione militare ». Perchè non abbiamo paura delle parole aggiungerò: « militarista ». Per completare: « guerriera »; cioè dotata in grado sempre più alto delle virtù dell'obbedire, del sacrificio, della dedizione alla Patria".

MUSSOLINI (24 agosto 1934-XII)

PARTE IV

MILITARE

dal ... al ... anno di età

SPECCHIO MOD. 7.

ANNO 19 . . . . - X . . .

REGNO D'ITALIA

UFFICIO PROVINCIALE DI LEVA DELLA PROVINCIA DI . . . . .

(4ª visita obbligatoria).

DICHIARAZIONE EVENTUALE (1).

Il militare . . . .

è stato visitato in data . . . .

e riconosciuto (2) . . . .

per cui è stato (3) . . . .

. . . . li . . . . . 19 . . . X . . .

L'ufficiale incaricato:

. . . .

DICHIARAZIONE EVENTUALE (1).

Il militare . . . .

è stato visitato in data . . . .

e riconosciuto (2) . . . .

per cui è stato (3) . . . .

. . . . li . . . . . 19 . . . X . . .

L'ufficiale incaricato:

. . . .

---

(1) Da compilare solo in caso di riforma, rivedibilità e assegnazione ai servizi sedentari.
(2) Infermità riscontrata all'atto della visita (secondo l'elenco delle imperfezioni).
(3) Riformato, rimandato rivedibile, assegnato ai servizi sedentari.

SPECCHIO MOD. 8.

ANNO 19 . . . . . X . . .

. . . . (1)

(4ª visita obbligatoria).

DICHIARAZIONE EVENTUALE (2).

Il militare . . . .

è stato visitato in data . . . .

è stato riconosciuto . . . . (3). . . . .

per cui è stato . . . . (4). . . . .

. . . . li . . . . . 19 . . . X . . .

Il Comandante:

. . . .

DICHIARAZIONE EVENTUALE (2).

Il militare . . . .

è stato visitato in data . . . .

è stato riconosciuto . . . . (3). . . . .

per cui è stato . . . . (4). . . . .

. . . . li . . . . . 19 . . . X . . .

Il Comandante:

. . . .

(1) Comando di Distretto di residenza o Capitaneria di porto o Centro di reclutamento e mobilitazione R. Aeronautica.
(2) Da compilare solo in caso di riforma, rivedibilità o assegnazione ai servizi sedentari.
(3) Infermità riscontrata all'atto della visita.
(4) Riformato, rimandato rivedibile, assegnato ai servizi sedentari.

SPECCHIO MOD. 9.

ANNO 19 . . . . . X . . .

. . . . (1)

. . . . (2)

(4ª visita obbligatoria).

DICHIARAZIONE EVENTUALE (3)

Il militare . . . .

è stato visitato in data . . . .

e riconosciuto (4) . . . .

per cui è stato (5) . . . .

Il Comandante:

. . . .

DICHIARAZIONE EVENTUALE (3)

Il militare . . . .

è stato visitato in data . . . .

e riconosciuto (4) . . . .

per cui è stato (5) . . . .

Il Comandante:

. . . .

(1) Forza armata alla quale appartiene il titolare.
(2) Corpo od unità corrispondente alla quale il titolare è in forza.
(3) Da compilare solo in caso di riforma, rivedibilità, e assegnazione ai servizi sedentari
(4) Infermità riscontrata all'atto della visita.
(5) Riformato, rimandato rivedibile, assegnato ai servizi sedentari.

SPECCHIO MOD 10.

EVENTUALE DICHIARAZIONE DI ESENZIONE DAL SERVIZIO MILITARE

. . . .
. . . .
. . . .
. . . . . . lì . . . . 19 . . - X . .

Il Comandante: (1)
. . . .

Ammesso al ritardo del servizio militare in applicazione del . . . .
. . . .
. . . . . . lì . . . . 19 . . - X . .

Il Comandante: (1)
. . . .

Ammesso alla continuazione del ritardo del servizio . . . .
. . . .
. . . . . . lì . . . . 19 . . - X . .

Il Comandante: (1)
. . . .

Ammesso alla continuazione del ritardo del servizio . . . .
. . . .
. . . . . . lì . . . . 19 . . - X . .

Il Comandante: (1)
. . . .

Ammesso alla continuazione del ritardo del servizio . . . .
. . . .
. . . . . . lì . . . . 19 . . - X . .

Il Comandante: (1)
. . . .

Ammesso alla continuazione del ritardo del servizio . . . .
. . . .
. . . . . . lì . . . . 19 . . - X . .

Il Comandante: (1)
. . . .

Ammesso alla continuazione del ritardo del servizio . . . .
. . . .
. . . . . . lì . . . . 19 . . - X . .

Il Comandante: (1)
. . . .

(1) Comandante del Distretto militare di residenza o della Capitaneria di porto o Centro di reclutamento e mobilitazione della R. Aeronautica.

SPECCHIO MOD. 11.

EVENTUALE ATTIVITÀ MILITARE SVOLTA DURANTE IL PERIODO DI RITARDO O RINVIO DEL SERVIZIO

. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .

Da compilarsi per cura del comandante il reparto giovanile al quale è iscritto il titolare.

Segue SPECCHIO MOD. 11.

Tiro col . . . . (1)

Data	Bersagli impiegati	Punti	Bersagli	Somma punti e bersagli	Note

Tiro col . . . . (1)

Data	Bersagli impiegati	Punti	Bersagli	Somma punti e bersagli	Note

Tiro col . . . . (1)

Data	Bersagli impiegati	Punti	Bersagli	Somma punti e bersagli	Note

. . . . li . . . . 19 . .-X . . .

IL . . . .

. . . . (2)

(1) Fucile, moschetto, mitragliatrice leggera o pesante.
(2) Comandante il reparto presso il quale il titolare svolge le istruzioni militari.

Segue SPECCHIO MOD. 11.

EVENTUALE ATTIVITÀ MILITARE
SVOLTA DURANTE IL PERIODO DI RITARDO O RINVIO DEL SERVIZIO

Da compilarsi per cura del comandante il reparto giovanile al quale è iscritto il titolare.

Segue SPECCHIO MOD. 11.

Tiro col . . . . (1)

Data	Bersagli impiegati	Punti	Bersagli	Somma punti e bersagli	*Note*
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .

Tiro col . . . . (1)

Data	Bersagli impiegati	Punti	Bersagli	Somma punti e bersagli	*Note*
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .

Tiro col . . . . (1)

Data	Bersagli impiegati	Punti	Bersagli	Somma punti e bersagli	*Note*
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . .	. . . .

. . . . li . . . . 19 . .-X . . .

IL . . . .

. . . . (2)

(1) Fucile, moschetto, mitragliatrice leggera o pesante.
(2) Comandante il reparto presso il quale il titolare svolge le istruzioni militari.

Segue SPECCHIO MOD. 11.

EVENTUALE ATTIVITÀ MILITARE SVOLTA DURANTE IL PERIODO DI RITARDO O RINVIO DEL SERVIZIO

. . . .

Da compilarsi per cura del comandante il reparto giovanile al quale è iscritto il titolare.

Segue SPECCHIO MOD. 11.

Tiro col . . . . (1)

Data	Bersagli impiegati	Punti	Bersagli	Somma punti e bersagli	*Note*
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . . .	. . . .

Tiro col . . . . (1)

Data	Bersagli impiegali	Punti	Bersagli	Somma punti e bersagli	*Note*
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . . .	. . . .

Tiro col . . . . (1)

Data	Bersagli impiegati	Punti	Bersagli	Somma punti e bersagli	*Note*
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . . .	. . . .
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . . .	. . . .

. . . . li . . . . 19 . . -X . . .

IL . . . .

. . . . (2)

(1) Fucile, moschetto, mitragliatrice leggera o pesante.
(2) Comandante il reparto presso il quale il titolare svolge le istruzioni militari.

SPECCHIO MOD. 12.

ANNO 19 . . . . . - X . . .

. . . . (1)

. . . . (2)

(5ª visita obbligatoria all'atto dell'arrivo al corpo)

ANAMNESI.

Malattie sofferte o traumi dai 18 anni - esiti . . . .
. . . .
. . . .

Cure ambulatorie . . . .
. . . .
. . . .

Degenze ospedaliere . . . .
. . . .
. . . .

Cause di eventuali precedenti dichiarazioni di rivedibilità . . . .
. . . .
. . . .

ESAME OBBIETTIVO.

Condizioni generali (deficienti - mediocri - buone ottime)

naso (vie respiratorie super.) . . . .

dentizione (segnare schema denti mancanti, con l'indicazione di una lineetta (—) e quelli cariati con l'indicazione (x)

muscoli (volume: minimo - medio - eccedente) (tonicità: scarsa - normale - eccedente) . .

polmoni . . . .

cuore . . . .

addome . . . .

(1) Forza armata alla quale appartiene il titolare.
(2) Corpo od unità corrispondente alla quale il titolare è in forza.

Segue SPECCHIO MOD. 12.

Sistema nervoso . . . .

Esame urine (albumina) . . . . (1)

Vista . . . .

Udito . . . .

ESAMI ANTROPOMETRICI.

Statura in piedi . . . . m. . . . . .

Perimetro toracico massimo in insp. . . . . » . . . . .

Perimetro toracico medio . . . . » . . . . .

Perimetro toracico minimo espir. . . . . » . . . . .

Peso corporeo (nudo) . . . . kg. . . . . .

Giudizio sul grado di robustezza (meno robusto - robusto - molto robusto) . . . .

. . . .

. . . .

. . . .

. . . .

. . . .

. . . . li . . . . 19 . . - X . .

Il Sanitario:

. . . .

(1) Ove necessario.

SPECCHIO MOD. 13.

ANNO 19 . . . . . - X . . .

. . . . (1)

. . . . (2)

(6ª visita obbligatoria all'atto dell'invio in congedo illimitato).

ANAMNESI.

Malattie o traumi sofferti durante il servizio militare . . . .

. . . .

. . . .

Degenze ospedaliere . . . .

. . . .

. . . .

Cure balneo-termali . . . .

. . . .

. . . .

Vaccinazioni praticate . . . .

. . . .

Provvedimenti medico-legali . . . .

. . . .

ESAME OBBIETTIVO.

Condizioni generali (deficienti - mediocri - buone - ottime)

naso (vie respiratorie super.) . . . .

muscoli (volume: minimo - medio - eccedente) . . . .

(tonicità: scarsa - normale - eccedente) . . . .

polmoni . . . .

cuore . . . .

addome . . . .

sistema nervoso . . . .

vista . . . .

udito . . . .

(1) Forza armata alla quale appartiene il titolare.
(2) Corpo od unità corrispondente al quale il titolare è in forza.

Segue SPECCHIO MOD. 13.

ESAMI ANTROPOMETRICI.

Statura in piedi m. . . . . .

Perimetro toracico massimo insp. » . . . . .

Perimetro toracico medio » . . . . .

Perimetro toracico minimo asp. » . . . . .

Peso corporeo (nudo) kg. . . . . .

Giudizio sul grado di robustezza (meno robusto - robusto) . . . .

. . . .

Consigli dati e note . . . .

. . . .

. . . .

. . . .

. . . .

. . . .

. . . . . . li . . . . 19 . . - X . .

Il Sanitario:

. . . .

SPECCHIO MOD. 14.

ANNO 19 . . . . . - X . . .

. . . . (1)

. . . . (2)

. . . . (3)

SERVIZIO MILITARE PRESTATO (1)

Iscritto a . . . . (5) con n. . . . . (6)
Ammogliato a . . . .
con . . . . (7) figli.

Corpo (8) presso i quali ha prestato servizio . . . .

. . . .

. . . .

Durata complessiva del servizio prestato:
dal . . . . 19 . . X . . al . . . . 19 . . X . .
Grado conseguito: . . . .
Servizi speciali compiuti e qualifiche conseguite . . . .
. . . . (9)
Speciali attitudini dimostrate e in qual misura . . . .
. . . .
Campagne (10) . . . .

Classificato nel tiro:
con la pistola . . . .
col fucile o moschetto . . . .
con la mitragliatrice leggera . . . .
con la mitragliatrice pesante . . . .
Proposta di avanzamento al grado di . . . .

. . . . . . li . . . . 19 . . - X . .

Il Comandante (11):

. . . .

(1) Forza armata alla quale appartiene il titolare.
(2) Corpo od unità corrispondente cui è in forza.
(3) Reparto.
(4) Il presente specchio viene compilato all'atto dell'invio in congedo illimitato.
(5) Distretto di residenza o Capitaneria di porto o Centro di reclutamento e mobilitazione della R. Aeronautica.
(6) Numero di matricola.
(7) Numero dei figli.
(8) Unità corrispondente.
(9) Quelli considerati nei fogli matricolari delle varie Forze armate.
(10) Azioni di merito, decorazioni, encomi, ferite, lesioni, fratture, mutilazioni, in guerra o in servizio.
(11) Firma del comandante del reparto.

“Bisogna essere forti prima di tutto nel numero, poichè, se le culle sono vuote, la Nazione invecchia e decade. Bisogna essere forti nel coraggio, non voltarsi mai indietro quando una decisione fu presa, ma andare sempre avanti. Bisogna essere forti nel carattere, in modo che l'equilibrio non si turbi nè quando la Nazione è illuminata dal sole della gloria nè quando è percossa da colpi immeritati del destino”.

MUSSOLINI (Cuneo, 1933).

PARTE V

POSTMILITARE

dal .... al 32 anno di età

Doveri e facoltà del militare in congedo.

1. Il militare inviato in congedo, appena giunto al Comune in cui prende domicilio, ha l'obbligo di presentarsi al Capo dell'Amministrazione comunale per fare apporre il visto al proprio foglio di congedo. Fino a che non adempie a tale obbligo egli dovrà intendersi sottoposto alla giurisdizione militare.

2. Il militare in congedo deve ricordare sempre che appartiene alle Forze armate e mantenere quindi una condotta irreprensibile per non rendersi indegno della onorata divisa che da un momento all'altro può essere chiamato a rivestire.

3. Essendo vincolato dagli obblighi della disciplina, deve obbedienza a qualunque ordine gli pervenisse dall'autorità militare o dal Capo dell'Amministrazione comunale, per ciò che riguarda i suoi doveri militari.

Dovrà custodire con cura il libretto personale e gli altri documenti rilasciatigli dall'autorità militare (foglio di congedo, libretto di volo, tessere e brevetti di specializzazione, ecc.) e mostrarli ad ogni richiesta dell'autorità.

4. Il militare che, essendo in congedo, contragga infermità o imperfezioni che lo rendono non più idoneo al servizio militare dovrà domandare subito, per mezzo del Capo dell'Amministrazione comunale al Comandante del proprio distretto o capitaneria di porto o centro di reclutamento e mobilitazione della R. Aeronautica, di venire sottoposto a rassegna.

A tale domanda dovrà unire un certificato medico constatante l'infermità od imperfezione.

Ove non si curi di far rilevare i suoi motivi per la riforma, e nel frattempo avvenga una chiamata sotto le armi, non potrà per alcun motivo essere dispensato dal rispondervi.

5. *E' libero di cambiare residenza, od abitazione nella stessa sede, però ad ogni cambiamento di resistenza deve dare comunicazione al Capo dell'Amministrazione comunale entro 15 giorni dal cambiamento stesso. Chi contravviene a questa prescrizione è denunciato all'autorità giudiziaria e può essere condannato al pagamento di una ammenda.*

Potrà prender moglie senza alcuna autorizzazione delle autorità militari.

Trasferendo altrove la propria dimora abituale (residenza) egli sarà iscritto nella forza in congedo del distreto rispondente alla nuova residenza.

6. Il militare in congedo illimitato, avendo soddisfatto gli obblighi della ferma o essendo comunque esente dagli obblighi stessi, può espatriare liberamente, e cioè senza alcuna preventiva autorizzazione delle autorità militari. Se però, espatriando, trasferisce all'estero la sua residenza, è tenuto a darne comunicazione al distretto militare per mezzo del municipio, notificando il suo nuovo indirizzo.

Durante la permanenza all'estero dovrà tener sempre informato il Regio Console della sua dimora ed essere sempre pronto a tornare sotto le armi in caso di richiamo che comprenda i residenti all'estero.

Doveri del militare in congedo in caso di richiamo alle armi.

1. *Deve rispondere ai richiami alle armi:*

a) per mobilitazione;

b) per istruzione, per chiamata di controllo, o per altri motivi.

I richiami sono intimati mediante cartolina-precetto o manifesto.

In caso di richiamo alle armi.

2. Se gli è pervenuta la cartolina-precetto: deve firmare e restituire all'agente postale la parte che serve di ricevuta e presentarsi alle armi seguendo le prescrizioni contenute nell'altra parte della cartolina, che trattiene e dovrà portare con sè.

3. Se è stato pubblicato il manifesto: deve leggerlo attentamente perchè da esso conoscerà se la sua classe è richiamata o no.
Se la sua classe è richiamata alle armi:

a) deve presentarsi all'ente militare indicato nel manifesto, nel giorno, ora e località pure indicato nel manifesto;

b) deve portare con sè il foglio di congedo, il presente libretto ed il libretto personale militare e tutti gli altri eventuali documenti in suo possesso rilasciatigli dalle autorità militari (foglio di congedo, libretto di volo, tessere e brevetti di specializzazione ecc.).

c) in caso di richiamo le modalità relative ai viaggi, presentazioni, pagamenti d'indennità ecc., sono indicate nei vari documenti in possesso del militare (foglio di viaggio, preavviso personale di destinazione, cartolina-precetto);

d) il militare che si presenterà con oggetti di corredo (di tela, lana o cotone) e calzature in buone condizioni e che per foggia possono sostituire oggetti regolamentari del corredo militare, è autorizzato a servirsene, e riceverà anzi un compenso in denaro corrispondente al valore di ciascun oggetto *considerato come nuovo*, ai prezzi indicati dal « Nomenclatore dei servizi logistici » in vigore;

e) si atterrà alle particolari disposizioni indicate nel manifesto:

— nel caso che debba presentare alle autorità militari auto-mezzi, quadrupedi o carreggi precettati;

— nel caso si trovi, all'atto della mobilitazione, in un comune diverso da quello di abituale residenza.

4. *Il militare che fin dal tempo di pace abbia ricevuto da un'autorità militare* « un preavviso personale di destinazione », all'atto della mobilitazione deve presentarsi all'ente indicato nel preavviso stesso, qualunque sia la destinazione che il manifesto stabilisce per la sua classe e la sua arma, ed anche se la sua classe non sia fra quelle richiamate alle armi.

5. *Il militare che per infermità non possa assolutamente rispondere alla chiamata*, deve inviare al più presto al comando del distretto, e per mezzo delle autorità comunali, apposito certificato medico autenticato dal podestà e vistato dalle autorità militari locali o più vicine. Il certificato dovrà essere rinnovato ogni 10 giorni fino a conseguita guarigione, dopo di che dovrà senz'altro presentarsi alle armi.

6. *Nei Comuni minacciati di occupazione dal nemico prima che sia pubblicato il manifesto di richiamo e prima del giorno indicato per la presentazione*, tutti i militari di qualsiasi classe, che si trovano in congedo illimitato e abbiano ricevuto l'istruzione militare, devono raggiungere immediatamente il corpo o il distretto al più presto.

7. *Il militare comunque richiamato che, senza legittimo impedimento*, debitamente comprovato, ritarda a presentarsi, è dichiarato disertore.

In caso di richiamo per istruzione, per chiamata di controllo o per altri motivi.

Deve leggere attentamente la cartolina-precetto o il manifesto, dove troverà tutte le indicazioni relative al giorno e all'ente cui dovrà presentarsi. Se non si presenta sarà deferito all'autorità giudiziaria. Anche in questo caso deve portar seco il libretto personale militare, il foglio di congedo e tutti gli altri eventuali documenti in suo possesso rilasciatigli da autorità militari.

SPECCHIO MOD. 15.

Attività post-militare.

Nelle pagine seguenti a cura delle varie autorità competenti saranno registrati:

— eventuali richiami alle armi (loro specie e durata)

— chiamate e visite di controllo

— corsi post-militari vari

— appartenenza e servizi presso la M. V. S. N.

— speciali attitudini organizzative e di comando in relazione anche all'attività civile

— giudizio complessivo e annotazioni varie che, a parere dell'autorità compilatrice, possono giovare alla migliore utilizzazione dell'interessato in caso di mobilitazione

— eventuale riforma

— appartenenza e servizio presso la M. V. S. N.

. . . .

. . . .

. . . .

. . . .

. . . .

. . . .

. . . .

. . . .

. . . .

. . . .

. . . .

. . . .

. . . .

. . . .

Segue SPECCHIO MOD. 15.

Segue SPECCHIO MOD. 15.

Segue SPECCHIO MOD. 15.

Segue SPECCHIO MOD. 15.

Segue SPECCHIO MOD. 15.

. . . .

SPECCHIO MOD. 16.

ANNO 19 . . . . - X . . . .

(7ª visita obbligatoria all'atto del richiamo per istruzioni).

Malattie o traumi sofferti dopo l'invio in congedo illimitato . . . .

. . . .

. . . .

cure arie . . . .

ESAME OBBIETTIVO.

Condizioni generali (deficienti - mediocri - buone - ottime) . . . .

. . . .

. . . .

muscoli . . . .

polmoni . . . .

cuore . . . .

addome . . . .

ESAME ANTROPOMETRICO.

Statura in piedi m. . . . . .

perimetro toracico medio » . . . . . .

peso corporeo (nudo) Kg. . . . . . .

giudizio sul grado di robustezza (meno robusto - robusto)

consigli dati e note . . . .

. . . .

. . . .

. . . .

Data visita . . . . . li . . . . . 19 . . . X . . .

Il Sanitario (1):

. . . .

(1) Ufficiale medico comandato dal distretto militare.

SPECCHIO MOD. 17.

ANNO 19 . . . . - X . . .

(Visita eventuale in caso di richiamo alle armi)

Malattie o traumi sofferti dopo l'invio in congedo illimitato . . . .

. . . .

. . . .

cure varie . . . .

ESAME OBBIETTIVO.

Condizioni generali (deficienti - mediocri - buone - ottime) . . . .

. . . .

. . . .

muscoli . . . .

polmoni . . . .

cuore . . . .

addome . . . .

ESAME ANTROPOMETRICO.

Statura in piedi m. . . . . .

perimetro toracico medio » . . . . .

peso corporeo (nudo) Kg. . . . . .

giudizio sul grado di robustezza (meno robusto - robusto)

consigli dati e note . . . .

. . . .

. . . .

. . . .

. . . . . . li . . . . 19 . . . X . . .

Il Sanitario (1):

. . . .

(1) **Ufficiale** medico comandato dal distretto militare

LE LEGGI PER LA NAZIONE MILITARE

ISTRUZIONE PREMILITARE.

(Legge n. 2150 del 31 dicembre 1934-XIII).

Art. 1. — **Le funzioni di cittadino e di soldato sono inscindibili nello Stato Fascista.**

Art. 2. — **L'addestramento militare è parte integrale dell'educazione nazionale; ha inizio appena il fanciullo è in grado di apprendere, continua fino a quando il cittadino è in grado di impugnare le armi per la difesa della Patria.**

Art. 3. — **L'addestramento militare si svolge attraverso tre fasi:**

Prima fase: istruzione premilitare, col compito di provvedere alla preparazione spirituale, fisica e tecnico-militare del cittadino, nel periodo che precede la sua incorporazione nelle Forze armate;

Seconda fase: istruzione militare, col compito di perfezionare e completare il premilitare per formare un guerriero nella unità che lo inquadra;

Terza fase: istruzione postmilitare, col compito di mantenere il militare in congedo ad un livello addestrativo aggiornato ed adeguato al suo impiego in guerra.

Art. 6. — **L'istruzione premilitare è impartita con carattere continuativo, a tutti i giovani dall'anno in cui compiono l'ottavo di età alla chiamata alle armi. I casi di esenzione da tale obbligo saranno specificati dalle norme di cui al seguente articolo 12; tale istruzione comprende due periodi:**

— il 1° dal primo gennaio dell'anno in cui si compie l'ottavo di età alla data della leva fascista (che ha luogo nell'anno in cui si compie il diciottesimo di età);

— il 2° dalla data della leva fascista fino alla chiamata alle armi;

— il primo periodo compete all'O.N.B.;

— il secondo alla M.V.S.N. ed ai FF. GG. CC. ai quali è affidata la preparazione degli specialisti per le Forze armate (specie nei riguardi della marina e dell'aeronautica).

Art. 8. — **Il cittadino italiano iscritto nelle liste di leva e valido alle armi diventa soldato all'atto della leva fascista.**

Da quel giorno gli decorre l'obbligo del servizio militare, il quale termina il 31 dicembre dell'anno in cui compie il cinquantesimo di età, salvo, per gli ufficiali, i sottufficiali e i militari di truppa vincolati ad obblighi speciali, il disposto delle leggi che particolarmente li riguardano.

Il suddetto obbligo di servizio si soddisfa nel modo seguente:

a) dalla data della leva fascista all'atto della chiamata alle armi, nell'ambito delle organizzazioni del Regime;

b) dall'atto della chiamata alle armi, fino al compimento della ferma di leva, e, posteriormente, durante gli eventuali richiami per istruzione e per mobilitazione, nei quadri delle Forze armate (per la M.V.S.N., nei limiti di cui gli articoli 14 e 15 del testo unico della legge sul reclutamento del R. Esercito approvato con R. decreto 8 settembre 1932, n. 1332);

c) per il rimanente periodo di tempo in congedo illimitato, salvo gli obblighi derivanti dalle disposizioni di legge sulla istruzione postmilitare.

ISTRUZIONE POSTMILITARE.

(Legge n. 2151 del 31 dicembre 1934-XIII).

Art. 1. — L'istruzione postmilitare è obbligatoria per i sottufficiali e militari di truppa in congedo fino al compimento del trentaduesimo anno di età.
Sarà attuata gradatamente in relazione alle possibilità di istituzione di appositi corsi nelle singole località.

CULTURA MILITARE.

(Legge n. 2152 del 31 dicembre 1934-XIII, modificata dal R. decreto-legge 17 ottobre 1935-XIII, n. 1990).

Art. 1. — L'insegnamento della cultura militare, istituito con la legge 31 dicembre 1934-XIII, n. 2152, è impartito agli alunni maschi in tutte le classi degli Istituti d'istruzione media classica, scientifica, magistrale, tecnica, artistica e di avviamento professionale ed in un corso biennale presso le Università e gli Istituti d'istruzione superiore.
L'insegnamento è di tre gradi.
Quello di primo e quello di secondo grado sono impartiti negli Istituti d'istruzione media. Con decreto del Ministro per l'educazione nazionale sarà stabilito, per ciascun tipo di Istituto, in quali classi debba impartirsi l'insegnamento di primo grado e in quali quello di secondo.
L'insegnamento di terzo grado è impartito nelle Università e negli Istituti d'istruzione superiore.

Art. 2. — L'insegnamento della cultura militare si svolge in 30 ore complessive per ciascuno degli anni scolastici o accademici ed è impartito, per il primo grado, di regola, nel pomeriggio del sabato; per il secondo ed il terzo grado nei giorni e nelle ore che saranno fissate in relazione alle esigenze complessive dell'insegnamento delle varie discipline.

Art. 3. — L'insegnamento di primo grado mira allo scopo di fornire al giovane quelle nozioni elementari di cultura militare che nello Stato fascista sono doverose e necessarie a chi sia chiamato a disimpegnare funzioni di graduato e di specialista.
Tali nozioni si riferiscono a:

1° funzione e caratteri generali della guerra e dei fattori militari in ciascuno dei periodi storici che già rientrano nel regolare programma di insegnamento di ciascuno dei corsi frequentati dal giovane;

2° elementi pratici di organica militare — di armi e tiro — di tattica;

3° principali caratteri del terreno dal punto di vista militare: come si rappresenta il terreno, come si legge una carta topografica.
L'insegnamento di secondo grado mira allo scopo di fornire al giovane quelle nozioni di cultura militare che sono indispensabili a chi è chiamato a disimpegnare le funzioni di ufficiale di complemento.
Tali nozioni si riferiscono a:

1° influenza dell'invenzione delle armi da fuoco sugli ordinamenti politici e militari e sull'arte della guerra nel medio evo.
Caratteristiche delle moderne armi da fuoco e del tiro.
Gli ordinamenti militari italiani;

2° l'arte della guerra nell'età moderna.
Come sono armati e organizzati militarmente i principali Stati del mondo;

3° Napoleone - Campagne italiane del Risorgimento - La guerra mondiale e la funzione decisiva dell'intervento italiano.
Caratteri geografici militari dei nostri confini terrestri e marittimi in relazione alla difesa dello Stato.
L'arte del comando.
L'insegnamento di 3° grado (biennale) è impartito a chi ha il dovere, per le sue speciali doti di intelletto e di cultura (universitaria), di prestare ai fini militari la sua opera di capo, di organizzatore, di specializzato, e mira a completare nel giovane la preparazione tecnica militare.
Nel primo anno si studia la preparazione militare di uno Stato moderno con qualche cenno storico.
Nel secondo anno si studia come si inizia, si svolge, si risolve la guerra di oggi e si avviano i giovani alla specializzazione di arma.
Sulla base delle indicazioni contenute nel presente articolo, i programmi analitici per l'insegnamento saranno compilati a cura del Ministro per l'educazione nazionale, di concerto con i tre Ministeri militari e col concorso dell'Ispettorato generale per la preparazione premilitare e postmilitare della Nazione.

Art. 4. — I Ministeri della guerra, della marina, dell'aeronautica, il Comando generale della M.V.S.N., il Comando dei Fasci giovanili di combattimento, la Presidenza dell'Opera nazionale « Balilla » compilano e comunicano annualmente al Ministro per l'educazione nazionale, un elenco di ufficiali delle categorie in congedo o in servizio attivo permanente, idonei all'insegnamento della cultura militare, distintamente per ciascuno dei tre gradi dell'insegnamento stesso.
Il Ministro per l'educazione nazionale nomina i docenti, prescegliendoli fra gli ufficiali compresi negli elenchi suddetti.
Gli ufficiali incaricati dell'insegnamento passano, per quanto riguarda il loro compito didattico, alle dirette dipendenze del Ministero dell'educazione nazionale e, salvo casi eccezionali da rappresentare tempestivamente a detto Ministero, non possono essere distolti dal loro compito per altri incarichi.

Art. 5. — L'insegnamento della cultura militare costituisce — come ogni altro insegnamento — materia d'esame.
Gli incaricati dell'insegnamento fanno parte del corpo insegnante e intervengono ad ogni adunanza di esso, al pari degli altri insegnanti incaricati.
Gli alunni che, in sede di scrutinio o nella sessione estiva, siano stati riprovati nell'esame di cultura militare, sono ammessi agli esami di riparazione della sessione autunnale, ancorchè siano stati riprovati anche in altre due materie.

ASSOGGETTAMENTO ALLA LEGGE PENALE MILITARE ED ALLA GIURISDIZIONE MILITARE DEGLI OBBLIGATI AL SERVIZIO D'ISTRUZIONE PREMILITARE E POSTMILITARE

(*Legge n.* 1067 *del* 13 *giugno* 1935-XIII).

Art. 1. — I cittadini obbligati al servizio militare dall'atto della Leva Fascista del diciottesimo anno di età, a norma dell'art. 8 della legge 31 dicembre 1934, n. 2150, i quali omettono, senza giustificato motivo, di presentarsi per il servizio d'istruzione premilitare, sono puniti con l'ammenda da L. 20 a L. 500. In caso di recidiva nello stesso reato l'ammenda può essere aumentata fino al doppio.

La stessa pena si applica alle persone sopraindicate le quali, dopo essersi presentate per il servizio di istruzione premilitare, se ne allontanano, senza giustificato motivo, prima della regolare cessazione.

Si applica il carcere militare sino a sei mesi alle persone sopraindicate le quali omettono per tre volte consecutive, senza giustificato motivo, di presentarsi per il servizio d'istruzione premilitare, o che commettono il reato di cui al comma precedente dopo essere stato due volte condannato per il reato medesimo.

La pena dell'ammenda, non eseguita per insolvibilità del condannato, si converte nel carcere militare, calcolandosi 50 lire, o frazione di 50 lire, d'ammenda per un giorno di carcere.

Il condannato può sempre far cessare la pena sostituita pagando l'ammenda, dedotta la somma corrispondente alla durata della pena definitiva sofferta.

Al carcere militare può essere sostituita la prestazione di un'opera determinata a servizio dell'Amministrazione militare, ragguagliandosi due giorni di lavoro ad un giorno di carcere militare.

Art. 2. — I sottufficiali e militari di truppa, obbligati all'istruzione postmilitare a norma dell'art. 1 della legge 31 dicembre 1934, n. 2151, i quali omettono, senza giustificato motivo, di presentarsi per il servizio di istruzione postmilitare, sono puniti con l'ammenda da L. 50 a L. 1000. In caso di recidiva nello stesso reato l'ammenda può essere aumentata sino al doppio.

La stessa pena si applica alle persone indicate nel comma precedente, che dopo essersi presentate per il servizio d'istruzione postmilitare, se ne allontanano, senza giustificato motivo, prima della regolare cessazione.

Si applica il carcere militare sino a un anno ai sottufficiali e militari di truppa sopraindicati, i quali omettono per tre volte consecutive, senza giustificato motivo, di presentarsi per il servizio d'istruzione postmilitare, o che commettono il reato di cui al comma precedente dopo essere stati per due volte condannati per il reato medesimo.

In caso di condanna per alcuno dei reati di cui ai comma precedenti, si applicano le disposizioni del 3°, 4° e 5° capoverso dell'articolo precedente.

Art. 3. — Il padre o, in mancanza la madre, ovvero il tutore, che in qualsiasi modo impedisce od ostacola la presentazione del minore per il servizio dell'istruzione premilitare, è punito con l'ammenda da L. 50 a L. 500.

La disposizione precedente si applica anche ai direttori o presidi di istituti o convitti per i minori sottoposti alla loro direzione o vigilanza.

Se il fatto è commesso da un direttore di azienda ovvero da un datore di lavoro nei riguardi delle persone dipendenti, l'ammenda si applica anche nel caso in cui il direttore di azienda ovvero il datore di lavoro abbia impedito ovvero ostacolato la presentazione del dipendente per il servizio postmilitare.

Art. 4. — Fuori dei casi preveduti dai precedenti articoli 1 e 2, le persone ivi indicate sono soggette, come i militari del Regio esercito, alla legge penale militare, dal momento stabilito per la loro presentazione per la effettiva prestazione del servizio di istruzione, fino al momento stabilito per la regolare cessazione di esso.

La legge penale militare si applica altresì a tutti i militari istruttori ed alle altre persone che vi sono soggette, quando commettano, nel periodo indicato nel comma precedente, alcuno dei reati in essa preveduti contro o a danno degli obbligati all'istruzione premilitare e postmilitare.

Le precedenti disposizioni si applicano agli obbligati all'istruzione premilitare e postmilitare ed agli altri militari anche quando, fuori dal periodo indicato nel comma precedente, commettano, a causa del servizio d'istruzione premilitare e postmilitare, alcuno dei reati di insubordinazione o abuso di autorità.

Nei casi preveduti dai comma precedenti, la pena è diminuita da due a cinque gradi per le persone indicate nell'art. 1 e da uno a tre gradi per le persone indicate nell'art. 2; e quando, per la diminuzione di uno o più gradi della pena da infliggere, si dovrebbe discendere al disotto del minimo stabilito per il carcere militare, il giudice ha facoltà di sostituire alla pena una punizione disciplinare.

Art. 5. — Per i reati preveduti nei precedenti articoli 1, 2 e 4, e per quelli commessi nelle circostanze di cui all'art. 4, i colpevoli sono soggetti alla giurisdizione militare.

Per i reati preveduti dai medesimi articoli 1, 2 e 3, e per i reati per i quali il Codice penale dell'esercito stabilisce la pena del carcere militare, commessi dalle persone indicate nei precedenti articoli 1 e 2, si procede a richiesta dei comandanti di legione o di coorte autonoma della Milizia volontaria per la sicurezza nazionale o dei Fasci giovanili di combattimento o degli altri comandanti militari competenti a norma del regolamento.

Per i reati preveduti dai menzionati articoli 1, 2 e 3, punibili con l'ammenda, il giudice militare può, senza procedere al dibattimento, pronunciare la condanna con decreto, osservate le disposizioni del R. decreto 5 ottobre 1920, n. 1417.

Art. 6. — Il Governo del RE emanerà le norme concernenti l'assoggettamento delle persone di cui agli articoli 1 e 2 della presente legge alla disciplina militare, nei casi contemplati dalla legge stessa.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato:

MUSSOLINI.

REGIO DECRETO 2 marzo 1936-XIV, n. **609.**

Riconoscimento della personalità giuridica del Monastero delle Carmelitane Scalze, in Firenze.

N. 609. R. decreto 2 marzo 1936, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica del Monastero delle Carmelitane Scalze in Firenze, via dei Bruni, n. 12, e viene autorizzato il trasferimento a favore del Monastero anzidetto, di immobili del complessivo valore approssimativo di L. 82.000, da esso posseduti da epoca anteriore al Concordato con la Santa Sede, attualmente intestati a terzi.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.

Registrato alla Corte dei conti, addì 17 *aprile* 1936 - *Anno XIV*

REGIO DECRETO 9 marzo 1936-XIV, n. **610.**

Erezione in ente morale dell'Asilo infantile « Principe di Piemonte » con sede in Montecchio Maggiore.

N. 610. R. decreto 9 marzo 1936, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro per l'interno, l'Asilo infantile « Principe di Piemonte », con sede in Montecchio Maggiore, viene eretto in ente morale sotto l'amministrazione della Congregazione di carità e ne viene approvato il relativo statuto organico.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.

Registrato alla Corte dei conti, addì 18 *aprile* 1936 - *Anno XIV*

REGIO DECRETO 26 marzo 1936-XIV, n. **611.**

Erezione in ente morale della Fondazione « Pio Ricovero di fanciulle povere del dott. Francesco ed Emanuele Sagrini » in Fermo.

N. 611. R. decreto 26 marzo 1936, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Sato, Ministro per l'interno, la Fondazione « Pio Ricovero di fanciulle povere del dott. Francesco ed Emanuele Sagrini », in Fermo, viene eretta in ente morale con amministrazione provvisoria.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.

Registrato alla Corte dei conti, addì 22 *aprile* 1936 - *Anno XIV*

REGIO DECRETO 26 marzo 1936-XIV, n. **612.**

Autorizzazione al Ministro per le finanze ad accettare una donazione fatta allo Stato dal comune di Cherso.

N. 612. R. decreto 26 marzo 1936, col quale, sulla proposta del Ministro per le finanze, il Ministro proponente viene autorizzato ad accettare la donazione fatta allo Stato, dal comune di Cherso, di un appezzamento di terreno, costituito dalle particelle catastali p.t. 475/2 e p. e d. 339, formanti il corpo tavolare I della partita tavolare 1050 Caisole, su cui fu costruito l'edificio scolastico della frazione Caisole, giusta contratto stipulato in forma pubblica amministrativa in data 10 febbraio 1936-XIV nell'Ufficio comunale di Cherso.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.

Registrato alla Corte dei conti, addì 15 *aprile* 1936 - *Anno XIV*

DECRETO MINISTERIALE 15 aprile 1936-XIV.

Nomina del commissario governativo della Cassa rurale di Pravisdomini (Udine).

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E LE FORESTE

Veduta la legge 6 giugno 1932, n. 656, sull'ordinamento delle Casse rurali ed agrarie, modificata con la legge 25 gennaio 1934, n. 186;

Considerato che le presenti condizioni della Cassa rurale di Pravisdomini (Udine) rendono opportuno lo scioglimento del suo Consiglio di amministrazione e la nomina di un commissario governativo;

Veduta la lettera 5 febbraio 1936, n. 52742, di S. E. il Prefetto di Udine;

Decreta:

Il Consiglio di amministrazione della Cassa rurale di Pravisdomini (Udine) è sciolto e il sig. rag. Giuseppe Pellegrini di Zaccaria, è nominato commissario governativo della Cassa stessa con le attribuzioni di cui all'art. 20 della legge 6 giugno 1932, n. 656, modificato con la legge 25 gennaio 1934, n. 186.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 15 aprile 1936 - Anno XIV

Il Ministro: ROSSONI.

(1060)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLE CORPORAZIONI

UFFICIO DELLA PROPRIETÀ INTELLETTUALE.

Elenco n. 37 dei trasferimenti di privative industriali registrati nel 1935.

N. 13823 trascritto il 16 aprile 1934.

Trasferimento totale da Casimo Guido, a Firenze, alla Ditta Romeo Majoli e C., a Cannero (Como), della privativa industriale numero 327553, reg. gen.; con decorrenza dal 10 aprile 1933, per l'invenzione dal titolo:

« Spazzolino rotativo per detergere i denti ».

(Atto di cessione del 16 febbraio 1934, registrato il 20 febbraio 1934 all'ufficio demaniale di Milano, n. 1446, vol. 3515, atti privati).

N. 13824 trascritto il 10 gennaio 1934.

Trasferimento totale da Perona Giovanni, a Torino, alla Soc. An. Cambio Dux, a Torino, della privativa industriale n. 319294, reg. gen.; con decorrenza dal 17 dicembre 1932, per l'invenzione dal titolo:

« Comando del cambio di rapporto per velocipedi del tipo a rocchetti multipli e trasporto di catena ».

(Atto di cessione del 18 dicembre 1933, registrato il 27 dicembre 1933, all'ufficio demaniale di Torino, n. 23066, vol. 530, atti privati).

N. 13825 trascritto il 10 gennaio 1934.

Trasferimento totale da Perona Giovanni, a Torino, alla Soc. An. Cambio Dux, a Torino, della privativa industriale n. 316667, reg. gen.; con decorrenza dal 13 ottobre 1933, per l'invenzione dal titolo:

« Tendicatena a molla per velocipedi a più rapporti intercambiali in marcia ».

(Atto di cessione del 18 dicembre 1933, registrato il 27 dicembre 1933 all'ufficio demaniale di Torino, n. 23066, vol. 530, atti privati).

N. 13826 trascritto il 13 giugno 1934.

Trasferimento totale da Claisse Herbert Lefreve, a Londra, alla Gillette Safety Razor Co., a Boston Mass, della privativa industriale n. 309133, reg. gen.; con decorrenza dal 7 settembre 1932, per l'invenzione dal titolo:

« Perfezionamenti nella fabbricazione di lame per rasoi di sicurezza ».

(Atto di cessione del 14 marzo 1934, registrato il 23 aprile 1934 all'ufficio demaniale di Torino, n. 36696, vol. 532, atti privati).

N. 13827 trascritto il 23 giugno 1934.

Trasferimento totale da Borghino Feliciano, a Vigone, alla Soc. An. Brevetti Borghino S.A.B.B., a Vigone, della privativa industriale n. 307761 reg. gen.; con decorrenza dal 20 giugno 1932, per l'invenzione dal titolo:

« Perfezionamenti alle falciatrici ».

(Atto di cessione del 10 gennaio 1934, registrato il 13 gennaio 1934 all'ufficio demaniale di Pinerolo, n. 784, atti pubblici).

N. 13828 trascritto il 5 luglio 1934.

Trasferimento totale dalla Soc. des Etablissements Malicet e Blin, ad Aubervilliers-Seine alla S.té An.me del Roulements A' Aiguilles, a Parigi, della privativa industriale n. 317107 reg. gen.; con decorrenza dal 14 novembre 1933, per l'invenzione dal titolo:

« Perfezionamenti ai cuscinetti a rulli o ad aghi ».

(Atto di cessione del 20 giugno 1934, registrato il 4 luglio 1934 all'ufficio demaniale di Roma, n. 543, vol. 465, atti privati).

N. 13829 trascritto il 5 luglio 1934.

Trasferimento totale da Graham William Vass, Junior, a Glasgow (Scozia) alla Soc. An. Cucirini Cantoni Coats, a Milano, della privativa industriale n. 330335 reg. gen.; con decorrenza dal 28 febbraio 1934, per l'invenzione dal titolo:

« Sistema di collegamento ad aste articolate di piano di mobiletti per esposizione di oggetti ».

(Atto di cessione del 18 giugno 1934, registrato il 23 giugno 1934 all'ufficio demaniale di Milano, n. 81485, vol. 3538, atti privati).

N. 13830 trascritto il 12 luglio 1934.

Trasferimento totale da Cardwell Samuel Osvald e Bright e Galbraith Ltd., il 1° ad Hampton e la 2ª a Londra alla Bright e Galbraith Ltd., a Londra, della privativa industriale n. 304162 reg. gen.; con decorrenza dal 18 giugno 1931, per l'invenzione dal titolo:

« Dispositivo per il caricamento di autoveicoli da trasporto e per il relativo scaricamento ».

(Atto di cessione del 3 luglio 1934, registrato l'11 luglio 1934 all'ufficio demaniale di Roma, n. 1217, vol. 465, atti privati).

N. 13831 trascritto il 12 luglio 1934.

Trasferimento totale dalla « Chatillon » Soc. An. Italiana per la seta artificiale, a Milano, alla « Chatillon » Soc. An. Italiana per le Fibre Tessili Artificiali, a Milano, della privativa industriale n. 288283 reg. gen.; con decorrenza dal 29 marzo 1930, per l'invenzione dal titolo:

« Sistema perfezionato per la fabbricazione di filamenti di seta artificiale ».

(Cambiamento della denominazione sociale come da certificato del Consiglio Provinciale dell'Economia Corporativa di Milano del 6 dicembre 1933).

N. 13832 trascritto il 12 luglio 1934.

Trasferimento totale dalla « Chatillon » Soc. An. Italiana per le Fibre Tessili Artificiali, a Milano, alla Ruth-Aldo Co. Incorporated, a New York, della privativa industriale n. 288283 reg. gen.; con decorrenza dal 29 marzo 1930, per l'invenzione dal titolo:

« Sistema perfezionato per la fabbricazione di filamenti di seta artificiale ».

(Atto di cessione del 27 novembre 1933, registrato il 1° dicembre 1933, all'ufficio demaniale di Gallarate, n. 3524, vol. 101, atti privati).

N. 13833 trascritto l'11 luglio 1934.

Trasferimento totale da North Oliver Danson, Hug Percy Garibaldi e Scammell Lorries Ltd., a Londra, alla Scammell Lorries Ltd., a Londra, della privativa industriale n. 308205 reg. gen.; con decorrenza dal 23 luglio 1932, per l'invenzione dal titolo:

« Indicatore di perforature di cerchioni pneumatici mediante spostamento dell'asse di una ruota rispetto alla sua pressione normale ».

(Atto di cessione del 25 giugno 1934, registrato il 9 luglio 1934, all'ufficio demaniale di Roma, n. 1007, vol. 465, atti privati).

13834 trascritto il 18 luglio 1934.

Trasferimento totale da Belloni Alvaro Luigi, a Roma, a Prudenzano Raffaele, a Roma, della privativa industriale n. 326881 reg. gen.; con decorrenza dal 21 ottobre 1933, per l'invenzione dal titolo:

« Chiodo spaccato ad uno o più tagli ».

(Atto di cessione del 23 gennaio 1934, registrato il 10 febbraio 1934 all'ufficio demaniale di Roma, n. 26708, col. 459, atti privati).

N. 13835 trascritto il 19 luglio 1934.

Trasferimento totale da Jaegendorf Siegfried, a Vienna, alla « Licalit » Internationale Holzkohlen-Brikettierungs-Holding A. G., a St. Gallen (Svizzera), della privativa industriale n. 316637 reg. gen.; con decorrenza dal 30 settembre 1933, per l'invenzione dal titolo:

« Procedimento per la fabbricazione di pezzi formati o squadrati con carboni di legna ».

(Atto di cessione del 16 giugno 1934, registrato il 17 luglio 1934 all'ufficio demaniale di Roma, n. 2142, vol. 466, atti privati).

N. 13836 trascritto il 20 luglio 1934.

Trasferimento totale dalla Vogtländische Maschinenfabrik (vorm J. C. e H. Dietrich) A. G., a Plauen i. V. (Germania), alla Vomag-Betriebs A. G., a Plauen i. V. (Germania), della privativa industriale n. 313119 reg. gen.; con decorrenza dal 29 marzo 1933, per l'invenzione dal titolo:

« Dispositivo per la messa a punto dello spigolo tagliente di un trapano in senso trasversale al suo asse di rotazione, a mezzo di un apparecchio misuratore di precisione portato a contatto con lo spigolo tagliente ».

Atto di cessione del 27 aprile 1934, registrato il 18 luglio 1934 all'ufficio demaniale di Roma, n. 2307, vol. 466, atti privati).

N. 13837 trascritto il 20 luglio 1934.

Trasferimento totale dalla Vogtländische Maschinenfabrik (vorm. J. C. e H. Dietrich) A. G., a Plauen i. V. (Germania), alla Vomag-Betriebs A. G., a Plauen i. V. (Germania), della privativa industriale n. 313120 reg. gen.; con decorrenza dal 29 marzo 1933, per l'invenzione dal titolo:

« Comando idraulico con macchine utensili, specialmente per lavorazioni di precisione ».

(Atto di cessione del 27 aprile 1934, registrato il 18 luglio 1934 all'ufficio demaniale di Roma, n. 2307, vol. 466, atti privati).

N. 13838 trascritto il 20 luglio 1934.

Trasferimento totale dalla Humboldt-Deutzmotoren A. G., a Colonia Deutre, alla Robert Bosch A. G., a Stoccarda, della privativa industriale n. 289715 reg. gen.; con decorrenza dal 6 giugno 1930, per l'invenzione dal titolo:

« Dispositivo di regolazione a mano per motori Diesel da autoveicoli ».

(Atto di cessione del 18 marzo 1934, registrato il 9 giugno 1934, all'ufficio demaniale di Roma, n. 41483, vol. 464, atti privati).

N. 13839 trascritto il 20 luglio 1934.

Trasferimento totale dalla Motorenfabrik Deutz A. G., a Colonia Deutz, alla Humboldt-Deutzmotoren A. G., a Colonia Deutz, della privativa industriale n. 289715 reg. gen.; con decorrenza dal 6 maggio 1930, per l'invenzione dal titolo:

« Dispositivo di regolazione a mano per motori Diesel da autoveicoli ».

(Cambiamento della denominazione sociale come da certificato del 18 aprile 1934, registrato il 15 giugno 1934 all'ufficio demaniale di Roma, n. 26907, vol. 411, atti privati).

N. 13840 trascritto il 23 luglio 1934.

Trasferimento totale da Mc Kenna Philip Mowry, a Latrobe (S.U.A.), alla Vereinigte Edelstahl A. G., a Glarus (Svizzera), della privativa industriale n. 302312 reg. gen.; con decorrenza dal 26 ottobre 1931, per l'invenzione dal titolo:

« Nuova composizione di un materiale da usare per utensili da taglio e processo per ottenerla ».

(Atto di cessione del 21 giugno 1934, registrato il 19 luglio 1934 all'ufficio demaniale di Roma, n. 2404, vol. 466, atti privati).

N. 13841 trascritto il 23 luglio 1934.

Trasferimento totale dalla Asahi Kenshoku Kabushiki-Kaisha, ad Osaka (Giappone), alla Asahi Bemberg Kenski Kabushiki-Kaisha, ad Osaka (Giappone), della privativa industriale n. 297901 reg. gen.; con decorrenza dall'11 dicembre 1930, per l'invenzione dal titolo:

« Processo per ricuperare soda caustica dalla liscivia di rifiuto formatasi durante la preparazione della viscosa ».

(Per fusione di società come da certificato del 18 gennaio 1934 registrato il 19 luglio 1934 all'ufficio demaniale di Roma, n. 1207, vol. 412, atti privati).

N. 13842 trascritto l'11 luglio 1934.

Trasferimento totale da Zipfel Alphonse, a Lachen (Svizzera), a Aloisia Zipfel-Stählin, a Lachen (Svizzera), della privativa industriale n. 292379 reg. gen.; con decorrenza dal 4 settembre 1930, per l'invenzione dal titolo:

« Dispositivo guardafilo elettrico per catena in telai ».

(Per divisione di eredità come da certificato del 24 marzo 1934, registrato il 7 luglio 1934 all'ufficio demaniale di Milano, n. 1307, vol. 3541, atti privati).

N. 13843 trascritto l'11 luglio 1934.

Trasferimento totale da Zipfel Stählin Aloisia, a Lachen (Svizzera), alla A. Zipfel e Co. Soc. An., a Lachen (Svizzera), della privativa industriale n. 292379 reg. gen.; con decorrenza dal 4 settembre 1930, per l'invenzione dal titolo:

« Dispositivo guardafilo elettrico per catena in telai ».

(Atto di cessione del 1° maggio 1934, registrato il 22 giugno 1934 all'ufficio demaniale di Roma, n. 43415, vol. 464, atti privati).

N. 13844 trascritto il 16 luglio 1934.

Trasferimento totale da Berra Riccardo, a Biella, a Berra Amelia in Gilardino e Boggio Mafaldi, la 1ª a Cossila San Grato e il 2° a Biella, della privativa industriale n. 286971 reg. gen.; con decorrenza dal 5 febbraio 1930, per l'invenzione dal titolo:

« Cinghia di trasmissione in corda, senza giunzione, e macchina per la sua fabbricazione ».

(Per successione come da testamento olografo del 29 novembre 1930, registrato il 16 dicembre 1930 all'ufficio demaniale di Biella, n. 1321, vol. 17, atti pubblici).

N. 13845 trascritto il 16 luglio 1934.

Trasferimento totale da Berra Amelia in Gilardino e Boggio Mafaldi, la 1ª a Cossila San Grato e il 2° a Vercelli, a Blotto Baldo Bruno, a Biella, della privativa industriale n. 286971 reg. gen.; con decorrenza dal 5 febbraio 1930, per l'invenzione dal titolo:

« Cinghia di trasmissione in corda, senza giunzione, e macchina per la sua fabbricazione ».

(Atti di cessione del 16 maggio 1933 e del 16 giugno 1934, registrati il 2 giugno 1933 e 16 giugno 1934 all'ufficio demaniale di Biella, nn. 2528 e 2495, vol.mi 11 e 13 atti pubblici).

N. 13846 trascritto il 18 luglio 1934.

Trasferimento totale da Tamini Mario, a Milano, alla Fiat Soc. An., a Torino, dalla privativa industriale n. 317822 reg. gen.; con decorrenza dal 22 dicembre 1933, per l'invenzione dal titolo:

« Innovazione nei coperchi a chiusura automatica per recipienti contenenti materie da tener celate e rinchiuse ».

(Atto di cessione del 17 luglio 1934, registrato il 18 luglio 1934 all'ufficio demaniale di Torino, n. 1951, vol. 533, atti privati).

N. 13847 trascritto il 19 luglio 1934.

Trasferimento totale da Tamini Mario, a Milano, alla Fiat Soc. An., a Torino, della privativa industriale n. 316019 reg. gen.; con decorrenza dal 18 luglio 1933, per l'invenzione dal titolo:

« Sistema di raccolta, sgombero, trasporto e scarico delle immondizie delle case di città.

(Atto di cessione del 17 luglio 1934, registrato il 18 luglio 1934 all'ufficio demaniale di Torino, n. 1951, vol. 533, atti privati).

N. 13848 trascritto il 19 luglio 1934.

Trasferimento totale da Tamini Mario, a Milano, alla Fiat Soc. An., a Torino, della privativa industriale n. 228318 reg. gen.; vol. 582, n. 204 reg. att., con decorrenza dal 20 febbraio 1924, per l'invenzione dal titolo:

« Dispositivo per azionare mediante il motore dell'automobile, e con velocità diversa da questo, macchine qualsiasi su automobili con avviamento diretto dal motore ».

(Atto di cessione del 17 luglio 1934, registrato il 18 luglio 1934 all'ufficio demaniale di Torino, n. 1951, vol. 533, atti privati).

N. 13849 trascritto il 5 luglio 1934.
Trasferimento totale dalla Max Buchholz G. m. b. H., a Kassel, alla Walter Kidde e Co. Inc., a New York, della privativa industriale n. 297707 reg. gen.; con decorrenza dal 16 dicembre 1930, per l'invenzione dal titolo:
« Dispositivo per la segnalazione di un inizio d'incendio di un qualsiasi locale di un complesso di locali posti sotto il suo controllo ».
(Atto di cessione del 10 febbraio 1934, registrato il 21 giugno 1934, all'ufficio demaniale di Genova, n. 25895, vol. 671, atti privati).

N. 13850 trascritto il 5 luglio 1934.
Trasferimento totale da Buchholz Max, a Kassel, alla Walter Kidde e Co. Inc., a New York, della privativa industriale n. 286704 reg. gen.; con decorrenza dal 30 gennaio 1930, per l'invenzione dal titolo:
« Ponte colometrico per la misura della resistenza ».
(Atto di cessione del 10 febbraio 1934, registrato il 21 giugno 1934 all'ufficio demaniale di Genova, n. 25894, vol. 671, atti privati).

N. 13851 trascritto il 16 luglio 1934.
Trasferimento totale da Viola Furio, a Genova, alla Soc. An. A.C.I.E.R. (Acciai Costruzioni Impianti Elettrici Rappresentanze), a Genova, della privativa industriale n. 322548 reg. gen.; con decorrenza dal 20 maggio 1933, per l'invenzione dal titolo:
« Processo per l'estrazione del vanadio dalle ceneri di nafta e sua trasformazione in ferro vanadio ».
(Atto di cessione del 4 luglio 1934, registrato il 5 luglio 1934 all'ufficio demaniale di Genova, n. 223, vol. 671, atti privati).

N. 13852 trascritto il 16 luglio 1934.
Trasferimento totale da Viola Furio, a Genova, alla Soc. An. A.C.I.E.R. (Acciai Costruzioni Impianti Elettrici Rappresentanze), a Genova, della privativa industriale n. 319968 reg. gen.; per l'invenzione dal titolo:
« Procedimento di lavorazione delle ceneri e residui di combustione dei petroli greggi per estrarne, sotto diverse forme, il vanadio in essi contenuto ».
(Atto di cessione del 4 luglio 1934, registrato il 5 luglio 1934 all'ufficio demaniale di Genova, n. 224, vol. 671, atti privati).

N. 13853 trascritto il 21 luglio 1934.
Trasferimento totale da Gray Tom Frederick, a Manchester, alla Babcock e Wilcox Ltd., a Londra, della privativa industriale numero 265607 reg. gen.; con decorrenza dal 14 dicembre 1927, per l'invenzione dal titolo:
« Nuovo tipo di valvole per fluidi ».
(Atto di cessione del 28 marzo 1934, registrato il 18 luglio 1934 all'ufficio demaniale di Genova, n. 1146, vol. 671, atti privati.

N. 13854 trascritto il 21 luglio 1934.
Trasferimento totale da Gray Tom Frederick, Bolton Edgar Andrew e Victory Valves Ltd., ad Andswood, Stockport, alla Babcock e Wilcox Ltd., a Londra, della privativa industriale n. 294196 reg. gen.; con decorrenza dall'11 novembre 1930, per l'invenzione dal titolo:
« Perfezionamenti relativi a valvole per vapore, idrauliche e simili ».
Atto di cessione del 28 marzo 1934, registrato il 18 luglio 1934 all'ufficio demaniale di Genova, n. 1148, vol. 671, atti privati).

N. 13855 trascritto il 21 luglio 1934.
Trasferimento totale da Gray Tom Frederick, Bolton Edgar Andrew e Victory Valves Ltd., ad Andswood, Stockport, alla Babcock e Wilcox Ltd., a Londra, della privativa industriale n. 310977 reg. gen.; con decorrenza dal 22 marzo 1932, per l'invenzione dal titolo:
« Perfezionamenti nelle valvole per vapore, idrauliche e simili, con nuovo tipo di portelle di visita ».
Atto di cessione del 28 marzo 1934, registrato il 18 luglio 1934 all'ufficio demaniale di Genova, n. 1148, vol. 671, atti privati).

N. 13856 trascritto il 21 luglio 1934.
Trasferimento totale da Gray Tom Frederick, Bolton Edgar Andrew e Victory Valves Ltd., ad Andswood, Stockport, alla Babcock e Wilcox Ltd., a Londra, della privativa industriale n. 305845 reg. gen.; con decorrenza dal 22 marzo 1932, per l'invenzione dal titolo:
« Nuovo tipo di dischi-valvole per valvole a saracinesca ».
Atto di cessione del 28 marzo 1934, registrato il 18 luglio 1934 all'ufficio demaniale di Genova, n. 1148, vol. 671, atti privati).

N. 13857 trascritto il 2 agosto 1934.
Trasferimento totale dalla Glockenstahlwerke A. G. vorm. Rich. Lindenberg, a Remscheid - Hasten, alla Deutsche Edelstaklwerke A. G., a Krefeld, della privativa industriale n. 232452 reg. gen.; vol. 627, n. 202 reg. att., con decorrenza dal 16 luglio 1924, per l'invenzione dal titolo:
« Acciaio speciale ».
(Atto di cessione del 9 luglio 1934, registrato il 30 luglio 1934 all'ufficio demaniale di Roma, n. 4105, vol. 466, atti privati).

N. 13858 trascritto il 6 agosto 1934.
Trasferimento totale da Acerbi Umberto, a Genova, all'« Ansaldo » Soc. An., a Genova Cornigliano, della privativa industriale n. 318120 reg. gen.; con decorrenza dal 22 dicembre 1933, per l'invenzione dal titolo:
« Indicatore elettrico a distanza dei giri di un organo a movimento ».
(Atto di cessione del 17 luglio 1934, registrato il 20 luglio 1934 all'ufficio demaniale di Sampierdarena, n. 265, vol. 101, atti privati).

N. 13859 trascritto il 22 agosto 1934.
Trasferimento totale alla C. F. Burgess Laboratories Inc., a Madison, Wisconsin, alla Carbide and Carbon Chemicals Corporation, a New York, della privativa industriale n. 303276 reg. gen.; con decorrenza dal 12 agosto 1931, per l'invenzione dal titolo:
« Nuovi derivati di idrati di carbonio o carboidrati, specialmente derivati della cellulosa, e metodi per produrli ».
(Atto di cessione del 16 luglio 1934, registrato il 18 agosto 1934 all'ufficio demaniale di Roma, n. 5586, vol. 467, atti privati).

N. 13860 trascritto il 24 agosto 1934.
Trasferimento totale dalla Deutsche Gasglühlicht-Auer G. m. b. H., a Berlino, alla Degea A. G. (Auergesellschaft), a Berlino, della privativa industriale n. 193932 reg. gen.; vol. 552, n. 132 reg. att., con decorrenza dal 27 dicembre 1920, per l'invenzione dal titolo:
« Dispositivo per respirare con sorgente di gas alimentatore, sacchetto di respirazione e valvola di riduzione ».
(Atto di cessione del 28 luglio 1934, registrato il 18 agosto 1934 all'ufficio demaniale di Roma, n. 5585, vol. 467, atti privati.

N. 13861 trascritto il 27 agosto 1934.
Trasferimento totale dalla Deutsche Gasglühlicht-Auer G. m. b. H., a Berlino, alla Degea A. G. (Auergesellschaft), a Berlino, della privativa industriale n. 238605 reg. gen.; vol. 688, n. 26, reg. att., con decorrenza dal 14 aprile 1925, per l'invenzione dal titolo:
« Valvola di distribuzione ad alta pressione per apparecchi respiratori, destinata a regolare automaticamente l'adduzione del gas per la respirazione in corrispondenza al fabbisogno dei polmoni ».
e dell'attestato di complemento n. 251871 reg. gen.
(Atto di cessione del 28 luglio 1934, registrato il 18 agosto 1934 all'ufficio demaniale di Roma, n. 5585, vol. 467, atti privati).

N. 13862 trascritto il 30 agosto 1934.
Trasferimento totale da Mannebah Friedrich, a Dessau alla Junkers-Flugzeugwerk A. G., a Dessau, della privativa industriale numero 322960 reg. gen.; con decorrenza dal 21 febbraio 1933, per l'invenzione dal titolo:
« Sistema di installazione di armi da fuoco in velivoli destinati ai voli ad alte quote ».
(Atto di cessione del 19 giugno 1934, registrato il 28 agosto 1934 all'ufficio demaniale di Roma, n. 6369, vol. 647, atti privati).

N. 13863 trascritto il 30 agosto 1934.
Trasferimento totale dalla The De Lavaud Holdings Corp. Ltd., in liquidazione, a Londra, a Powell Francis Edward, a Londra della privativa industriale n. 280118 reg. gen.; con decorrenza dal 26 gennaio 1929, per l'invenzione dal titolo:
« Perfezionamenti nei veicoli automobili a quattro ruote indipendenti ».
(Atto di cessione del 18 dicembre 1933, come da certificato del 23 luglio 1934, registrato il 24 agosto 1934 all'ufficio demaniale di Roma, n. 3300, vol. 413, atti privati).

N. 13864 trascritto il 30 agosto 1934.
Trasferimento totale da Powell Francis Edward, a Londra, a De Lavaud Dimitri Sensaud, a Parigi, della privativa industriale numero 280118 reg. gen.; con decorrenza dal 26 gennaio 1929, per l'invenzione dal titolo:
« Perfezionamenti nei veicoli automobili a quattro ruote indipendenti ».
(Atto di cessione del 1° aprile 1934, come da certificato del 23 luglio 1934, registrato il 24 agosto 1934 all'ufficio demaniale di Roma, n. 3300, vol. 413, atti privati).

N. 13865 trascritto il 30 agosto 1934.
Trasferimento totale da De Lavaud Dimitri Sensaud, a Parigi, alla Daimler-Benz A. G., a Stoccarda, della privativa industriale numero 280118 reg. gen.; con decorrenza dal 26 gennaio 1929, per l'invenzione dal titolo:
« Perfezionamenti nei veicoli automobili a quattro ruote indipendenti ».
(Atto di cessione del 24 giugno 1934, registrato il 17 agosto 1934 all'ufficio demaniale di Roma, n. 5536, vol. 647, atti privati).

N. 13866 trascritto il 10 agosto 1934.
Trasferimento totale da Finzi Dante, a Milano, alla « Montecatini » Soc. Gen.le per l'Industria Mineraria ed Agricola, a Milano, della privativa industriale n. 326967 reg. gen.; con decorrenza dal 30 maggio 1933, per l'invenzione dal titolo:
« Macchina a sistema pneumatico per travaso di liquidi a dosi costanti ».
(Atto di cessione del 25 luglio 1934, registrato il 27 luglio 1934 all'ufficio demaniale di Milano, n. 187, vol. 3515, atti privati).

N. 13867 trascritto il 20 dicembre 1933.
Licenza esclusiva per la Lombardia e l'Emilia da Curti Luigi, a Milano, alla Soc. An. Costruzioni Ing. Andreotti e C., a Cremona, della privativa industriale n. 323641 reg. gen.; con decorrenza dal 27 ottobre 1932, per l'invenzione dal titolo:
« Apparecchiatura per la fabbricazione meccanica di piastrelle di cemento e simili e del completivo n. 328766 reg. gen.
(Atto di cessione del 4 luglio 1933, registrato il 5 luglio 1933 all'ufficio demaniale di Cremona, n. 107, vol. 163 atti privati).

N. 13868 trascritto il 22 agosto 1934.
Trasferimento totale ad eccezione delle Provincie: Lombardia, Emilia, e Piemonte, da Curti Luigi, a Milano, alla Ditta C. Acquistapace, a Milano, della privativa industriale n. 323641 reg. gen.; con decorrenza dal 27 ottobre 1932, per l'invenzione dal titolo:
« Apparecchiatura per la fabbricazione meccanica di piastrelle di cemento e simili » e dello attestato di complemento n. 328766 reg. gen.
(Verbale di vendita giudiziaria del 22 giugno 1934, registrato il 23 giugno 1934 all'ufficio demaniale di Milano, n. 81371, vol. 3538, atti privati).

N. 13869 trascritto il 6 agosto 1934.
Trasferimento totale da Verhave Thomas Hermanus, senior, a Delft (Olanda), alla N. V. Nederlandsche Gist-en Spiritusfabriek, a Delft della privativa industriale n. 280823 reg. gen.; con decorrenza dal 1° luglio 1929, per l'invenzione dal titolo:
« Processo per la preparazione di glicole-butilenico 2:3 ».
(Atto di cessione dal 1° febbraio 1931, registrato il 2 agosto 1934 all'ufficio demaniale di Torino, n. 4056, vol. 533, atti privati).

N. 13870 trascritto il 6 agosto 1934.
Trasferimento totale da Verhave Thomas Hermanus, senior, a Delft (Olanda), alla N. V. Nederlandsche Gist-en Spiritusfabriek, a Delft (Olanda) della privativa industriale n. 282999 reg. gen.; con decorrenza dal 1° luglio 1929, per l'invenzione dal titolo:
« Processo per la preparazione di carbinolo acitil-metilico ».
(Atto di cessione del 1° aprile 1931, registrato il 2 agosto 1934 all'ufficio demaniale di Torino, n. 4057, vol. 533, atti privati).

N. 13871 trascritto il 6 agosto 1934.
Trasferimento totale da Buscher Harold, a New York, alla International Business Machines Corparation, a New Yok, della privativa industriale n. 316134 reg. gen.; con decorrenza dal 25 agosto 1933, per l'invenzione dal titolo:
« Dispositivo per la produzione di scontrini ».
(Atto di cessione del 25 giugno 1934, registrato il 28 luglio 1934 all'ufficio demaniale di Torino, n. 3455, vol. 533, atti privati).

N. 13872 trascritto il 30 agosto 1934.
Trasferimento totale da Bongiovanni Luca, a Torino, alla Soc. An. Aviotecnica Italiana, a Milano, della privativa industriale numero 315919 reg. gen.; con decorrenza dall'11 agosto 1933, per l'invenzione dal titolo:
« Meccanismo per l'inversione delle eliche da aeromobili durante la marcia ».
(Atto di cessione del 21 agosto 1934, registrato il 24 agosto 1934 all'ufficio demaniale di Torino, n 6703, vol. 534, atti privati).

Roma, dicembre 1935-XIV

(1061) *Il direttore*: ARISTIDE ZENGARINI.

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

Media dei cambi e dei titoli del 22 aprile 1936-XIV - N. 91.

21 aprile 1936-XIV, borse chiuse.

S. U. A. (Dollaro)	12,68	Olanda (Fiorino)	8,6058
Inghilterra (Sterlina)	62,68	Polonia (Zloty)	238,50
Francia (Franco)	83,50	Spagna (Peseta)	170,62
Svizzera (Franco)	413,25	Svezia (Corona)	3,0793
Argentina (Peso carta)	3,49	Rendita 3,50 % (1906)	76,95
Austria (Shilling)	2,37	Id. 3,50 % (1902)	72,95
Belgio (Belga)	2,1465	Id. 3 % lordo	54,80
Canadà (Dollaro)	12,61	Prest. redim. 3,50 % - 1934	76,40
Cecoslovacchia (Corona)	52,47	Obbl. Venezie 3,50 %	88,30
Danimarca (Corona)	2,8025	Buoni nov. 5 % - Scad. 1940	99,15
Germania (Reichsmark)	5,0968	Id. id. 5 % - Id. 1941	99,25
Grecia (Dracma)	11,50	Id. id. 4 % - Id. 15-2-43	90 —
Jugoslavia (Dinaro)	28,19	Id. id. 4 % - Id. 15-12-43	89,875
Norvegia (Corona)	3,0021	Id. id. 5 % - Id. 1944	94,55

CONCORSI

MINISTERO DELL'EDUCAZIONE NAZIONALE

Concorso a n. 110 posti di alunno d'ordine (gruppo C, grado 13°) nei Regi provveditorati agli studi.

IL MINISTRO PER L'EDUCAZIONE NAZIONALE

Veduto il R. decreto 11 novembre 1923-II, n. 2395, e le successive norme integrative, esecutive ed interpretative;
Veduto il R. decreto 30 dicembre 1923-II, n. 2960, e le successive modificazioni;
Veduto il regolamento per il personale dell'Amministrazione centrale dell'educazione nazionale e dei Regi provveditorati agli studi, approvato con R. decreto 15 dicembre 1932-XI, n. 1821;
Veduto il R. decreto-legge 9 marzo 1936-XIV, n. 400;

Decreta:

Art. 1. — E' indetto un concorso, per esami, a 110 posti di alunno d'ordine (gruppo *C*, grado 13°) nel ruolo del personale d'ordine dei Regi provveditorati agli studi.

Art. 2. — Al suddetto concorso può prendere parte, qualunque sia l'età, purchè abbia compiuto il 18° anno alla data del presente decreto, e previo parere favorevole del Consiglio di amministrazione del Ministero dell'educazione nazionale, il personale subalterno di ruolo e il personale comunque non di ruolo in servizio, alla data del 9 marzo 1936-XIV, in qualsiasi Amministrazione dello Stato, con mansioni del gruppo *C*.

Art. 3. — Le domande di ammissione al concorso redatte su carta da bollo da L. 6, e corredate di tutti i documenti prescritti, dovranno pervenire al Ministero dell'educazione nazionale (Direzione generale delle accademie, delle biblioteche, degli affari generali e del personale) per il tramite dell'Amministrazione da cui i candidati dipendono entro il termine di trenta giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Le domande che perverranno dopo il termine suddetto non saranno prese in considerazione.

Nel trasmettere le domande le Amministrazioni dovranno unirvi:
a) per il personale di ruolo, una copia dello stato di servizio;
b) per il personale non di ruolo, un'attestazione da cui risulti che il concorrente è in servizio, indicando da quale data e precisando la qualifica;
c) in entrambi i casi previsti nelle precedenti lettere *a*) e *b*), un rapporto nel quale siano precisate le mansioni che il concorrente esercitava alla data del 9 marzo 1936-XIV, e in cui siano date informazioni riservate sulle attitudini dimostrate nel disimpegno delle mansioni stesse e sulla condotta.

Le domande dovranno essere sottoscritte dai concorrenti, con l'indicazione del cognome, del nome, della paternità, del luogo di nascita, del domicilio e del loro preciso recapito e contenere la elencazione dei singoli documenti allegati.

Nelle domande stesse i concorrenti dovranno dichiarare se abbiano preso parte ad altri concorsi per posti di alunno d'ordine nei Regi provveditorati agli studi ed eventualmente indicare a quali.

I concorrenti che risiedano nelle Colonie italiane avranno facoltà di presentare, nel termine suddetto, la sola domanda, salvo a produrre successivamente, ma non oltre dieci giorni prima dell'inizio delle prove di esame, i documenti.

Art. 4. — A corredo delle domande dovranno essere allegati i seguenti documenti:

a) certificato del competente segretario federale dei Fasci di combattimento, comprovante la sua appartenenza ai Fasci stessi o ai Gruppi universitari fascisti o ai Fasci giovanili o ai Fasci femminili.

Da tale certificato deve risultare l'anno, il mese e il giorno dell'iscrizione.

Per gli italiani non regnicoli è richiesta la iscrizione ai Fasci all'estero, che dovrà essere comprovata mediante certificato firmato personalmente dal segretario del Fascio all'estero, in cui è inscritto il candidato, ovvero dal Segretario generale dei Fasci degli italiani all'estero, e vistato, per ratifica, dal Segretario o da uno dei due Vice-segretari del Partito Nazionale Fascista.

Qualora il candidato appartenga ai Fasci di combattimento da data anteriore al 28 ottobre 1922, dovrà darne la dimostrazione con certificato da rilasciarsi personalmente dal segretario federale. Detto certificato dovrà contenere, oltre all'indicazione dell'anno, del mese e del giorno della effettiva iscrizione ai Fasci di combattimento, l'attestazione che la iscrizione stessa non è stata mai interrotta e che tuttora perdura; il certificato dovrà inoltre essere vistato dal Segretario o da uno dei due Vice-segretari del Partito Nazionale Fascista, oppure dal Segretario amministrativo del Partito stesso;
b) estratto dell'atto di nascita;
c) titoli di studio posseduti dal concorrente;

d) certificato dal quale risulti che il candidato è cittadino italiano e gode dei diritti politici. Sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani non regnicoli e coloro per i quali tale equiparazione sia stata riconosciuta in virtù di decreto Reale;

e) certificato medico, da rilasciarsi da un medico provinciale o militare od anche dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, dal quale risulti che l'aspirante è di costituzione sana e robusta e comunque immune da difetti, imperfezioni o malattie che possano menomarne l'idoneità al servizio.

I candidati invalidi di guerra o per la causa fascista o per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale produrranno il certificato, da rilasciarsi dall'autorità sanitaria di cui all'art. 14, n. 3, del R. decreto 29 gennaio 1922, n. 92, nella forma prescritta dall'art. 15 del Regio decreto medesimo.

L'Amministrazione potrà sottoporre eventualmente i candidati alla visita di un sanitario di sua fiducia;

f) certificato generale rilasciato dal competente ufficio del casellario giudiziale;

g) certificato di regolare condotta morale, civile e politica da rilasciarsi dal podestà del Comune ove l'aspirante risiede almeno da un anno e, in caso di residenza per un tempo minore, altro certificato del podestà della precedente residenza entro l'anno;

h) copia dello stato di servizio militare o del foglio matricolare se il concorrente abbia prestato servizio militare, oppure, in caso negativo, certificato dell'esito di leva o d'iscrizione nelle liste di leva.

Coloro che siano reduci di guerra sono tenuti ad allegare alla copia dello stato di servizio o del foglio matricolare militare, la prescritta dichiarazione integrativa attestante la durata del servizio prestato in reparti combattenti alla dipendenza del Comando Supremo e le eventuali benemerenze di guerra;

i) fotografia recente del concorrente, con la firma autenticata dal podestà o da un notaio, a meno che il concorrente stesso sia provvisto di libretto ferroviario personale o di altro documento con fotografia e firma autentica rilasciato da un'Amministrazione statale: nel qual caso dovrà farne dichiarazione nella domanda;

l) stato di famiglia, da presentarsi soltanto dai coniugati con o senza prole e dai vedovi con prole;

m) gli aspiranti feriti per la causa fascista e quelli che parteciparono alla Marcia su Roma, purchè inscritti senza interruzione ai Fasci di combattimento rispettivamente dalla data dell'evento che fu causa della ferita o da data anteriore al 28 ottobre 1922, produrranno i relativi brevetti.

I mutilati e invalidi di guerra o per la causa fascista o per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale, gli orfani e congiunti di caduti in guerra o per la causa fascista o per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale, i figli degli invalidi di guerra o degli invalidi per la causa fascista o per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale, dovranno comprovare la loro qualità mediante certificato da rilasciarsi dalle autorità competenti.

Art. 5. — I documenti che corredano la domanda dovranno essere conformi alle prescrizioni della legge sul bollo ed essere muniti delle occorrenti vidimazioni e legalizzazioni.

La legalizzazione delle firme da parte del presidente del Tribunale o del Prefetto non occorre per i certificati rilasciati o vidimati dal Governatore di Roma.

I documenti di cui alle lettere d), e), f) e g) non saranno accettati se risultino rilasciati più di tre mesi prima della data del presente decreto.

Sono dispensati dalla presentazione del documento indicato alla lettera a) i mutilati ed invalidi di guerra nonchè gli invalidi per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale; dalla presentazione del documento indicato alla lettera d) gli italiani non regnicoli; dalla presentazione dei documenti di cui alle lettere d), e), f) e g) i concorrenti che siano agenti di ruolo.

Non sono ammessi riferimenti a documenti prodotti per altri concorsi, salvo che si tratti di concorsi banditi in pari data del presente per posti nei ruoli degli stessi Regi provveditorati agli studi.

Art. 6. — L'ammissione al concorso potrà essere negata con decreto, non motivato ed insindacabile, del Ministro per l'educazione nazionale, ai sensi dell'art. 1, comma ultimo, del R. decreto 30 dicembre 1923-II, n. 2960.

Non sono ammessi al concorso coloro che per due volte non abbiano conseguita l'idoneità nell'esame di concorso a posti di alunno d'ordine nei Regi provveditorati agli studi.

Art. 7. — L'esame di concorso consterà di due prove scritte e di una prova orale, le quali avranno luogo in Roma.

Le prove scritte si svolgeranno nei giorni e nei locali che verranno indicati con apposito avviso, il quale sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno nonchè nel Bollettino ufficiale (parte II) e nell'albo del Ministero dell'educazione nazionale.

Le due prove scritte saranno:

a) componimento in lingua italiana (da servire anche come prova di calligrafia);

b) saggio di dattilografia.

Ai concorrenti saranno assegnate cinque ore per la prova scritta di cui alla lettera a).

La prova orale avrà per oggetto le seguenti materie:

a) nozioni della storia d'Italia dal 1700 ad oggi;

b) elementi di geografia dell'Europa in generale e dell'Italia in particolare;

c) nozioni sull'ordinamento amministrativo e corporativo dello Stato e nozioni elementari di statistica.

La Commissione giudicatrice avrà facoltà di interrogare i concorrenti sugli argomenti da essi trattati nelle prove scritte.

Art. 8. — La Commissione giudicatrice del concorso sarà composta ai sensi dell'art. 5, lettera c), del regolamento approvato con R. decreto 15 dicembre 1932-XI, n. 1821.

Per quanto riguarda lo svolgimento degli esami e le votazioni prescritte perchè si intendano superati gli esami stessi, si osserveranno le disposizioni contenute nel capo VI del R. decreto 30 dicembre 1923-II, n 2960.

Art. 9. — La graduatoria dei vincitori del concorso, da pubblicarsi nel Bollettino ufficiale del Ministero, sarà formata secondo l'ordine dei punti riportati nella votazione complessiva.

In caso di parità di merito saranno osservate le disposizioni dell'art. 1 del R. decreto-legge 5 luglio 1934-XII, n. 1176, integrato dal R. decreto-legge 2 dicembre 1935-XIV, n. 2111.

Non più di metà dei posti messi a concorso con il presente decreto potrà essere conferito alle donne.

Per l'assegnazione di posti agli idonei che risultino invalidi di guerra o per la causa fascista, agli ex combattenti, ai legionari fiumani, agli inscritti al Partito Nazionale Fascista da data anteriore al 28 ottobre 1922, ai feriti per la causa fascista, agli orfani di guerra o dei caduti per la causa fascista, agli invalidi e agli orfani di caduti per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale, si osserveranno le disposizioni contenute rispettivamente nell'art. 8 della legge 21 agosto 1921, n. 1312, e successive estensioni, nell'art. 13 del R. decreto-legge 3 gennaio 1926-IV, n. 48, nell'art. 16 del R. decreto-legge 30 ottobre 1924-III, n. 1842, negli articoli 8 e 10 del R. decreto-legge 13 dicembre 1933-XII, n. 1706, nelle leggi 26 luglio 1929-VII, n. 1397, e 12 giugno 1931-IX, n. 777, e nel R. decreto-legge 2 dicembre 1935-XIV, n. 2111.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 5 aprile 1936 - Anno XIV

Il Ministro: DE VECCHI DI VAL CISMON.

(1066)

MINISTERO DELL'EDUCAZIONE NAZIONALE

Concorso a n. 219 posti di alunno d'ordine in prova (gruppo C) nei Regi provveditorati agli studi.

IL MINISTRO PER L'EDUCAZIONE NAZIONALE

Veduto il R. decreto 11 novembre 1923-II, n. 2395, e le successive norme integrative, esecutive ed interpretative;

Veduto il R. decreto 30 dicembre 1923-II, n. 2960, e le successive modificazioni;

Veduto il regolamento per il personale dell'Amministrazione centrale dell'educazione nazionale e dei Regi provveditorati agli studi, approvato con R. decreto 15 dicembre 1932-XI, n. 1821;

Veduto il R. decreto-legge 28 novembre 1933-XII, n. 1554;

Veduto il R. decreto-legge 9 marzo 1936-XIV, n. 400;

Decreta:

Art. 1. — E' indetto un concorso, per esami, a 219 posti di alunno d'ordine in prova nel ruolo del personale d'ordine (gruppo C) dei Regi provveditorati agli studi.

Art. 2. — Al suddetto concorso possono prendere parte coloro che siano muniti del diploma di ammissione ai corsi superiori dell'istituto tecnico o dell'istituto magistrale, al liceo scientifico, al ginnasio superiore, conseguito in un Istituto Regio o pareggiato, oppure del diploma di licenza di scuola secondaria di avviamento professionale, Regia o pareggiata. Sono altresì validi i diplomi di licenza tecnica o complementare o di licenza da scuola professionale di secondo grado, conseguiti ai termini dei precedenti ordinamenti scolastici in una scuola Regia o pareggiata.

Dal concorso sono escluse le donne.

I concorrenti debbono, alla data del presente decreto, aver compiuto l'età di anni 18 e non superato quella di anni 30.

Per gli aspiranti, però, che abbiano prestato servizio militare durante la guerra 1915-18 o che siano stati imbarcati su navi mercantili in sostituzione del servizio militare durante la guerra 1915-18, il limite massimo di età è elevato ad anni 35, e per gli invalidi di guerra, gli invalidi per la causa fascista, gli invalidi per la difesa

delle Colonie dell'Africa Orientale, i decorati al valor militare e coloro che abbiano conseguito promozioni per merito di guerra, ad anni 39.

Inoltre, per coloro che risultino regolarmente inscritti al Partito Nazionale Fascista, senza interruzione, da data anteriore al 28 ottobre 1922 e per i feriti fascisti che risultino inscritti ininterrottamente al Partito Nazionale Fascista dalla data dell'evento che fu causa della ferita, i suddetti limiti massimi di età sono aumentati di quattro anni.

Potranno partecipare al concorso senza limiti di età coloro che appartengano al personale civile di ruolo delle Amministrazioni dello Stato.

Art. 3. — Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo da L. 6, e corredate di tutti i documenti prescritti, dovranno pervenire direttamente al Ministero dell'educazione nazionale (Direzione generale delle accademie, delle biblioteche, degli affari generali e del personale) entro il termine di 60 giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Le domande dovranno essere sottoscritte dai concorrenti, con l'indicazione del cognome, del nome, della paternità, del luogo di nascita, del domicilio e del loro preciso recapito e contenere la elencazione dei singoli documenti allegati.

Nelle domande stesse i concorrenti dovranno dichiarare se abbiano preso parte ad altri concorsi per posti di alunno d'ordine nei Regi provveditorati agli studi ed eventualmente indicare a quali.

I concorrenti che risiedano nelle Colonie italiane avranno facoltà di presentare, nel termine suddetto, la sola domanda, salvo a produrre successivamente, ma non oltre 10 giorni prima dell'inizio delle prove di esame, i documenti.

Art. 4. — A corredo delle domande dovranno essere allegati i seguenti documenti:

a) certificato del competente segretario federale dei Fasci di combattimento, comprovante, a seconda dell'età del concorrente, la sua appartenenza ai Fasci stessi o ai Gruppi universitari fascisti o ai Fasci giovanili.

Da tale certificato deve risultare l'anno, il mese e il giorno dell'iscrizione.

Per gli italiani non regnicoli è richiesta la iscrizione ai Fasci all'estero, che dovrà essere comprovata mediante certificato firmato personalmente dal segretario del Fascio all'estero, in cui è inscritto il candidato, ovvero dal Segretario generale dei Fasci degli italiani all'estero, e vistato, per ratifica, dal Segretario o da uno dei due Vice-segretari del Partito Nazionale Fascista.

Qualora il candidato appartenga ai Fasci di combattimento da data anteriore al 28 ottobre 1922, dovrà darne la dimostrazione con certificato da rilasciarsi personalmente dal segretario federale. Detto certificato dovrà contenere, oltre all'indicazione dell'anno, del mese e del giorno della effettiva iscrizione ai Fasci di combattimento, l'attestazione che la iscrizione stessa non è stata mai interrotta e che tuttora perdura; il certificato dovrà inoltre essere vistato dal Segretario o da uno dei due Vice-segretari del Partito Nazionale Fascista, oppure dal Segretario amministrativo del Partito stesso;

b) estratto dell'atto di nascita;

c) diploma originale, o copia notarile autentica, di uno dei titoli di studio indicati nel precedente articolo 2;

d) certificato dal quale risulti che il candidato è cittadino italiano e gode dei diritti politici. Sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani non regnicoli e coloro per i quali tale equiparazione sia stata riconosciuta in virtù di decreto Reale;

e) certificato medico, da rilasciarsi da un medico provinciale o militare od anche dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, dal quale risulti che l'aspirante è di costituzione sana e robusta e comunque immune da difetti, imperfezioni o malattie che possano menomarne l'idoneità al servizio.

I candidati invalidi di guerra o per la causa fascista o per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale produrranno il certificato, da rilasciarsi dall'autorità sanitaria di cui all'art. 14, n. 3, del R. decreto 29 gennaio 1922, n. 92, nella forma prescritta dall'art. 15 del Regio decreto medesimo.

L'Amministrazione potrà sottoporre eventualmente i candidati alla visita di un sanitario di sua fiducia;

f) certificato generale rilasciato dal competente ufficio del casellario giudiziale;

g) certificato di regolare condotta morale, civile e politica da rilasciarsi dal podestà del Comune ove l'aspirante risiede almeno da un anno e, in caso di residenza per un tempo minore, altro certificato del porestà della precedente residenza entro l'anno;

h) copia dello stato di servizio militare o del foglio matricolare, se il concorrente abbia prestato servizio militare, oppure, in caso negativo, certificato dell'esito di leva o di iscrizione nelle liste di leva.

Coloro che siano reduci di guerra sono tenuti ad allegare alla copia dello stato di servizio o del foglio matricolare militare la prescritta dichiarazione integrativa attestante la durata del servizio prestato in reparti combattenti alla dipendenza del Comando Supremo e le eventuali benemerenze di guerra.

Coloro che furono imbarcati su navi mercantili durante la guerra 1915-18 proveranno tale circostanza mediante apposito certificato da rilasciarsi dall'autorità marittima competente;

i) fotografia recente del concorrente, con la firma autenticata dal podestà o da un notaio, a meno che il concorrente stesso sia provvisto di libretto ferroviario personale o di altro documento di identità con fotografia e firma autentica rilasciato da un'Amministrazione statale, nel qual caso dovrà farne dichiarazione nella domanda;

l) stato di famiglia, da presentarsi soltanto dai coniugati, con o senza prole, e dai vedovi con prole;

m) gli aspiranti, feriti per la causa fascista e quelli che parteciparono alla Marcia su Roma, purchè inscritti senza interruzione ai Fasci di combattimento rispettivamente dalla data dell'evento, che fu causa della ferita, o da data anteriore al 28 ottobre 1922, produrranno i relativi brevetti.

I mutilati e invalidi di guerra o per la causa fascista o per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale, gli orfani di caduti in guerra o per la causa fascista o per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale, i figli degli invalidi di guerra o degli invalidi per la causa fascista o per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale, dovranno comprovare la loro qualità mediante certificato da rilasciarsi dalle autorità competenti.

Art. 5. — I documenti che corredano la domanda dovranno essere conformi alle prescrizioni della legge sul bollo ed essere muniti delle occorrenti vidimazioni e legalizzazioni.

La legalizzazione delle firme da parte del presidente del Tribunale o del Prefetto non occorre per i certificati rilasciati o vidimati dal Governatore di Roma.

I documenti di cui alle lettere *d*) *e*), *f*) e *g*) non saranno accettati se risultino rilasciati più di tre mesi prima della data del presente decreto.

Sono dispensati dalla presentazione del documento indicato alla lettera *a*) i mutilati ed invalidi di guerra nonchè gli invalidi per la la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale; dalla presentazione del documento indicato alla lettera *d*) gli italiani non regnicoli; dalla presentazione dei documenti di cui alle lettere *b*), *d*), *e*), *f*) e *g*), coloro che già appartengano ad Amministrazioni statali come impiegati di ruolo, i quali debbono invece produrre copia dello stato di servizio civile rilasciato dall'Amministrazione dalla quale dipendono, con l'attestazione che sono in attività di servizio; dalla presentazione dei documenti di cui alle lettere *d*), *e*), *f*) e *g*) i concorrenti che siano ufficiali delle Forze armate e che comprovino di essere in attività di servizio mediante attestazione dell'autorità militare da cui dipendono.

Art. 6. — Le domande che perverranno dopo il termine fissato nel precedente art. 3 non saranno prese in considerazione.

Non sono ammessi riferimenti a documenti prodotti per altri concorsi, salvo che si tratti di concorsi banditi in pari data del presente per posti di ruolo negli stessi Provveditorati agli studi.

L'ammissione al concorso potrà essere negata con decreto, non motivato e insindacabile, del Ministro per l'educazione nazionale, ai sensi dell'art. 1, comma ultimo, del R. decreto 30 dicembre 1923-II, num. 2960.

Non sono ammessi al concorso coloro che per due volte non abbiano conseguita l'idoneità nell'esame di concorso a posti di alunno d'ordine nei Regi provveditorati agli studi.

Art. 7. — L'esame di concorso consterà di tre prove scritte e di una prova orale, le quali avranno luogo in Roma.

Le prove scritte si svolgeranno nei giorni e nei locali che verranno indicati con apposito avviso, il quale sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, nonchè nel Bollettino ufficiale (parte II) e nell'albo del Ministero dell'educazione nazionale.

Le tre prove scritte saranno:

a) componimento in lingua italiana (da servire anche come prova di calligrafia);

b) saggio di aritmetica elementare;

c) saggio di dattilografia.

Ai concorrenti saranno assegnate cinque ore per ciascuna prova scritta.

La prova orale avrà per oggetto le seguenti materie:

a) nozioni della storia d'Italia dal 1700 ad oggi;

b) elementi di geografia dell'Europa in generale e dell'Italia in particolare;

c) nozioni sull'ordinamento amministrativo e corporativo dello Stato e nozioni elementari di statistica.

La Commissione giudicatrice avrà facoltà di interrogare i concorrenti sugli argomenti da essi trattati nelle prove scritte.

Art. 8. — La graduatoria dei vincitori del concorso, da pubblicarsi nel Bollettino ufficiale del Ministero, sarà formata secondo l'ordine dei punti riportati nella votazione complessiva.

In caso di parità di merito saranno osservate le disposizioni dell'art. 1 del R. decreto-legge 5 luglio 1934-XII, n. 1176, integrato dal R. decreto-legge 2 dicembre 1935-XIV, n. 2111.

Per l'assegnazione di posti agli idonei che risultino invalidi di guerra o per la causa fascista, agli ex combattenti ed ai legionari fiumani, agli inscritti al Partito Nazionale Fascista da data anteriore al 28 ottobre 1922, ai feriti per la causa fascista, agli orfani di guerra o dei caduti per la causa fascista e agli invalidi e agli orfani di caduti per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale, si osserveranno le disposizioni contenute rispettivamente nell'art. 8 della legge 21 agosto 1921, n. 1312, e successive estensioni, nell'art. 13 del R. decreto-legge 3 gennaio 1926-IV, n. 48, nell'art. 16 del R. decreto-legge 30 ottobre 1924-III, n. 1842, negli articoli 8 e 10 del R. decreto-legge 13 dicembre 1933-XII, n. 1706, nelle leggi 26 luglio 1929-VII, n. 1397, e 12 giugno 1931-IX, n. 777, e nel R. decreto-legge 2 dicembre 1935-XIV, num. 2111.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 5 aprile 1936 - Anno XIV

Il Ministro: De Vecchi di Val Cismon.

(1067)

MINISTERO DELLE COLONIE

Concorso al posto di medico capo reparto tisiatrico nell'Ospedale coloniale principale di Tripoli.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
MINISTRO PER LE COLONIE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visti i Regi decreti-legge 3 gennaio 1926, n. 48, 13 dicembre 1933, n. 1706, 5 luglio 1934, n. 1176, il R. decreto 28 settembre 1934, n. 1587, ed il R. decreto-legge 2 dicembre 1935, n. 2111;

Visto il R. decreto-legge 26 febbraio 1928, n. 355, modificato dal R. decreto-legge 21 dicembre 1933, n. 1992, e dal R. decreto-legge 12 settembre 1935, n. 1816;

Visto l'ordinamento sanitario per le Colonie, approvato con R. decreto 20 marzo 1933, n. 702;

Visto il decreto Ministeriale 30 aprile 1929, n. 129, e successive variazioni;

Ritenuto che occorre provvedere alla nomina al posto di medico capo reparto tisiatrico nell'Ospedale coloniale principale di Tripoli;

Considerato che, trattandosi di tecnico che deve disimpegnare funzioni di particolare responsabilità ed importanza, si rende necessario provvedere alla sua nomina mediante scelta da effettuarsi per mezzo di pubblico concorso ed a particolari condizioni, in deroga alle norme vigenti per l'assunzione del personale a contratto, giusta quanto previsto dall'articolo 22 del contratto tipo, approvato col citato decreto 30 aprile 1929, n. 129;

Udito il parere del Consiglio superiore coloniale;

Vista l'autorizzazione di S. E. il Capo del Governo a procedere d'urgenza, ai sensi dell'art. 2 del decreto Presidenziale 16 giugno 1932;

Decreta:

Art. 1. — E' indetto un concorso per titoli, salva la facoltà prevista nel seguente articolo 13, al posto di medico capo reparto tisiatrico nell'Ospedale coloniale principale di Tripoli.

Art. 2. — Al vincitore del suddetto concorso è corrisposto lo stipendio iniziale di L. 16.700 oltre la indennità di servizio attivo di L. 3700, da ridursi l'uno e l'altra ai sensi del R. decreto-legge 20 novembre 1930, n. 1491, e del R. decreto-legge 14 aprile 1934, n. 561, e competono inoltre una indennità coloniale nella stessa misura di quella concessa agli impiegati di ruolo nella Colonia, nonchè tutti gli altri assegni di carattere continuativo, che, previsti dall'art. 15 del contratto-tipo approvato col decreto Ministeriale 30 aprile 1929, n. 129, e successive variazioni o comunque estesi al personale a contratto, risulteranno ad esso applicabili.

Art. 3. — La nomina sarà fatta per un sessennio, ma il primo anno di servizio verrà considerato come periodo di prova a tutti gli effetti dell'art. 2 del contratto-tipo.

Per la riconferma in servizio e per il licenziamento dal medesimo saranno rispettivamente applicabili le disposizioni degli articoli 6 e 2 del contratto-tipo sopradetto.

Al vincitore del suddetto concorso sarà inoltre consentito il libero esercizio professionale compatibilmente con le necessità di servizio.

Art. 4. — Il concorrente che abbia ottenuto la nomina al posto di medico capo reparto tisiatrico, sarà iscritto al grado 8° della tabella allegata al contratto-tipo sopra menzionato, e potrà conseguire, durante il servizio, gli aumenti periodici stabiliti dallo stesso contratto-tipo.

Art. 5. — Per tutto quanto non è stato specificato sopra, valgono le disposizioni del contratto-tipo, delle quali si richiamano in modo particolare quelle contenute negli articoli 9, 14, 16 e 17.

Art. 6. — All'atto della nomina il vincitore del concorso sarà iscritto alla Cassa di previdenza per le pensioni a favore dei medici.

Art. 7. — Il vincitore del concorso, al momento dell'accettazione della nomina dovrà sottoscrivere il contratto, che sarà costituito:

a) da un atto di sottomissione specificante le proprie generalità e portante la dichiarazione di accettazione e di riconoscimento delle norme previste dal presente decreto;

b) da un esemplare del presente bando di concorso;

c) da un esemplare del contratto-tipo, per le norme a cui il presente decreto si riporta.

Art. 8. — Possono partecipare al concorso tutti i sanitari che, con i documenti presentati dimostrino:

a) di non aver superato l'età di anni 40 alla data del presente decreto, salvo l'aumento di 5 anni stabilito per gli ex-combattenti;

b) di aver conseguito la laurea di medicina e chirurgia in una delle Regie università del Regno;

c) di avere un periodo di esercizio professionale non inferiore ad anni 5 e di avere prestato servizio, per almeno tre anni compiuti, in un posto di ruolo, conseguito in seguito a pubblico concorso, presso un Sanatorio o in un Ospedale-sanatorio del Regno.

I titoli conseguiti in Ospedali militari equivalgono a tutti gli effetti a quelli conseguiti nei corrispondenti reparti degli Istituti universitari o degli Ospedali civili.

Per coloro che risultino regolarmente iscritti ai Fasci di combattimento senza interruzione da data anteriore al 28 ottobre 1922, il limite massimo di età è aumentato di quattro anni. Tale aumento è concesso anche a coloro che sono in possesso del brevetto di ferito per la causa fascista per eventi verificatisi dal 23 marzo 1919 al 31 dicembre 1925 e che risultino iscritti ininterrottamente al Partito Nazionale Fascista dalla data dell'evento che fu causa della ferita, anche se posteriore alla Marcia su Roma.

I medici coloniali che abbiano prestato servizio effettivo per almeno sei anni negli Ospedali o nelle Infermerie coloniali possono partecipare al concorso indipendentemente dall'età, sempre che in possesso degli altri requisiti stabiliti dal presente articolo.

Art. 9. — Chiunque intenda concorrere, dovrà far pervenire al Ministero delle colonie - Ufficio del personale - entro sessanta giorni dalla pubblicazione del presente decreto sulla *Gazzetta Ufficiale* del Regno, domanda su carta bollata da L. 6, scritta e sottoscritta di proprio pugno, facendo espresso riferimento al presente decreto, indicando il nome, cognome e paternità, il luogo e la data di nascita, nonchè il domicilio al quale dovranno essere indirizzate le occorrenti comunicazioni, e la data della domanda.

La data di arrivo della domanda è stabilita dal bollo a data apposto dal competente ufficio del Ministero, e non saranno ammessi al concorso quei candidati, le istanze dei quali ed i relativi documenti perverranno dopo il termine stabilito, anche se presentati in tempo agli uffici postali.

I concorrenti che risiedono in Colonia possono far pervenire entro il termine suindicato, le proprie domande alla sede del Governo della Colonia ove risiedono, per l'inoltro al Ministero delle colonie.

Art. 10. — Alla domanda i candidati devono unire:

a) il certificato su carta da bollo da L. 4 del podestà del Comune di origine (legalizzato dal presidente del Tribunale), in data non anteriore a tre mesi a quella del presente decreto, dal quale risulti che il concorrente è cittadino italiano ed ha il pieno godimento dei diritti civili e politici.

Sono equiparati ai cittadini dello Stato, agli effetti del presente decreto, gli italiani non regnicoli e coloro per i quali tale equiparazione sia stata riconosciuta con decreto Reale;

b) l'estratto dell'atto di nascita su carta da bollo da L. 8, legalizzato dal presidente del Tribunale;

c) il certificato di buona condotta morale, civile e politica, da rilasciarsi su carta da bollo da L. 4 dal podestà del Comune ove il candidato ha domicilio e la sua abituale residenza almeno da un anno, o in caso di residenza per un periodo minore, altro certificato del podestà o dei podestà delle precedenti residenze entro l'anno. Il certificato deve essere di data non anteriore a tre mesi a quella del presente decreto e legalizzato dal Prefetto. Per i residenti nelle Colonie italiane tale certificato sarà rilasciato dalle competenti autorità amministrative della Colonia;

d) il certificato generale del casellario giudiziario su carta da bollo da L. 12, in data non anteriore a tre mesi a quella del presente decreto;

e) documento comprovante l'adempimento agli obblighi di leva;

f) il certificato rilasciato su carta da bollo da L. 4, da un medico provinciale o da un medico militare in attività di servizio, o dall'ufficiale sanitario del Comune, o dal direttore della Sanità della Colonia di residenza, in data non anteriore a tre mesi a quella del

presente decreto, il quale comprovi che l'aspirante è di sana e robusta costituzione, capace di affrontare qualsiasi clima, che ha l'attitudine fisica a disimpegnare convenientemente il servizio in Colonia, non è affetto da imperfezioni fisiche visibili non derivanti da ragioni di guerra. La firma del medico provinciale deve essere autenticata dal Prefetto; quella del medico militare dalla superiore autorità militare; quella del sanitario comunale dal podestà, la cui firma deve essere a sua volta autenticata dal Prefetto; quella del direttore di Sanità della Colonia dal Segretario generale. L'Amministrazione si riserva di disporre direttamente tutti gli accertamenti sanitari che riterrà del caso;

g) il diploma in originale o in copia notarile della laurea di medicina e chirurgia conseguita in una Regia università del Regno;

h) i certificati comprovanti il possesso dei requisiti indicati nella lettera *c*) del precedente art. 8, e il certificato d'iscrizione in uno degli albi degli ordini dei medici del Regno;

i) i documenti che comprovino il possesso dei requisiti che conferiscono agli ex combattenti ed agli invalidi o minorati di guerra, per la causa nazionale e per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale, agli orfani di guerra, dei caduti per la causa nazionale e dei caduti per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale, i diritti preferenziali per l'ammissione agli impieghi;

l) il certificato di iscrizione al Partito Nazionale Fascista redatto su carta da bollo da L. 4, da cui risulti che il concorrente è iscritto al Partito Nazionale Fascista per l'anno in corso, con l'indicazione dell'anno d'iscrizione e del numero della tessera. Detto certificato dovrà essere rilasciato dal segretario (o dal vice-segretario se trattasi di capoluogo di Provincia) del competente Fascio di combattimento, e vistato dal segretario della Federazione dei Fasci di combattimento, o, in sua vece, dal vice-segretario federale o dal segretario amministrativo.

Per gli iscritti al Partito anteriormente al 28 ottobre 1922 e per i feriti per la causa fascista, il certificato dovrà essere rilasciato dalla Federazione dei Fasci di combattimento presso la quale l'interessato è iscritto e dovrà essere vistato da S. E. il Segretario del Partito o da uno dei Vice-segretari, ovvero dal Segretario amministrativo, e contenere la dichiarazione di ininterrotta appartenenza ai Fasci dalla data d'iscrizione o dell'evento che fu causa della ferita, anche se posteriore alla Marcia su Roma.

Inoltre per i feriti per la causa fascista e per i partecipanti alla Marcia su Roma il certificato dovrà riportare gli estremi dei relativi brevetti

Per gli italiani non regnicoli ed i cittadini italiani residenti all'estero, il certificato d'iscrizione al Partito dovrà essere rilasciato dal Segretario generale o da uno degli ispettori centrali dei Fasci all'estero.

Detto certificato dovrà essere sottoposto alla ratifica di S. E. il Segretario del Partito o del Segretario amministrativo o di uno dei Vice-segretari del Partito Nazionale Fascista, nel caso in cui si tratti di appartenenti al Partito da epoca anteriore al 28 ottobre 1922 e di feriti per la causa fascista;

m) stato di famiglia su carta da bollo da L. 4 da rilasciarsi dal podestà del Comune ove il candidato ha il suo domicilio.

Non si terrà conto delle domande che non siano corredate da tutti i documenti sopra elencati.

I concorrenti che dimostrino di essere attualmente impiegati di ruolo in servizio di una Amministrazione dello Stato, od impiegati a contratto presso l'Amministrazione coloniale, potranno esimersi dalla presentazione dei documenti di cui alle lettere *a*), *c*), *d*) ed *e*).

Le legalizzazioni non sono necessarie se i certificati vengono rilasciati dalle autorità amministrative residenti nel comune di Roma.

Alla domanda stessa, il concorrente dovrà unire, oltre il certificato dei punti ottenuti agli esami universitari speciali di laurea e di abilitazione professionale, tutti quegli altri titoli scientifici e di servizio che egli crederà di produrre.

I documenti ed i titoli devono essere descritti in un elenco in due originali, dei quali uno sarà unito agli atti e l'altro sarà restituito al concorrente con indicazioni di ricevuta.

Art. 11. — Il Ministro per le colonie giudica della regolarità delle domande di ammissione al concorso di cui al presente decreto e della relativa documentazione e dichiara le ammissioni. E' in facoltà sua di negare con provvedimento definitivo ed insindacabile l'ammissione al concorso. I concorrenti ammessi, ne ricevono comunicazione scritta al domicilio da essi indicato; a norma del precedente art. 9.

Art. 12. — La Commissione esaminatrice è presieduta da un segretario generale di Colonia, ed è costituita da:

a) due funzionari della carriera direttiva coloniale, di grado non inferiore al 7°;

b) dal funzionario della Sanità pubblica capo del servizio sanitario del Ministero delle colonie;

c) da un ufficiale superiore medico del Regio esercito;

d) da due docenti della Facoltà di medicina e chirurgia di una Regia università del Regno, di cui uno della specialità e l'altro di patologia o clinica medica.

Disimpegnerà le funzioni di segretario un funzionario della carriera direttiva coloniale di grado non inferiore al 9°.

Art. 13. — La valutazione dei titoli sarà fatta dalla Commissione secondo l'ordine seguente:

1° titoli che comprovino i servizi fatti nella specialità per cui è bandito il concorso;

2° docenza di tisiologia;

3° specializzazione in tisiologia;

4° altre docenze;

5° altre specializzazioni;

6° titoli comprovanti altri servizi prestati.

Le pubblicazioni saranno valutate secondo l'ordine medesimo.

Per la valutazione dei concorrenti, ciascun commissario dispone di 20 punti.

Conseguono la idoneità quei concorrenti che abbiano riportato almeno quattordici ventesimi.

Sono titoli preferenziali a parità di merito, il servizio prestato in Colonia e la libera docenza in medicina ed in igiene coloniale. Dette preferenze valgono solo nell'esame dei titoli.

E' fatta comunque salva alla Commissione giudicatrice la facoltà di sottoporre i concorrenti che hanno conseguito l'idoneità a norma del comma precedente, ad una prova di esame pratico, consistente nell'esame clinico di un infermo, comprese le eventuali ricerche pertinenti la specialità ed il susseguente referto. L'argomento d'esame potrà essere assegnato o singolarmente a ciascun aspirante o a gruppi di aspiranti, a giudizio della Commissione esaminatrice.

Ove sia disposta la prova di esame di cui al comma precedente, i concorrenti ne saranno informati con il preavviso di dieci giorni. Per la prova medesima ogni commissario dispone di dieci punti.

Sarà considerato rinunziatario al concorso il candidato che non si presenterà alla prova pratica suddetta.

Avranno superato la prova quei concorrenti che avranno riportato almeno sette decimi.

Sarà dichiarato vincitore del concorso il candidato che abbia ottenuto il maggior numero di punti.

A parità di merito saranno osservate le disposizioni contenute nell'art. 1 del R. decreto 5 luglio 1934-XII, n. 1176.

Restano ferme le disposizioni vigenti a favore degli invalidi di guerra e degli invalidi per la causa fascista e degli invalidi per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale, degli orfani di guerra, dei caduti per la causa fascista, dei caduti per la difesa delle Coloniale dell'Africa Orientale, nonchè in favore degli ex combattenti in genere e degli iscritti ai Fasci di combattimento senza interruzione da data anteriore al 28 ottobre 1922, che valgono agli effetti della graduatoria effettuata in base al risultato complessivo dell'esame dei titoli e della eventuale prova pratica.

Art. 14. — In caso di rinuncia alla nomina da parte del candidato dichiarato vincitore, il Ministro per le colonie potrà, a suo giudizio insindacabile procedere od alla nomina di altro candidato idoneo, seguendo sempre l'ordine di graduatoria, od all'apertura di un nuovo concorso.

Art. 15. — Qualora entro dieci giorni dall'invito rivoltogli, il candidato prescelto non abbia provveduto alla firma del contratto di cui all'art. 7 del presente decreto, s'intenderà decaduto per tacita rinunzia, e l'Amministrazione potrà procedere senza alcun avviso od alla nomina di altro concorrente, od all'apertura di un nuovo concorso, secondo quanto è prescritto nel precedente art. 14.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 31 gennaio 1936 - Anno XIV

Il Ministro per le finanze: DI REVEL.

p. Il Ministro per le colonie: LESSONA.

(1044)

MUGNOZZA GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.